

F. 95 — 2468 et F. 95 — 2469

[S - C - 29323]

**Arrêtés du Gouvernement de la Communauté française  
portant statut et statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

**RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

**I. Présentation générale**

L'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent en exécutant l'article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a rendu effectif le principe d'autonomie de chacun des Gouvernements en matière de statut de leurs agents.

La mise en oeuvre de cette autonomie s'accompagne de l'obligation pour chacun desdits Gouvernements de procéder à la révision générale des barèmes de leurs agents conformément aux accords intervenus dans le cadre de la convention intersectorielle 1991-1994.

La Communauté française a choisi de mener les deux opérations de concert afin de redéfinir fondamentalement les règles de déroulement des carrières tant au plan administratif qu'au plan pécuniaire.

Les lignes de force du nouveau statut peuvent être synthétisées comme suit :

— Simplification maximale de la gestion par la limitation importante du nombre de grades et de rangs. Ainsi le nombre de rangs est désormais limité à 18 au lieu de 28. Le nombre de grades passera, lui, en régime organique de 317 à 24.

— Uniformisation et lisibilité du déroulement des carrières qui, dans chaque niveau sont, désormais, constituées d'une seule carrière plane à la fois administrative et pécuniaire et d'un seul grade de promotion à pourvoir par avancement de grade. La carrière des fonctionnaires généraux subit une mutation importante par l'instauration d'une période probatoire pour la nomination au rang 15.

— Instauration d'un système souple de définition des attributions des fonctionnaires généraux des rangs 15 et 16.

— Recentrage du statut administratif sur un objectif de fonctionnement et d'efficacité du Service public. Ainsi l'évaluation de l'agent doit être considérée également comme un outil de gestion des services. De même, le statut impose aux plus hauts responsables de l'administration des obligations précises en matière d'objectifs à atteindre et de mode de gestion et de fonctionnement des services dont ils ont la charge.

A ces lignes de force, se sont ajoutés des objectifs directement liés à une gestion efficace des services, ainsi :

— Le nouveau statut tient compte de l'informatisation croissante des services. Le schéma des carrières et la structure des échelles de traitement permettent une automatisation très poussée de la gestion du personnel.

— Le nouveau statut permet une maîtrise totale de l'évolution des budgets consacrés au paiement du personnel. En effet, la quasi-généralisation de la carrière plane et de la progression pécuniaire à l'ancienneté de niveau permet de mesurer parfaitement l'évolution des besoins budgétaires compte tenu de l'ancienneté des agents.

— L'introduction d'un nombre limité de grades génériques permet une globalisation importante des cadres et, de ce fait une très grande souplesse de gestion. L'autorité amenée à procéder à des recrutements pourra déterminer, compte tenu de ses besoins, les diplômes et qualifications exigés des candidats. Ces diplômes et qualifications pourront être différents pour un même grade.

— La souplesse de gestion se trouve également accrue par l'obligation qui est faite de globaliser les emplois des cadres des Services du Gouvernement.

Si le statut comporte des nouveautés importantes susceptibles d'engendrer un changement d'esprit en profondeur dans la gestion des services et des agents, il n'en garde pas moins des pans entiers hérités du statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937.

Outre ce qui est imposé par l'arrêté de principes généraux, le statut garde l'essentiel des dispositions relatives au régime disciplinaire, aux congés et aux positions administratives. De plus, des notions comme celles de maître de stage ou de Chambre de recours sont maintenues même si leur contenu a évolué. Cette méthode devrait permettre une adaptation aisée et rapide de l'administration à son nouveau statut.

Malgré le fait que la réforme administrative et pécuniaire forme un ensemble indissociable, il a été jugé préférable de maintenir la coexistence de deux textes distincts, l'un portant le statut administratif, l'autre le statut pécuniaire. Cette méthode comporte le précieux avantage de ne pas alourdir outre mesure les textes et d'assurer, au fil du temps, une coordination plus aisée de chacun de ces textes appelés à évoluer à des rythmes différents.

Les deux projets ont été soumis au Conseil d'Etat et modifiés pour tenir compte des remarques de cette Haute Juridiction.

**II. Le statut administratif**

**A. Commentaire général**

Le statut administratif comporte 14 titres recouvrant l'ensemble des aspects de la vie administrative des agents des Services du Gouvernement. Ce texte procède de l'arrêté royal de principes généraux dont, dans un souci de cohérence légistique, il a été jugé préférable de ne pas reproduire les dispositions dans le statut.

Il convient également de souligner que le statut contient des dispositions qui, sous l'empire de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, faisaient l'objet d'arrêtés distincts, telles, par exemple, les dispositions relatives à la carrière, au classement hiérarchique des grades et à l'évaluation.

### B. Commentaire des articles

1. L'article 1er définit le champ d'application du statut. La qualité d'agent est reconnue à tout membre du personnel qui est occupé à titre définitif au sein des Services du Gouvernement. Dans un souci de lisibilité, cette formule a été jugée préférable à la féminisation systématique des notions contenues dans le statut. L'intitulé des nouveaux grades a, lui, été féminisé. Le personnel scientifique des Etablissements scientifiques conserve son statut propre comme c'était le cas auparavant.

2. L'article 2 fixe les nouvelles dénominations des grades et répartit ceux-ci en rangs et en catégories.

Comme dit plus haut, trois rangs sont créés pour chacun des niveaux, à savoir un rang de recrutement, un rang de principalat atteint en carrière plane et un rang de promotion qui est atteint par avancement de grade.

Au niveau 1, trois rangs de promotion à pourvoir par avancement de grade sont, en outre, créés pour la catégorie des fonctionnaires généraux.

A chaque catégorie correspond un degré de spécialisation déterminé au recrutement, sauf en ce qui concerne les fonctionnaires généraux qui constituent une catégorie spécifique.

3. L'article 3 réserve au Gouvernement la nomination des fonctionnaires généraux.

4. L'article 4 définit la procédure de modification du statut.

5. L'article 5 impose aux plus hauts responsables de l'administration des obligations spécifiques en matière de gestion des membres du personnel et des services. Ces obligations peuvent être synthétisées en termes de qualité et d'efficacité du Service public ainsi que d'écoute et de motivation des membres du personnel.

6. L'article 6 définit la catégorie des fonctionnaires généraux laquelle reste constituée, comme par le passé, des agents des rangs 17, 16 et 15.

7. L'article 7 définit les attributions du Secrétaire général qui, outre les compétences qu'il exerce sur ses services propres, coordonne et assure l'unité de gestion de l'ensemble du Ministère.

Les autres fonctionnaires généraux exercent leurs compétences sur les services qui leur sont confiés ainsi qu'il est dit à l'article 8. Toutefois, certains fonctionnaires généraux du rang 15 peuvent être directement adjoint à un fonctionnaire général de rang supérieur sans avoir compétence sur un service général.

8. L'article 9 consacre l'affectation des fonctionnaires généraux des rangs 15 et 16 en un pool. Sont exclus de ce pool les administrateurs généraux et les fonctionnaires du rang 15 qui sont adjoints à un fonctionnaire général. Dans un souci de grande souplesse dans l'utilisation des compétences, les attributions des fonctionnaires généraux du pool sont définies par le Gouvernement pour un terme de 3 ou de 5 ans.

Cette exigence de multidisciplinarité justifie l'octroi d'une allocation de management dont le montant, défini par le statut pécuniaire, égale un quart de la différence entre le montant de base de l'échelle 150/1 (Directeur général adjoint) et de l'échelle 120/1 (Directeur). Compte tenu, des exigences du plan de modération salariale, cette disposition n'entrera en vigueur que le 1er janvier 1997 (voir art.133).

9. L'article 10 impose qu'un agent candidat à une nomination à un grade du rang 15 dont l'emploi est inscrit dans le pool, ait, au minimum exercé deux attributions différentes au cours de la période probatoire qui lui est imposée (cfr. infra).

10. L'article 11 détermine, dans le respect des principes généraux, la composition et le mode de fonctionnement du Conseil de Direction. Le Conseil de direction est composé des fonctionnaires des rangs 15, 16 et 17.

Les agents en période probatoire y siègent sans voix délibérative.

11. L'article 12 confie à un Collège restreint composé du Secrétaire général et des administrateurs généraux le règlement des conflits d'attribution internes au Ministère.

12. L'article 13 maintient le régime existant d'incompatibilité.

13. L'article 14 détermine la mesure dans laquelle sont autorisés certains cumuls d'activité.

14. L'article 16 règle les modalités de déclaration de vacance des emplois de recrutement.

Cet article pose le principe de l'accès au rang le moins élevé de chacun des niveaux, par recrutement.

15. L'article 17 reproduit les termes de l'article 18 du statut du 2 octobre 1937 tel qu'il avait été modifié en ce qui concerne les Services du Gouvernement.

16. Dans un souci d'information complète des nouveaux agents, l'article 18 pose le principe de l'accueil préalable des candidats au stage.

17. L'article 19, § 1er, n'appelle aucun commentaire.

18. L'article 19, § 2, prévoit l'affectation du stagiaire au Service général de la Fonction publique et sa mise à disposition de l'administration auprès de laquelle il effectue son stage. Cette solution permet à l'autorité et au stagiaire de déterminer, avec une grande souplesse, l'emploi dans lequel le stagiaire pourra au mieux faire preuve de ses capacités. De plus, la mise à disposition peut être modifiée, si besoin, en cours de stage.

19. L'article 20 fixe la durée du stage pour les différents niveaux. Il est apparu nécessaire, dans le but d'assurer une formation effective, de faire passer cette durée de trois à quatre mois pour le niveau 4, trois mois à six mois pour le niveau 3 et à neuf mois pour le niveau 2+.

20. Les articles 21 et 22 reproduisent des dispositions existantes qui n'appellent aucun commentaire.

21. L'article 23 crée, pour les stagiaires des niveaux 1 et 2+ un Collège de stage sous la maîtrise duquel seront accomplis les stages des candidats de ces niveaux.

Pour les stagiaires des autres niveaux, le principe de la collégialité de la maîtrise du stage est confirmé. Le supérieur hiérarchique immédiat est appelé à évaluer le stagiaire dans son travail quotidien; le maître de stage assure cette évaluation dans le cadre des activités propres au stage et pour l'ensemble des Services du Gouvernement.

22. L'article 24 doit permettre de hausser les exigences de formation des stagiaires. En outre, il étend l'obligation de la rédaction d'un travail écrit déterminé en fonction des catégories fonctionnelles auxquelles appartiennent les stagiaires du niveau 2+.

23. L'article 25 fixe le nombre de rapport de stage à un par trimestre. Le stagiaire est, lui-même appelé à émettre un avis sur ce rapport et sur son stage même.

24. La décision finale appartient, selon l'article 26, au Collège ou aux agents appelés à évaluer le stage. Celui-ci ne peut être prolongé qu'une seule fois et, au maximum pour le tiers de sa durée.

25. L'article 27 organise les recours en cas de licenciement à l'issue du stage.

26. Les articles 28 à 30 n'appellent aucun commentaire particulier.

27. Le Titre VII traite de l'ancienneté. La notion de classement existant dans le statut du 2 octobre 1937 a été abandonnée. Compte tenu de la généralisation des carrières planes, l'ancienneté de niveau se substitue à l'ancienneté de grade comme première ancienneté en ordre d'importance afin de ne pas désavantager les agents nouvellement au grade de principalat par rapport à leurs collègues qui comptent une grande ancienneté dans le grade de recrutement.

28. L'article 38 constitue la disposition fondamentale du nouveau système de procédure par avancement de grade ou de changement de grade.

Chaque fonction correspondant à un emploi accessible par promotion par avancement de grade devra faire l'objet d'une description précise de sa nature et des conditions requises de la part des candidats éventuels.

Ces conditions proposées par le Conseil de direction et arrêtées par le Gouvernement peuvent, selon la nature de la fonction, comprendre des titres, des qualifications, de l'expérience utile, des formations spécifiques ou encore des épreuves de qualification.

Dans le but d'assurer la parfaite connaissance de ces exigences, les conditions qui auront été, avant leur adoption, concertées avec les Organisations syndicales, doivent être portées à la connaissance des candidats.

29. Le Conseil de direction est chargé de comparer les titres et mérites dont se prévalent les candidats aux conditions requises pour l'exercice de la fonction en cause (article 39).

30. L'article 40 assure aux candidats le droit d'être entendu en cas de désaccord avec les propositions du Conseil de direction.

31. L'article 41 définit les trois modes de promotion prévus par le statut.

32. L'article 43 unifie la procédure de dépôt des candidatures jusqu'ici prévue dans des arrêtés spécifiques à chacun des Ministères.

A noter que la date à laquelle les conditions de promotion doivent être remplies dans le chef des candidats est, désormais, la date fixée dans l'appel aux candidats.

33. Conformément aux principes généraux, les articles 44 et 45 prévoient l'organisation d'épreuves pour l'accès au niveau supérieur.

34. Les articles 46 et 47 fixent la procédure de promotion au grade de Secrétaire général. Cette procédure est inchangée hormis l'exigence d'un avis du Conseil de Direction.

L'article 48 en fait de même pour la promotion au grade de Directeur général.

35. L'article 49 définit deux modes de promotion à un grade du rang 15.

Le § 1er fixe les conditions de promotion dans un emploi de rang 15 lorsque ledit emploi n'est pas inscrit en "pool".

Le § 2 fixe les conditions de promotion dans les emplois du "pool". Les candidats sont désignés pour une période probatoire de trois ans selon la procédure applicable aux promotions.

36. Pendant la période probatoire, les candidats exercent l'ensemble des prérogatives liées à l'exercice d'une fonction de Directeur général adjoint sauf en ce qui concerne la participation au Conseil de direction qui n'est que consultative (cf. article 11).

37. Les candidats sont tenus de suivre un programme de formation pendant la période probatoire. Cette exigence justifie l'octroi d'une allocation de formation qui, aux termes de l'article 31 du statut pécuniaire est fixée au quart de la différence entre le montant de base de l'échelle 150/1 et le montant de base de l'échelle 120/1 (article 50).

Elle est, en conséquence identique à l'allocation de management prévue à l'article 9, § 2.

Cette allocation est maintenue pendant trois ans après le terme de la période probatoire que celle-ci ait été fructueuse ou non (sauf, évidemment, sanction disciplinaire ou évaluation réservée), afin de faciliter l'éventuel retour dans un emploi de rang 12 et de compenser, partiellement, l'exercice de la fonction du rang 15 avec maintien du traitement du rang 12.

L'agent en période probatoire bénéficie, en conséquence, de son échelle de rang 12 plus l'allocation de formation.

A l'issue de la période probatoire, il bénéficie :

— en cas de nomination de l'échelle de rang 15, plus l'allocation de management, plus l'allocation de formation pendant trois ans;

— en cas de non nomination, de l'échelle de rang 12, plus l'allocation de formation pendant trois ans.

Pour rappel, les dispositions relatives aux allocations n'entrent en vigueur que le 1er janvier 1997.

38. L'article 51 traite de l'évaluation de l'agent en période probatoire. Il reste soumis aux dispositions communes à tous les agents.

Cependant, les supérieurs hiérarchiques chargés de l'évaluation sont ceux sous l'autorité effective desquels l'agent est placé à l'attribution d'une mention réservée met fin de plein droit à la période probatoire.

39. Pendant la période probatoire, toute sanction à l'encontre de l'agent est prise par le Gouvernement et entraîne, de plein droit, la cessation de la période probatoire (article 52).

40. L'article 53 dispose que la période probatoire se conclut par un bilan élaboré par le Conseil de direction qui propose ou non de nommer l'agent dans le "pool".

Le candidat dispose, évidemment, du droit de se faire entendre en cas de désaccord.

41. Les articles 54 à 59 fixent les conditions de promotion aux autres rangs, à savoir : la promotion doit avoir lieu dans la même catégorie et le candidat doit compter, au moins, cinq ans d'ancienneté de niveau.

42. Les articles 60 à 65 organisent de manière uniforme pour tous les niveaux, la carrière plane du rang de recrutement au rang de principalat en quinze ans.

43. Les articles 66 à 68 organisent les procédures de changement de grade et de catégorie lesquelles sont identiques à la procédure de promotion par avancement de grade. Les changements de catégorie sont soumis à des conditions spécifiques d'aptitude et / ou de titres.

44. L'article 69 prévoit l'instauration par le Gouvernement d'un régime de mutation volontaire et d'un régime de mutation dans l'intérêt du service.

Vu la spécificité de leur fonction et de leur mode de promotion, les agents du rang 15 qui ne font pas partie du pool, ne peuvent muter volontairement.

45. L'article 70 n'appelle aucun commentaire particulier.

46. L'article 71 favorise la transparence des structures des Services du Gouvernement : La publication régulière d'un organigramme se trouve d'autant plus justifiée que la création de grades génériques et la détermination, à termes fixes, des attributions de certains fonctionnaires généraux peut avoir pour conséquence de faire évoluer souplement ces structures, jusqu'ici relativement rigides.

Telle est également la justification de l'article 72.

47. Le Titre IX reproduit les dispositions existantes en matière de positions administratives et n'appelle donc aucun commentaire particulier.

48. Le système d'évaluation mis en place par le Titre X du statut peut être résumé comme suit :

— les agents sont toujours, faute d'acte exprès, considérés comme étant titulaires d'une évaluation favorable (article 87);

— conformément aux principes généraux, l'évaluation est assurée par deux supérieurs hiérarchiques de rangs différents (article 88);

— l'agent qui ne donne pas satisfaction fait l'objet d'un rapport d'évaluation concluant à une mention réservée;

— cette mention doit être revue au plus tôt six mois et au plus tard un an après qu'elle soit devenue définitive;

— il ne peut y avoir qu'une seule mention réservée; si l'agent ne donne toujours pas satisfaction, il fera l'objet d'une évaluation défavorable (article 90);

— à tous les stades de la procédure, les droits de la défense sont assurés que ce soit par l'entretien préalable ou par les recours devant le Conseil de direction ou la Chambre de recours (article 89);

— toute modification, dans un sens favorable ou défavorable, de l'évaluation fait l'objet de la même procédure.

49. Les articles 91 à 93 fixent les conséquences de l'évaluation dans la carrière administrative et pécuniaire des agents.

Il convient de noter que la mention réservée n'emporte aucune conséquence sauf en ce qui concerne la possibilité d'obtenir une promotion (article 42).

Une première évaluation défavorable a pour conséquence immédiate la perte des périodes pendant lesquelles il a été évalué défavorablement dans le décompte de l'ancienneté de niveau (article 92). Pour l'agent titulaire d'un grade de recrutement, cette mesure empêche toute promotion en carrière plane et le retarde dans l'avancement de carrière.

Pour les titulaires d'un grade de promotion la conséquence d'une telle évaluation est la rétrogradation pécuniaire à l'échelle de traitement immédiatement inférieure (article 91).

L'attribution d'une seconde mention d'évaluation défavorable a pour conséquence la constatation de l'inaptitude professionnelle et, donc, la démission d'office de l'agent (article 93).

50. Les articles 94 à 98 adaptent les dispositions relatives à l'évaluation, aux fonctionnaires généraux.

Ainsi le rôle dévolu par les dispositions précitées aux supérieurs hiérarchiques est exercé :

— par le collège restreint du secrétaire général et des administrateurs généraux en ce qui concerne les directeurs généraux et directeurs généraux adjoints;

— par le Ministre ayant le personnel dans ses attributions et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) en ce qui concerne les administrateurs généraux;

— par le Gouvernement en ce qui concerne le secrétaire général.

51. La Chambre de recours des Fonctionnaires généraux est compétente pour les recours introduits dans le cadre de l'évaluation (article 97), sauf en ce qui concerne le Secrétaire général dont le recours s'exerce directement devant le Gouvernement.

52. L'article 99 fixe les peines encourues par les agents; celles-ci sont identiques à celles prévues par le statut du 2 octobre 1937 à l'exception du déplacement disciplinaire qui a été jugé inefficace, inadapté à la structure des Services du Gouvernement et malaisé à appliquer.

53. L'article 101 reproduit des dispositions antérieures.

54. L'article 102 désigne l'autorité appelée à prononcer les peines. Les deux plus graves doivent être prononcées par le Gouvernement.

55. L'article 103 décrit la procédure disciplinaire :

— La proposition initiale émane du supérieur immédiat titulaire d'un grade de rang 12 au moins.

— La proposition définitive est prononcée par le Conseil de direction lequel ne peut aggraver la proposition provisoire;

— l'agent dispose d'un droit de recours devant la Chambre de recours avant la décision. Cette Chambre ne peut aggraver la proposition définitive.

56. L'article 104 organise la radiation des peines disciplinaires.

57. L'article 105 reproduit des dispositions existantes.

58. L'article 106 pose le principe de l'unicité de la Chambre de recours. Cette formule présente l'avantage de concentrer le contentieux statutaire auprès d'un organe bien identifié et, donc, permet aux agents d'exercer aisément leurs droits de recours.

Seule la Chambre de recours des fonctionnaires généraux doit faire l'objet de dispositions spécifiques.

59. La Chambre de recours est composée de deux sections. Seule la présidence différencie celles-ci : conformément aux principes généraux, la section appelée à se prononcer en matière disciplinaire et d'évaluation est présidée par un magistrat. L'autre section est présidée par un fonctionnaire général (article 107).

A noter que cette seconde section est composée paritairement, le Président n'ayant pas voix délibérative en cas de recours formé dans le cadre des dispositions régissant le stage, conformément aux principes généraux.

La Chambre de recours est composée pour moitié d'assesseurs représentant le Gouvernement et pour moitié d'assesseurs représentant les Organisations syndicales siégeant au Comité de négociation du Secteur XVII.

60. L'article 108 reproduit des dispositions existantes.

61. L'article 109 prévoit le mode de récusation des assesseurs. Cette récusation ne doit pas être motivée; ce droit est cependant limité par l'impossibilité de récuser à la fois un assesseur et ses deux suppléants afin de permettre un fonctionnement correct de la Chambre de recours.

62. Les articles 110 à 116 reproduisent des dispositions existantes.

63. La Chambre de recours fixe son règlement de procédure lequel est commun aux deux sections afin de faciliter au maximum l'exercice des droits de la défense (article 117).

64. Le Titre XIII fixe les règles essentielles pour la confection des cadres des Services du Gouvernement :

— Les Ministères sont composés d'un Secrétariat général comprenant, en principe, des Services communs à l'ensemble du Ministère et d'Administrations générales compétentes pour des matières déterminées. Ces entités peuvent être divisées en Directions générales et en Services généraux.

— Les emplois du cadre sont globalisés au moins au niveau des Services généraux.

65. L'article 23, § 3, du statut prévoit une formation spécifique des maîtres de stage. Cette formation devant s'étendre sur une certaine période, l'article 121 prévoit la possibilité de désigner trois agents au maximum pour accomplir, à titre intérimaire, les fonctions de Maître de stage.

66. L'article 122 prévoit la poursuite des stages entamés sous l'empire du statut du 2 octobre 1937 selon les modalités et pour la durée en vigueur à la date d'admission au stage. Par contre, les nominations à titre définitif s'effectueront, dès l'entrée en vigueur du nouveau statut, dans les grades et selon les modalités fixés par celui-ci.

67. L'entrée en vigueur du nouveau statut rend obsolètes toutes les procédures de promotion en cours. Celles-ci devront être reprises, s'il y a lieu, selon la nouvelle procédure et pour les nouveaux grades (article 123).

68. L'article 124 transpose automatiquement les agents dans leurs nouveaux grades.

69. L'article 125 permet par dérogation aux dispositions du Titre VIII et à titre transitoire :

1° aux agents titulaires du grade de sous-chef de bureau d'avoir accès au grade de premier assistant en priorité sur les agents titulaires du grade d'assistant ou d'assistant principal. La réussite de l'examen de sous-chef de bureau sous l'empire de l'ancien statut est ainsi valorisée.

2° aux agents nommés à titre transitoire dans un grade du rang 22 ou du rang 27 en vertu des dispositions de l'article 124 d'être nommés respectivement par changement de grade au grade de premier assistant ou de premier gradué.

70. L'article 126 prévoit le maintien en vigueur à titre provisoire des dispositions relatives :

- aux positions administratives des stagiaires;
- à la suspension dans l'intérêt du service;
- à la position de non-activité;
- à la mise en disponibilité;
- au traitement d'attente;
- à la réaffectation.

71. L'article 127 permet, à titre transitoire, aux organes de recours existants de terminer l'examen des dossiers dont ils sont saisis.

72. L'article 128 transpose les mentions de signalement dans les mentions correspondantes du nouveau système d'évaluation.

Les autres dispositions du Titre X sont immédiatement applicables, notamment l'obligation de revoir dans le délai de six mois à un an les mentions d'évaluation réservée et défavorable.

73. L'article 130 abroge l'arrêté royal du 2 octobre 1937 à l'exception des dispositions relatives au Secrétariat Permanent de Recrutement et aux congés.

74. L'article 131 abroge la disposition relative à la commission de recours en matière de congé dont le rôle est, désormais, confié à la Chambre de recours.

75. L'article 132 abroge diverses dispositions statutaires dont l'objet est rendu obsolète par l'entrée en vigueur du nouveau statut.

76. L'article 133 fixe l'entrée en vigueur du nouveau statut en exceptant les agents titulaires d'un grade dit "de fonction spécialisée" qui gardent le bénéfice de leur actuelle carrière. Toutefois, ces agents sont soumis aux nouvelles dispositions qui ne sont pas incompatibles avec le maintien des dispositions dérogatoires qui leur étaient applicables.

De plus, l'article 119 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur des cadres élaborés conformément au nouveau statut.

### III. Le statut pécuniaire

#### A. Commentaire général

Ainsi qu'il est dit plus haut, le statut pécuniaire quoique fixé par arrêté séparé, fait partie intégrante de la réforme des carrières.

Ce texte prévoit, en effet, l'existence à tous les niveaux d'une progression pécuniaire destinée aux titulaires des grades de recrutement.

Il ressort de la lecture combinée des articles 60 à 65 du statut administratif et de l'article 29 du statut pécuniaire que les agents de chaque niveau bénéficieront d'une progression pécuniaire constituée par le passage successif par trois échelles de traitement après respectivement 3 ans et 9 ans d'ancienneté de niveau.

Ensuite, les agents bénéficieront du grade et de l'échelle de principalat après 15 ans d'ancienneté de niveau.

Il convient de noter également que les groupes A et B existant dans l'ancien statut ont été supprimés et, enfin, le nouveau statut pécuniaire fusionne les textes antérieurs relatifs au statut pécuniaire et à la fixation des échelles de traitement.

Pour le reste, il n'a pas été jugé opportun de s'éloigner des concepts existants et le nouveau statut reprend largement des dispositions antérieures.

## B. Commentaire des articles

1. Le chapitre 1er reprend, en l'adaptant à la Réforme de l'Etat, les dispositions similaires existant dans le statut pécuniaire antérieur.
2. L'article 3 introduit le concept nouveau de "qualification" pour l'attribution des échelles de traitement.
3. L'article 4 n'appelle pas de commentaire particulier.
4. La numérotation nouvelle est définie à l'article 5. Cette numérotation à quatre chiffres permet d'identifier :
  - le niveau;
  - le rang;
  - le degré de progression à l'intérieur de la carrière plane pécuniaire (sauf en ce qui concerne l'échelle 161 attribuée à l'administrateur général);
  - le groupe de qualification.
5. L'article 6 fixe les classes-d'âges par niveau en y intégrant le niveau 2+ (classe 23 ans).
6. Les sections II, III et IV du chapitre 2 reproduisent des dispositions existantes.
7. Le Chapitre 3 reproduit des dispositions existantes.
8. L'article 27 dispose que le groupe de qualification fixé au recrutement reste en principe identique pendant toute la durée de la carrière et que la progression pécuniaire se déroule au sein dudit groupe.
9. Le statut antérieur ne réglait pas le mode d'attribution des augmentations annales et biennales. Tel est l'objet du nouvel article 28.
10. L'article 29 définit la carrière plane pécuniaire des rangs de recrutement.  
Pour rappel, une échelle de traitement supérieure est attribuée après 3 et 9 ans d'ancienneté de niveau.
11. L'article 30 fixe les dénominations d'échelles de chacun des grades compte tenu des groupes de qualification.
12. L'article 31 fixe le montant de l'allocation de formation prévue à l'article 50 du statut administratif. Pour rappel, le montant de l'allocation de management est identique.
13. L'article 32 classe les grades existants dans les groupes de qualification. Pour rappel, en vertu de l'article 3, le groupe de qualification dont l'agent bénéficiera au cours de sa carrière sera fixé au moment du recrutement par le Gouvernement.
14. L'article 33 attribue à titre transitoire à certains bénéficiaires d'échelles de traitement, une nouvelle échelle correspondant à l'échelle dont ils étaient titulaires à l'entrée en vigueur du statut augmentée de 1,5 % et de 1,8 % pour les grades de niveau 2.
15. L'article 34 attribue à titre transitoire une échelle de traitement particulière aux agents titulaires des grades de sous-chef de bureau, de chef administratif, de chef de groupe, de délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse, d'assistant social en chef et d'infirmier en chef.
16. L'article 35 permet de maintenir le bénéfice de l'échelle de traitement qui était la leur sous le régime pécuniaire antérieur aussi longtemps que les agents concernés obtiennent dans ladite échelle un traitement supérieur.
17. La disposition de l'article 36 existait dans le statut antérieur, toutefois, sa durée de validité a été limitée à cinq ans.
18. L'article 38 prévoit l'entrée en vigueur du nouveau statut pécuniaire simultanément à l'entrée en vigueur du nouveau statut administratif à l'exception de l'article 31 qui entre en vigueur le 1er janvier 1997 pour tenir compte des exigences du plan de modération salariale. Comme dit plus haut, les deux arrêtés sont indissociables, l'un et l'autre traitant d'un aspect d'une même réforme.

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 - 2468 en N. 95 - 2469

[S - C - 29323]

**Besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

**VERSLAG AAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

## I. Algemene toelichting

Door het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, dat artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen uitvoert, is elke Regering autonoom geworden voor de vastlegging van het statuut van hun ambtenaren.

Die autonomie gaat gepaard met de verplichting van elk van die Regeringen de algemene herziening van de barema's van hun ambtenaren door te voeren overeenkomstig de akkoorden die werden afgesloten in het kader van de intersectoriële overeenkomst 1991-1994.

De Franse Gemeenschap heeft besloten beide operaties samen te doen verlopen om de regels betreffende zowel de administratieve als de geldelijke loopbaan grondig te herzien.

De krachtlijnen van het nieuwe statuut kunnen als volgt samengevat worden :

— maximale vereenvoudiging van het beheer door een aanzienlijke beperking van het aantal graden en rangen. Zo wordt het aantal rangen voortaan beperkt tot 18 in plaats van 28. Het aantal graden zal, onder het organiek stelsel, van 317 tot 24 teruglopen;

— uniformering en gemakkelijker opvolging van het verloop van elke loopbaan die, in elk niveau, voortaan bestaat uit één enkele zowel administratieve als geldelijke vlakke loopbaan en één enkele bevorderingsgraad die toe te kennen is door verhoging in graad. De loopbaan van de ambtenaren-generaal wordt aanzienlijk gewijzigd door de invoering van een proefperiode voor de benoeming in rang 15;

— invoering van een flexibel systeem voor de bepaling van de bevoegdheden van de ambtenaren-generaal van de rangen 15 en 16;

— wijziging van het administratief statuut met het oog op een efficiënter werking van de Openbare Dienst. Zo moet de evaluatie van de ambtenaar eveneens als een instrument voor het beheer van de diensten worden beschouwd. Zo ook legt het statuut aan de hoogst verantwoordelijken van de administratie welbepaalde verplichtingen op inzake de te bereiken doelstellingen en de beheers- en werkingswijze van de diensten waarmee ze belast zijn.

Naast die krachtlijnen zijn er ook doelstellingen die rechtstreeks verband houden met een efficiënt beheer van de diensten :

— het nieuwe statuut houdt rekening met de toenemende informatisering van de diensten. Het loopbaanschema en de structuur van de weddeschalen maken een ver doorgevoerde automatisering van het beheer van het personeel mogelijk;

— het nieuwe statuut maakt een volmaakt overzicht mogelijk van de evolutie van de begrotingen die bestemd zijn voor de betaling van het personeel. Dankzij de uitbreiding van de vlakke loopbaan tot bijna alle ambtenaren en doordat het principe van de geldelijke opklimming op grond van de niveauanciënniteit vrij algemeen wordt toegepast, kan men perfect de evolutie van de budgettaire behoeften volgen rekening houdend met de anciënniteit van de ambtenaren;

— de invoering van een beperkt aantal generieke graden maakt een aanzienlijke globalisatie van de personeelsformaties en daardoor een zeer flexibel beheer mogelijk. De tot werving bevoegde overheid kan, rekening houdend met haar behoeften, de diploma's en kwalificaties bepalen die van de kandidaten vereist zijn. Die diploma's en kwalificaties kunnen verschillend zijn voor een zelfde graad;

— een soepeler aanpak van het beheer wordt eveneens verkregen door de verplichting de betrekkingen van de personeelsformaties van de Diensten van de Regering te globaliseren.

Al omvat het statuut belangrijke nieuwe bepalingen die een diepgaande verandering in de aanpak van het beheer van de diensten en de ambtenaren kunnen veroorzaken, toch behoudt het volledige delen van het statuut van het Rijkspersoneel van 2 oktober 1937. Naast wat het besluit tot bepaling van de algemene principes oplegt, behoudt het statuut de voornaamste bepalingen betreffende de tuchtregeling, de verloven en de administratieve standen. Bovendien worden begrippen zoals stagemeester of raad van beroep behouden, zelfs als de inhoud ervan een evolutie heeft ondergaan. Door die methode zou een makkelijke en snelle aanpassing van de administratie aan haar nieuwe statuut mogelijk kunnen worden.

Ook al maken de administratieve hervorming en de geldelijke hervorming een samenhangend geheel uit, toch werd het wenselijk geacht twee afzonderlijke teksten naast elkaar te laten voortbestaan, de ene houdende het administratief statuut, de andere het geldelijk statuut. Het voordeel van deze methode is de teksten niet overdreven zwaar te maken en ervoor te zorgen dat er mettertijd een gemakkelijker coördinatie zal zijn met die teksten die bij verschillende tempo's zullen evolueren.

Beide ontwerpen werden aan de Raad van State voorgelegd en ze werden gewijzigd om met de opmerkingen van dat Hoge Rechtscollege rekening te houden.

## II. Het administratief statuut

### A. Algemene commentaar

Het administratief statuut omvat 14 titels die betrekking hebben op het geheel van de aspecten van het bestuursleven van de ambtenaren van de Diensten van de Regering. Deze tekst is het gevolg van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes; met het oog op een betere coherentie op het niveau van de legistiek, werd het wenselijk geacht er de bepalingen van niet in het statuut over te nemen.

Er dient eveneens te worden onderstreept dat het statuut bepalingen omvat die, onder gelding van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, door afzonderlijke besluiten werden geregeld, zoals, bijvoorbeeld, de bepalingen betreffende de loopbaan, de hiërarchische indeling van de graden en de evaluatie.

### B. Commentaar bij de artikelen

1. Artikel één bepaalt het toepassingsgebied van het statuut. Ambtenaar is ieder personeelslid dat in vast dienstverband tewerkgesteld is in de Diensten van de Regering. Gemakshalve werd deze formulering verkozen boven de systematische vervrouwelijking van de begrippen bedoeld in het statuut. Daarentegen werd de benaming van de nieuwe graden vervrouwelijkt. Het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen behoudt zijn eigen statuut zoals vroeger.

2. Artikel 2 bepaalt de nieuwe benamingen van de graden en deelt deze in rangen en categorieën in.

Zoals hoger vermeld worden drie rangen opgericht voor elk niveau, namelijk een wervingsrang, een principaalsrang die in het kader van een vlakke loopbaan bereikt wordt, en een bevorderingsrang die door verhoging in graad bereikt wordt.

Bovendien worden in niveau 1 drie bevorderingsranggen voor de categorie van de ambtenaren-generaal opgericht die toe te kennen zijn door verhoging in graad.

Aan elke categorie beantwoordt een specialisatiegraad die bij de werving bepaald wordt, behalve voor de ambtenaren-generaal die een specifieke categorie vormen.

3. Artikel 3 bepaalt dat ambtenaren-generaal enkel door de Regering kunnen worden benoemd.

4. Artikel 4 bepaalt de procedure voor de wijziging van het statuut.

5. Artikel 5 legt aan de hoogst verantwoordelijken van de administratie verplichtingen op die specifiek zijn inzake beheer van de personeelsleden en van de diensten. Deze verplichtingen hebben tot doel de kwaliteit en de efficiëntie van de Openbare Dienst te verbeteren alsook gehoor te verlenen aan de verwachtingen van de personeelsleden en deze te motiveren.

6. Artikel 6 bepaalt de categorie van de ambtenaren-generaal, die zoals vroeger bestaat uit de ambtenaren van de rangen 17, 16 en 15.

7. Artikel 7 bepaalt de bevoegdheden van de secretaris-generaal die, naast de bevoegdheden die hij in zijn eigen diensten uitoefent, het gehele ministerie coördineert en voor de beheerseenheid ervan zorgt.

De andere ambtenaren-generaal oefenen hun bevoegdheden uit in de diensten waarmee ze belast zijn zoals bepaald in artikel 8. Toch kunnen sommige ambtenaren-generaal van rang 15 rechtstreeks worden toegevoegd aan een ambtenaar-generaal die een hogere rang bekleedt zonder dat zij bevoegd zijn voor een algemene dienst.

8. Artikel 9 bepaalt dat de ambtenaren-generaal van de rangen 15 en 16 aangewezen worden voor een pool. De administrateurs-generaal en de ambtenaren van rang 15 die aan een ambtenaar-generaal toegevoegd zijn, worden van die "pool" uitgesloten. Met het oog op een flexibele uitoefening van de bevoegdheden, worden de bevoegdheden van de ambtenaren-generaal van de "pool" door de Regering bepaald voor een periode van 3 tot 5 jaar.

Door dit vereiste inzake multidisciplinaire activiteiten wordt de toekenning van een managementstoelage verantwoord, waarvan het bedrag, bepaald door het geldelijk statuut, gelijk is aan een vierde van het verschil tussen het basisbedrag van de schaal 150/1 (adjunct-directeur-generaal) en de schaal 120/1 (directeur). Als gevolg van het loonmatigingsplan, zal die bepaling pas op 1 januari 1997 in werking treden (zie art. 133).

9. Artikel 10 bepaalt dat een ambtenaar die kandidaat is voor een benoeming tot een graad van rang 15 waarvan de betrekking in de pool is vastgelegd, ten minste twee verschillende bevoegdheden moet hebben uitgeoefend in de loop van de proefperiode die hem wordt opgelegd (cfr. hieronder).

10. Artikel 11 bepaalt, met inachtneming van de algemene principes, de samenstelling en de werkingswijze van de Directieraad. De Directieraad bestaat uit ambtenaren van de rangen 15, 16 en 17.

De ambtenaren die er zitting hebben gedurende hun proefperiode zijn niet stemgerechtigd.

11. Artikel 12 bepaalt dat de bevoegdheidsconflicten binnen het Ministerie beslecht worden door een beperkt college samengesteld uit de secretaris-generaal en de administrateurs-generaal.

12. Artikel 13 behoudt de bestaande regeling inzake onverenigbaarheden.

13. Artikel 14 bepaalt in welke mate sommige activiteiten cumulaties toegelaten kunnen worden.

14. Artikel 16 bepaalt de modaliteiten waarbij wervingsbetrekkingen vacant verklaard worden.

Dit artikel stelt het principe van de toegang door werving tot de laagste rang in elk niveau.

15. Artikel 17 neemt de bepalingen van artikel 18 van het statuut van 2 oktober 1937 over zoals het gewijzigd werd voor de Diensten van de Regering.

16. Met het doel de nieuwe ambtenaren volledig te informeren, stelt artikel 18 het principe van het voorafgaand onthaal van de kandidaten voor de stage.

17. Artikel 19, § 1, vergt geen commentaar.

18. Artikel 19, § 2, voorziet in de aanwijzing van de stagiair voor de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken en in zijn terbeschikkingstelling van het bestuur waarin hij zijn stage doormaakt. Daardoor kunnen de overheid en de stagiair met veel flexibiliteit de betrekking bepalen die het best aan de bekwaamheden van de stagiair beantwoordt. Bovendien kan, zo nodig, de terbeschikkingstelling van de stagiair gewijzigd worden tijdens de stage.

19. Artikel 20 bepaalt de duur van de stage in de verschillende niveaus. Met het oog op een werkelijke vorming werd het nodig geacht die duur op te voeren van drie tot vier maanden voor niveau 4, van drie tot zes maanden voor niveau 3 en tot negen maanden voor niveau 2+.

20. De artikelen 21 en 22 nemen bestaande bepalingen over waarop geen commentaar moet worden geleverd.

21. Artikel 23 richt, voor de stagiairs van de niveaus 1 en 2+, een Stagecollege op onder het meesterschap waarvan de kandidaten voor die niveaus hun stage zullen volbrengen.

Voor de stagiairs in de andere niveaus wordt het principe van het gezamenlijk stagemesterschap bevestigd. De onmiddellijke hiërarchische meerdere zal het dagelijkse werk van de stagiair evalueren; de stagemester zorgt voor die evaluatie in het kader van de activiteiten die eigen zijn aan de stage en voor het geheel van de Diensten van de Regering.

22. Door artikel 24 kunnen de eisen inzake vorming van de stagiairs strenger worden gemaakt. Het artikel bepaalt dat ook de stagiairs in niveau 2+ een schriftelijk werk zullen moeten opstellen dat bepaald zal worden op grond van de functionele categorieën waartoe zij behoren.

23. Artikel 25 bepaalt dat er één stageverslag per trimester opgesteld moet worden. De stagiair zal zijn mening over het verslag en over de stage zelf moeten geven.

24. De eindbeslissing wordt, volgens artikel 26, getroffen door het College of door de ambtenaren die de stage zullen moeten evalueren. Die stage kan slechts een keer verlengd worden, ten hoogste voor één derde van haar duur.

25. Artikel 27 bepaalt dat beroep kan worden ingesteld in geval van afdanking op het einde van de stage en stelt er de procedure voor vast.

26. De artikelen 28 tot 30 vergen geen bijzondere commentaar.

27. Titel VII heeft betrekking op de anciënniteit. Het begrip rangschikking bepaald in het statuut van 2 oktober 1937 wordt niet meer overgenomen. Gelet op de veralgemening van de vlakke loopbaan wordt de graadanciënniteit door de niveauanciënniteit vervangen als belangrijkste anciënniteit om de ambtenaren die recent werden benoemd in de principaalgraad niet te benadelen ten aanzien van hun collega's die een grotere anciënniteit in de wervingsgraad tellen.

28. Artikel 38 maakt de basisbepaling uit van het nieuwe stelsel voor de procedure door verhoging in graad of verandering van graad.

De aard van elk ambt dat overeenstemt met een betrekking die toegankelijk is door bevordering door verhoging in graad zal nader bepaald moeten worden, alsook de voorwaarden waaraan de eventuele kandidaten moeten voldoen.

Die door de Directieraad voorgestelde en door de Regering besloten voorwaarden kunnen, volgens de aard van het ambt, bekwaamheidsbewijzen, kwalificaties, de nuttige ervaring, specifieke vormingscursussen of ook kwalificatie-examens omvatten.

De voorwaarden die, vóór hun goedkeuring, met de vakorganisaties zullen zijn overlegd, moeten ter kennis worden gesteld van de kandidaten opdat deze die vereisten zo goed mogelijk zouden kennen.

29. De Directieraad wordt ermee belast de bekwaamheidsbewijzen waarvan de kandidaten houder zijn en de verdiensten waarvan ze het bewijs kunnen leveren, te vergelijken met de vereisten voor de uitoefening van een bepaald ambt (artikel 39).



30. Artikel 40 vrijwaart aan de kandidaten het recht gehoord te worden wanneer ze het niet eens zijn met de voorstellen van de Directieraad.

31. Artikel 41 bepaalt de drie door het statuut vastgelegde bevorderingswijzen.

32. Artikel 43 stelt een zelfde procedure vast voor de indiening van de kandidaturen, die tot nu toe in elk ministerie door specifieke besluiten bepaald werd.

Opgemerkt dient te worden dat de datum waarop de bevorderingsvoorwaarden door de kandidaten moeten worden vervuld, voortaan de datum is die vastgelegd wordt bij de oproep tot de kandidaten.

33. Overeenkomstig de algemene principes, bepalen de artikelen 44 en 45 de organisatie van examens voor overgang naar het hogere niveau.

34. De artikelen 46 en 47 bepalen de procedure voor de bevordering tot de graad van secretaris-generaal. Die procedure blijft onveranderd, behalve dat het advies van de Directieraad vereist is.

Artikel 48 bepaalt hetzelfde voor de bevordering tot de graad van directeur-generaal.

35. Artikel 49 bepaalt twee wijzen van bevordering tot een graad van rang 15.

Paragraaf 1 bepaalt de voorwaarden voor bevordering tot een betrekking van rang 15 wanneer het om een niet in een pool overgenomen betrekking gaat.

Paragraaf 2 bepaalt de voorwaarden voor bevordering tot de betrekkingen van een pool. De kandidaten worden aangewezen voor een proefperiode van drie jaar volgens de procedure die toepasselijk is voor de bevorderingen.

36. Gedurende de proefperiode oefenen de kandidaten alle prerogatieven uit die verbonden zijn aan het ambt van adjunct-directeur-generaal behalve in de Directieraad waarin hij slechts een adviserende stem heeft (cf. artikel 11).

37. De kandidaten moeten een vormingsprogramma volgen tijdens de proefperiode. Daarom is het verantwoord dat hun een vormingstoelage wordt toegekend, die, luidens artikel 31 van het geldelijk statuut, vastgesteld wordt op een vierde van het verschil tussen het basisbedrag van de schaal 150/1 en het basisbedrag van de schaal 120/1.

Die is bijgevolg gelijk aan de managementstoelage bepaald in artikel 9, § 2.

Die toelage wordt behouden gedurende drie jaar na het einde van de proefperiode, of deze al dan niet met succes bekroond werd (behalve, uiteraard, tuchtstraf of evaluatie "met voorbehoud") om een eventuele terugkeer in een betrekking van rang 12 makkelijker te maken en zo de uitoefening van een ambt van rang 15, met behoud van de wedde van rang 12, gedeeltelijk te compenseren.

Gedurende de proefperiode geniet de ambtenaar bijgevolg zijn schaal van rang 12 plus de vormingstoelage.

Op het einde van de proefperiode geniet hij :

— als hij benoemd wordt, de schaal van rang 15, plus de managementstoelage, plus de vormingstoelage gedurende drie jaar;

— als hij niet benoemd wordt, de schaal van rang 12, plus de vormingstoelage gedurende drie jaar.

Er dient nogmaals op te worden gewezen dat de bepalingen betreffende de toelagen pas op 1 januari 1997 in werking zullen treden.

38. Artikel 51 heeft betrekking op de evaluatie van de ambtenaar tijdens de proefperiode. Hij blijft onderworpen aan de bepalingen die gemeenschappelijk zijn voor alle ambtenaren.

De hiërarchische meerderen die met de evaluatie belast zijn, zijn echter die onder wier werkelijk gezag de ambtenaar staat; de toekenning van een vermelding "met voorbehoud" maakt van rechtswege een einde aan de proefperiode.

39. Gedurende de proefperiode wordt elke straf ten aanzien van de ambtenaar door de Regering getroffen en maakt van rechtswege een einde aan de proefperiode.

40. Artikel 53 bepaalt dat de Directieraad op het einde van de proefperiode een balans opmaakt en voorstelt dat de ambtenaar al dan niet in de pool wordt benoemd.

De kandidaat heeft uiteraard het recht gehoord te worden als hij het niet eens is.

41. De artikelen 54 tot 59 bepalen de voorwaarden voor de bevordering tot de andere rangen, namelijk : de bevordering moet in dezelfde categorie geschieden en de kandidaat moet ten minste vijf jaar niveauanciënniteit tellen.

42. De artikelen 60 tot 65 organiseren op gelijke wijze voor alle niveaus de vlakke loopbaan vanaf de wervingsrang tot de principalaatsrang na 15 jaar.

43. De artikelen 66 tot 68 organiseren de procedures voor de verandering van graad en van categorie die dezelfde zijn als de procedure voor de bevordering door verhoging in graad. De verandering van categorie wordt onderworpen aan specifieke voorwaarden inzake beroepsgeschiktheid en/of bekwaamheidsbewijzen.

44. Artikel 69 voorziet in de invoering door de Regering van een stelsel van vrijwillige overplaatsing en overplaatsing in het belang van de dienst.

Gelet op de specificiteit van hun ambt en van de wijze waarop ze worden bevorderd, mogen de ambtenaren van rang 15 die geen deel van de pool uitmaken, niet hun overplaatsing vragen.

45. Artikel 70 vergt geen bijzondere commentaar.

46. Artikel 71 bevordert de doorzichtigheid van de structuren van de Diensten van de Regering; de regelmatige publicatie van een organogram is des te meer verantwoord daar de oprichting van generieke graden en de bepaling, op vaste termijnen, van de bevoegdheden van sommige ambtenaren-generaal tot gevolg kunnen hebben dat die structuren die tot nu toe vrij stijf waren, met meer flexibiliteit zouden kunnen evolueren.

Dit geldt ook voor artikel 72.

47. Titel IX neemt de bestaande bepalingen inzake de administratieve standen over; bijgevolg is geen bijzondere commentaar nodig.

48. Het evaluatiestelsel bepaald door Titel X van het statuut kan samengevat worden als volgt :

— ambtenaren worden altijd, behalve uitdrukkelijke bepaling, geacht titularis te zijn van een gunstige evaluatie (artikel 87);

— overeenkomstig de algemene principes, wordt de evaluatie door twee hiërarchische meerderen van verschillende rangen waargenomen (artikel 88);

— de ambtenaar die geen voldoening geeft, krijgt een speciaal verslag houdende toekenning van een vermelding "met voorbehoud";

— deze vermelding moet ten vroegste zes maanden en ten laatste één jaar nadat ze definitief is geworden, herzien worden;

— er kan alleen één vermelding "met voorbehoud" zijn; wanneer de ambtenaar nog altijd geen voldoening geeft, krijgt hij een ongunstige evaluatie (artikel 90);

— in alle stadia van de procedure worden de rechten van de ambtenaar gevrijwaard ofwel door een voorafgaand onderhoud ofwel door de beroepen voor de Directieraad of de Raad van beroep (artikel 89);

— dezelfde procedure geldt voor elke wijziging, in een gunstige of ongunstige zin, van de evaluatie.

49. De artikelen 91 tot 93 bepalen de gevolgen van de evaluatie in de administratieve en geldelijke loopbaan van de ambtenaren.

Opgemerkt dient te worden dat de vermelding "met voorbehoud" geen gevolgen heeft, behalve voor een mogelijke bevordering (artikel 42).

Een eerste ongunstige evaluatie heeft als onmiddellijk gevolg het verlies van de perioden tijdens welke hij ongunstig geëvalueerd werd bij de afrekening van de niveauefficiëntie (artikel 92). Voor de ambtenaar bekleed met een wervingsgraad, maakt die maatregel elke bevordering in een vlakke loopbaan onmogelijk en stelt zijn verhoging in de loopbaan uit.

Voor de ambtenaren bekleed met een bevorderingsgraad heeft zo'n evaluatie de geldelijke terugzetting tot de onmiddellijk lagere weddeschaal tot gevolg (artikel 91).

De toekenning van een tweede ongunstige evaluatievermelding heeft de vaststelling van de beroepsongeschiktheid en bijgevolg het ontslag van ambtswege van de ambtenaar tot gevolg (artikel 93).

50. De artikelen 94 tot 98 passen de bepalingen betreffende de evaluatie aan de ambtenaren-generaal aan.

Zo wordt de rol die door de bovenvermelde bepalingen aan de hiërarchische meerderen toevertrouwd wordt, vervuld :

— door het beperkt college, bestaande uit de secretaris-generaal en de administrateurs-generaal, voor de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal;

— door de minister tot wiens bevoegdheid de personeelszaken behoren en de functioneel bevoegde minister(s), voor de administrateurs-generaal;

— door de Regering, voor de secretaris-generaal.

51. De Raad van Beroep voor ambtenaren-generaal is bevoegd voor de beroepen ingediend in het kader van de evaluatie (artikel 97), behalve wat de secretaris-generaal betreft, voor wie het beroep rechtstreeks vóór de Regering wordt ingesteld.

52. Artikel 99 bepaalt de straffen die aan ambtenaren kunnen worden opgelegd; deze zijn dezelfde als de straffen bepaald in het statuut van 2 oktober 1937, met uitzondering van de verplaatsing bij tuchtmaatregel, die niet doeltreffend, niet aangepast aan de structuur van de Diensten van de Regering en moeilijk toe te passen, werd bevonden.

53. Artikel 101 neemt vorige bepalingen over.

54. Artikel 102 wijst de overheid aan die de straffen uitspreekt. De twee zwaarste moeten door de Regering uitgesproken worden.

55. Artikel 103 beschrijft de tuchtprocedure :

— het oorspronkelijke voorstel wordt getroffen door de onmiddellijke hiërarchische meerdere die bekleed moet zijn met een graad van ten minste rang 12;

— het definitieve voorstel wordt door de Directieraad getroffen, die geen zwaardere straf mag voorstellen dan de straf die in het voorlopige voorstel voorkomt;

— de ambtenaar beschikt over een recht van beroep vóór de Raad van beroep voordat de beslissing wordt getroffen. Die Raad mag geen zwaardere straf voorstellen dan de straf die in het definitieve voorstel voorkomt.

56. Artikel 104 voorziet in de doorhaling van de tuchtstraffen.

57. Artikel 105 neemt bestaande bepalingen over.

58. Artikel 106 stelt het enigheidsbeginsel voor de Raad van beroep. Deze formule heeft als voordeel dat de statutaire geschillen gebracht worden vóór een welbepaald orgaan; daardoor kunnen de ambtenaren makkelijk hun recht van beroep uitoefenen.

Alleen voor de Raad van beroep voor ambtenaren-generaal zijn er specifieke bepalingen.

59. De Raad van beroep bestaat uit twee afdelingen. Tussen beide bestaat een verschil alleen op het niveau van het voorzitterschap : overeenkomstig de algemene principes, wordt de afdeling die uitspraak moet doen in tucht— en evaluatiezaken door een magistraat voorgezeten. De andere afdeling wordt door een ambtenaar-generaal voorgezeten (artikel 107).

Opgemerkt dient te worden dat die tweede afdeling paritair — de voorzitter is niet stemgerechtigd — samengesteld is wanneer er beroepen worden ingesteld in het kader van de bepalingen betreffende de stage, overeenkomstig de algemene principes.

De Raad van beroep is voor de helft samengesteld uit assessoren die de Regering vertegenwoordigen en voor de helft uit assessoren die de vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van sector XVII zetelen, vertegenwoordigen.

60. Artikel 108 neemt bestaande bepalingen over.

61. Artikel 109 bepaalt de wijze waarop assessoren worden gewraakt. Die wraking moet niet met redenen worden omkleed; met het oog op een correcte werking van de Raad van beroep, wordt dat recht echter beperkt doordat het onmogelijk is de assessor en zijn beide plaatsvervangers tegelijk te wraken.

62. De artikelen 110 tot 116 nemen bestaande bepalingen over.

63. De Raad van beroep stelt zijn procedureregeling vast, die dezelfde is voor beide afdelingen, om zo goed mogelijk het uitoefenen van de rechten van de verdediging te vergemakkelijken (artikel 117).

64. Titel XIII bepaalt de voornaamste regels voor de vaststelling van de personeelsformaties van de Diensten van de Regering :

— de ministeries bestaan uit een secretariaat-generaal dat, in principe, diensten omvat die gemeenschappelijk zijn voor het gehele ministerie, en uit algemene besturen die bevoegd zijn voor bepaalde aangelegenheden. Die entiteiten kunnen worden onderverdeeld in algemene directies en in algemene diensten;

— de betrekkingen van de personeelsformatie worden ten minste op het niveau van de algemene diensten globaliseerd.

65. Artikel 23, § 3, van het statuut voorziet in een specifieke vorming voor de stagemeesters. Daar die vorming over een bepaalde periode loopt, voorziet artikel 121 in de mogelijkheid om ten hoogste drie ambtenaren aan te wijzen om de functies van stagemeester, bij wijze van interimarbeid, uit te oefenen.

66. Artikel 122 bepaalt dat de stages begonnen bij toepassing van het statuut van 2 oktober 1937 voortgezet zullen worden volgens de nadere regels en voor de duur die geldig was op de datum van de toelating tot de stage. Daarentegen geschieden de benoemingen in vast verband, reeds vanaf de datum van inwerkingtreding van het nieuwe statuut, in de graden en volgens de in dit statuut nader bepaalde regels.

67. De inwerkingtreding van het nieuwe statuut maakt een einde aan alle aan de gang zijnde bevorderingsprocedures. Deze zullen, in voorkomend geval, moeten worden hervat volgens de nieuwe procedure en voor de nieuwe graden (artikel 123).

68. Artikel 124 plaatst automatisch de ambtenaren in hun nieuwe graden.

69. In afwijking van de bepalingen van Titel VII, bij wijze van overgangsmaatregel, kunnen krachtens artikel 125 :  
1° de ambtenaren bekleed met de graad van onderbureaucheef toegang hebben tot de graad van eerste assistent, met voorrang op de ambtenaren die titularis zijn van de graad van assistent of eerstaanwezend assistent. Zo wordt het slagen voor het examen van onderbureaucheef in de betrekking van het vroegere statuut herwaardeerd;

2° de ambtenaren die bij wijze van overgangsmaatregel werden benoemd in een graad van rang 22 of van rang 27 krachtens de bepalingen van artikel 124, door verandering van graad respectievelijk in de graad van eerste assistent of eerste graduëerde worden benoemd.

70. Artikel 126 bepaalt dat de bepalingen voorlopig van kracht blijven die betrekking hebben op:

- de administratieve standen van de stagiairs;
- de schorsing in het belang van de dienst;
- de stand non-activiteit;
- de beschikbaarheid;
- het wachtgeld;
- de nieuwe diensttoewijzing.

71. Artikel 127 bepaalt dat de bestaande beroepsorganen, bij wijze van overgangsmaatregel, de dossiers die bij ze aanhangig zijn gemaakt, kunnen afhandelen.

72. Artikel 128 brengt de beoordelingsvermeldingen in de overeenstemmende vermeldingen van het nieuwe evaluatiesysteem over.

De andere bepalingen van Titel X zijn onmiddellijk van toepassing, inzonderheid de verplichting de vermeldingen van evaluatie "met voorbehoud" en ongunstige evaluatie binnen een termijn van zes maanden tot één jaar te herzien.

73. Artikel 130 heft het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 op, met uitzondering van de bepalingen betreffende het Vast Wervingssecretariaat en de verloven.

74. Artikel 131 heft de bepaling op betreffende de commissie voor beroep inzake verlof, waarvan de rol voortaan toevertrouwd is aan de Raad van beroep.

75. Artikel 132 heft verscheidene statutaire bepalingen op die niet meer toepasselijk zijn geworden door de inwerkingtreding van het nieuwe statuut.

76. Artikel 133 stelt de datum van inwerkingtreding van het nieuwe statuut vast waarbij een uitzondering wordt gemaakt voor de ambtenaren die titularis zijn van een graad van "gespecialiseerd ambt", die het voordeel blijven genieten van hun huidige loopbaan. Die ambtenaren worden echter onderworpen aan de nieuwe bepalingen die niet onverenigbaar zijn met het behoud van de opheffingsbepalingen die op hen toepasselijk waren.

Bovendien, treedt artikel 119 in werking op de datum van inwerkingtreding van de personeelsformaties die overeenkomstig het nieuwe statuut werden vastgesteld.

### III. Het geldelijk statuut

#### A. Algemene commentaar

Al wordt het geldelijk statuut bij een afzonderlijk besluit vastgesteld, zoals boven vermeld, toch maakt het wezenlijk deel uit van de hervorming van de loopbaan.

Die tekst bepaalt immers dat er, in alle niveaus, een geldelijke opklimming is voor de titularissen van wervingsgraden.

Uit het onderzoek van de artikelen 60 tot 65 van het administratief statuut en van artikel 29 van het geldelijk statuut blijkt dat de ambtenaren van elk niveau een geldelijke opklimming zullen genieten, bestaande in de overgang via drie opeenvolgende weddeschalen na respectievelijk 3 jaar en 9 jaar niveauanciënniteit.

Nadien zullen de ambtenaren de principalaatsgraad en -schaal na 15 jaar niveauanciënniteit genieten.

Opgemerkt dient eveneens te worden dat de in het vroegere statuut bestaande groepen A en B afgeschaft werden en, tenslotte, dat de vroegere teksten betreffende het geldelijk statuut en de vaststelling van de weddeschalen in het nieuwe geldelijk statuut samengevoegd zijn.

Overigens werd het niet opportuun geacht van de bestaande begrippen af te wijken en neemt het nieuwe statuut talrijke vroegere bepalingen over.

#### B. Commentaar bij de artikelen

1. Het eerste hoofdstuk neemt de in het vroegere geldelijk statuut bestaande soortgelijke bepalingen over en past die aan de staatsvorming aan.

2. Artikel 3 voert het nieuwe begrip "kwalificatie" in voor de toekenning van de weddeschaal.

3. Artikel 4 vergt geen bijzondere commentaar.

4. De nieuwe nummering wordt in artikel 5 bepaald. Door die nummering met vier cijfers kunnen de volgende gegevens geïdentificeerd worden:

— het niveau;

— de rang;

— de opklimmingsgraad binnen de geldelijke vlakke loopbaan (behalve voor de schaal 161 die aan de administrateur-generaal toegewezen wordt);

— de kwalificatiegroep.

5. Artikel 6 bepaalt de leeftijdsklassen per niveau en voert er niveau 2+ (klasse 23 jaar) in.

6. De afdelingen II, III en IV van hoofdstuk 2 nemen bestaande bepalingen over.

7. Het derde hoofdstuk neemt bestaande bepalingen over.

8. Artikel 27 bepaalt dat de bij de werving vastgestelde kwalificatiegroep, in principe onveranderd blijft gedurende de gehele duur van de loopbaan en dat de geldelijke opklimming binnen die groep geschiedt.

9. Het vroegere statuut regelde niet de toekenningwijze voor de eenjarige en tweejarige verhogingen. Daar voorziet het nieuwe artikel 28 in.

10. Artikel 29 bepaalt de geldelijke vlakke loopbaan van de wervingsrangen.

Ter herinnering : een hogere weddeschaal wordt na 3 en 9 jaar niveauanciënniteit toegekend.

11. Artikel 30 stelt de benamingen van de schalen van elk van de graden vast rekening houdend met de kwalificatiegroepen.

12. Artikel 31 bepaalt het bedrag van de vormingstoelage bedoeld in artikel 50 van het administratief statuut. Ter herinnering : het bedrag van de managementstoelage is gelijk.

13. Artikel 32 deelt de bestaande graden in de kwalificatiegroepen in. Ter herinnering : krachtens artikel 3, stelt de Regering de kwalificatiegroep waar de ambtenaar gedurende zijn loopbaan toe zal behoren, bij de werving vast.

14. Artikel 33 kent, bij wijze van overgangsmaatregel, aan sommige ambtenaren die bepaalde weddeschalen genieten een nieuwe schaal toe die overeenstemt met de schaal waarvan ze op de datum van inwerkingtreding van het statuut titularis waren, verhoogd met 1,5 % en 1,8 % voor de graden van niveau 2.

15. Bij wijze van overgangsmaatregel kent artikel 34 een bijzondere weddeschaal toe aan de ambtenaren bekleed met de graden van onderbureauchef, bestuurschef, groepschef, hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming, hoofdmaatschappelijk assistent en hoofdverpleger.

16. Artikel 35 bepaalt dat het genot van de weddeschaal die een ambtenaar in de vroegere bezoldigingsregeling ontving, behouden blijft, zolang die ambtenaar in die schaal een hogere wedde geniet.

17. De bepaling van artikel 36 bestond in het vroegere statuut; haar geldigheidsduur wordt echter tot 5 jaar beperkt.

18. Artikel 38 bepaalt dat het nieuwe geldelijk statuut op dezelfde dag in werking zal treden als het nieuwe administratief statuut, met uitzondering van artikel 31, dat op 1 januari 1997 in werking zal treden om met het loonmatigingsplan rekening te houden. Zoals boven vermeld, vormen beide besluiten een samenhangend geheel : ze behandelen elk afzonderlijk een aspect van een zelfde hervorming.

F. 95 - 2468

[Mac - 29324]

**10 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le protocole n° 131 du Comité de Secteur XVII, conclu le 15 février 1995;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, donné le 8 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, donné le 7 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 13 juillet 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 avril 1995,

Arrête :

**TITRE I. — Des agents des Services du Gouvernement**

**Article 1er.** La qualité d'agent des Services du Gouvernement de la Communauté française est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif.

Les dispositions du présent arrêté ne sont toutefois pas applicables au personnel scientifique des établissements scientifiques ni aux personnes nommées aux cabinets des ministres, prises en dehors des Services du Gouvernement.

Art. 2. § 1er. Chaque agent est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe I au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévus aux cadres fixés pour les Services du Gouvernement qui correspond à ce grade.

§ 2. Les grades sont répartis en rangs dont le nombre, pour chacun des niveaux, est fixé comme suit :

1° au niveau 1 : six rangs désignés par les numéros 10 à 12 et 15 à 17;

2° au niveau 2+ : trois rangs désignés par les numéros 25 à 27;

3° au niveau 2 : trois rangs désignés par les numéros 20 à 22;

4° au niveau 3 : trois rangs désignés par les numéros 30 à 32;

5° au niveau 4 : trois rangs désignés par les numéros 40 à 42.

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé.

§ 3. 1° Le niveau 1 est subdivisé en quatre catégories :

— les fonctionnaires généraux;

— le personnel administratif;

— le personnel d'inspection;

— le personnel expert.

2° Le niveau 2+ est subdivisé en deux catégories :

— le personnel administratif;

— le personnel spécialisé.

3° Le niveau 2 est subdivisé en trois catégories :

— le personnel administratif;

— le personnel technique;

— le personnel spécialisé.

4° Le niveau 3 est subdivisé en trois catégories :

— le personnel administratif;

— le personnel technique;

— le personnel spécialisé.

5° Le niveau 4 est subdivisé en deux catégories :

— le personnel administratif;

— le personnel technique.

§ 4. Le Gouvernement détermine les conditions d'accès à chacune des catégories énumérées au § 3.

Art. 3. Les fonctionnaires généraux sont nommés par le Gouvernement.

Les agents des autres catégories sont nommés par le Gouvernement ou par le ministre ou par le fonctionnaire général auxquels ce pouvoir a été délégué.

Art. 4. Toute modification ou toute mesure d'exécution à caractère réglementaire du présent statut sera soumise à l'avis du Conseil de direction et fera l'objet d'un rapport au Gouvernement publié au *Moniteur belge* en même temps que l'arrêté sur lequel il portera.

## TITRE II. — De la gestion des membres du personnel et des services

Art. 5. Les fonctionnaires généraux, ainsi que les agents titulaires d'un grade classé au rang 12, ont pour devoir de veiller, par une gestion adéquate des membres du personnel définitifs, stagiaires ou contractuels composant les services dont ils ont la charge, à ce que les missions dévolues auxdits services soient remplies au mieux.

Dans ce but, il leur incombe, notamment :

— d'organiser et de gérer les services dont ils ont la responsabilité de telle manière que chacun des membres du personnel qui les compose travaille dans le souci constant de la qualité et de l'efficacité du service rendu au public;

— de veiller à ce que le travail soit effectué avec diligence et dans le respect de la légalité;

— de veiller à une gestion optimale des ressources humaines mises à leur disposition par une distribution des tâches en rapport avec les capacités et les potentialités de chacun;

— de procéder périodiquement à une évaluation du fonctionnement des services dont ils ont la charge en y associant chacun des membres du personnel;

— d'informer les membres du personnel et les supérieurs hiérarchiques de l'évolution du fonctionnement et des résultats obtenus au sein desdits services;

— de recevoir les suggestions et les attentes des membres du personnel placés sous leur autorité tant en ce qui concerne leur carrière ou leur formation qu'en ce qui concerne l'organisation des services eux-mêmes.

## TITRE III. — Des fonctionnaires généraux

Art. 6. La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des agents titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15.

Art. 7. Le secrétaire général exerce, sous l'autorité du Gouvernement, la haute direction du ministère. Il en coordonne les travaux et en assure l'unité de gestion.

Il soumet au ministre les affaires traitées par l'administration et y joint ses observations s'il y a lieu. Il peut, en outre, formuler de sa propre initiative toute proposition utile. Il transmet aux services, en les accompagnant des informations nécessaires, les dossiers et les instructions du ministre.

Il a autorité sur les directions générales et les services généraux composant le secrétariat général et en assure la coordination.

Art. 8. § 1er. Sans préjudice des attributions du secrétaire général, les administrateurs généraux ont autorité sur les directions générales et services généraux composant une administration générale et en assurent la coordination.

§ 2. Les directeurs généraux assurent, sous l'autorité du secrétaire général ou d'un administrateur général, la direction d'une direction générale et la coordination des services généraux la composant.

§ 3 Les directeurs généraux adjoints, selon le cas :

1° assurent la direction d'un service général sous la direction du secrétaire général, d'un administrateur général ou d'un directeur général;

2° assistent dans ses missions un fonctionnaire général de rang supérieur, sans être directement responsables d'un service général.

Art. 9. § 1er. A l'exception des administrateurs généraux, les attributions des fonctionnaires généraux des rangs 16 et 15 visés à l'article 8, § 3, 1°, sont déterminées par le Gouvernement à terme fixe commençant à courir le jour de l'entrée en vigueur du présent statut, selon la périodicité suivante :

— trois ans en ce qui concerne les fonctionnaires généraux titulaires d'un grade du rang 15;

— cinq ans en ce qui concerne les fonctionnaires généraux titulaires d'un grade du rang 16.

§ 2. Les fonctionnaires généraux soumis au présent article bénéficient d'une allocation de management dont le montant est égal à l'allocation de formation prévue à l'article 50.

Art. 10. Sauf en ce qui concerne l'allocation de management, l'article 9 est applicable aux agents désignés pour une période probatoire en application de l'article 49.

Au cours de cette période probatoire, il doit être procédé au moins à une modification des attributions des agents visés à l'alinéa 1er.

#### TITRE IV. — Du Conseil de direction et du Collège des fonctionnaires généraux

Art. 11. Il existe au moins un Conseil de direction au sein des Services du Gouvernement. Le Conseil de direction comprend exclusivement les fonctionnaires généraux titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 et 15.

Les agents désignés pour une période probatoire en application de l'article 49, § 2, assistent aux réunions du Conseil de direction sans voix délibérative.

Il est présidé par le secrétaire général. Le président désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Art. 12. Au sein du Conseil de direction, il est constitué un Collège restreint, composé du secrétaire général et des administrateurs généraux, chargé de régler les conflits d'attributions qui surviendraient entre administrations générales.

Le secrétariat de ce Collège est assuré par le directeur général qui a la gestion du personnel dans ses attributions. Il n'a pas voix délibérative.

#### TITRE V. — Des incompatibilités et du cumul d'activités

Art. 13. Est incompatible avec la qualité d'agent des Services du Gouvernement toute activité ou occupation exercée soit par le membre du personnel lui-même, soit par personne interposée, qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci. Est en outre réputé incompatible avec la qualité d'agent des Services du Gouvernement, tout mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif. Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux mandats exercés au nom du Gouvernement dans des entreprises privées.

Art. 14. Sur avis conforme du Conseil de direction, le Gouvernement autorise le cumul d'activités dans les affaires privées ou publiques aux conditions suivantes :

1° le cumul n'est pas de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction;

2° le cumul ne coïncide pas avec l'une des occupations que le Gouvernement répute incompatibles avec la qualité d'agent;

3° le cumul n'est pas de nature à nuire à la continuité des services.

Art. 15. Les dispositions du présent titre s'appliquent également aux stagiaires.

#### TITRE VI. — Du recrutement, du stage et de la nomination

##### CHAPITRE 1er. — Du recrutement

Art. 16. Le Gouvernement ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir peut déclarer vacant tout emploi du rang le moins élevé de chaque niveau définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi du même rang qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par recrutement.

Art. 17. § 1er. Pour le recrutement à un grade classé au rang 15 ou au rang 16, il est loisible au Gouvernement de dispenser de tout ou partie des conditions prescrites à l'article 11, § 1er, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux des personnes justifiant d'une compétence particulière en rapport avec l'emploi à conférer.

Aucune nomination ne sera faite par cette voie sans :

1° la consultation du Gouvernement auprès du Secrétaire permanent au recrutement sur la nécessité de recourir à l'application du présent article;

2° la publication au *Moniteur belge* de l'intention du Gouvernement de recourir à la procédure prévue par le présent article. Cette communication indiquera que les candidatures doivent être adressées dans un délai de quinze jours au ministre compétent;

3° l'avis du Conseil de direction du ministère où la nomination est à faire sur la personne appelée à bénéficier de la dérogation, préalablement désignée par le Gouvernement parmi les candidats qui se sont présentés;

4° la délibération du Gouvernement.

§ 2. L'arrêté de nomination devra constater que cette procédure a été suivie et sera publié in extenso au *Moniteur belge*. Il visera les dispositions auxquelles il déroge et contiendra une mention explicite concernant chacun des objets suivants :

- 1° la vacance de l'emploi dans les cadres permanents de l'administration;
- 2° l'impérieuse nécessité de pourvoir à cette vacance sans autre délai;
- 3° l'impossibilité de pourvoir à l'emploi vacant par promotion, changement de grade ou transfert.

§ 3. Nul ne peut être nommé conformément au présent article s'il ne remplit, au moment de l'appel aux candidats, les conditions suivantes :

- 1° être nommé à titre définitif dans un emploi à temps plein et bénéficier d'un statut légal ou réglementaire;
- 2° être titulaire, conformément au statut auquel le candidat est soumis dans l'emploi qu'il occupe, d'un grade de promotion ou d'une fonction de promotion ou de sélection;
- 3° avoir, au cours de sa carrière, réussi une épreuve de recrutement ou de promotion prévue par le statut auquel le candidat est soumis dans l'emploi qu'il occupe;
- 4° bénéficier dans son grade ou dans sa fonction d'une échelle de traitement supérieure en tous ses échelons à celle qui est attachée au grade d'attaché principal de la catégorie du personnel administratif.

§ 4. Les agents recrutés conformément au présent article ne sont pas soumis aux dispositions du chapitre II.

#### CHAPITRE II. — Du stage

Art. 18. Préalablement à son admission au stage, le lauréat d'une épreuve de recrutement est informé par le maître de stage des conditions générales du déroulement du stage, des possibilités d'affectation et de carrière. Il est admis au stage dans le grade pour lequel il a été déclaré lauréat et pour lequel il remplit les conditions de nomination.

Art. 19. § 1er. Les lauréats sont admis au stage par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination. Ils sont appelés en service en qualité de stagiaires, avec jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel le Secrétaire permanent au recrutement a mis les intéressés à la disposition du Gouvernement.

Lorsqu'un lauréat doit accomplir une période de préavis en application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai fixé à l'alinéa 1er est prolongé jusqu'au premier jour du mois qui suit la date d'expiration du préavis.

§ 2. Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du service général de la Fonction publique des Services du Gouvernement et est mis, par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination, à la disposition de l'administration auprès de laquelle il effectue son stage conformément au programme visé à l'article 24.

- Art. 20. Le stage est d'une durée :
- de douze mois pour les grades du niveau 1;
  - de neuf mois pour les grades du niveau 2+;
  - de six mois pour les grades des niveaux 2 et 3;
  - de quatre mois pour les grades du niveau 4.

Art. 21. Le stagiaire bénéficie des dispositions qui règlent pour les agents des Services du Gouvernement :

- 1° les allocations et indemnités de toute nature, dans la mesure où le fait qui donne lieu à l'octroi d'une allocation ou d'une indemnité est compatible avec l'exercice continu du stage;
- 2° le statut pécuniaire.

Pour l'application du présent article, le stagiaire est censé être titulaire du grade auquel il s'est porté candidat.

Art. 22. § 1er. Pour le calcul de la durée du stage accompli, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire est dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Ne sont toutefois pas prises en considération, même si le stagiaire est dans la position d'activité de service, les absences qui se produisent après que le stagiaire a déjà été absent quinze jours ouvrables en une ou plusieurs fois.

N'interviennent pas dans le calcul de ces jours d'absence :

- 1° les congés annuels de vacances;
- 2° les congés exceptionnels visés aux articles 6 et 6 bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle.

§ 2. Sauf dans les cas énumérés au § 1er, alinéa 3, les absences qui se produisent après que le stagiaire a été absent quinze jours ouvrables en une ou plusieurs fois entraînent une suspension du stage.

§ 3. En cas de suspension du stage, l'intéressé conserve sa qualité de stagiaire et sa position administrative est fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

Art. 23. § 1er. Le stage des candidats aux niveaux 1 et 2+ est accompli sous la maîtrise d'un Collège de stage composé :

- du fonctionnaire général dirigeant le service général de la Fonction publique des Services du Gouvernement;
- du fonctionnaire général ayant la gestion du personnel dans ses attributions;
- du supérieur hiérarchique immédiat du rang 12 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire;
- du responsable du service de la formation avec compétence d'avis.

§ 2. Le stage des candidats aux autres niveaux est accompli sous la maîtrise conjointe d'un maître de stage et du supérieur hiérarchique immédiat de l'administration auprès de laquelle ils accomplissent leur stage.

§ 3. Les maîtres de stage sont désignés par le Gouvernement parmi les agents de ses Services, titulaires d'un grade du rang 12 au moins et ayant suivi un programme de formation dont le contenu est arrêté par le fonctionnaire général dirigeant le service général de la Fonction publique. Les maîtres de stage sont au nombre de trois, au plus, pour l'ensemble des Services du Gouvernement.

Art. 24. Le fonctionnaire général dirigeant le service général de la Fonction publique est chargé de la mise en oeuvre des programmes de stage.

Le stagiaire est tenu de suivre les formations dont le contenu est fixé dans le programme de stage.

Les candidats au niveau 1 doivent faire parvenir un mémoire au Collège de stage selon les modalités et dans le délai qu'il détermine.

Les candidats au niveau 2+ doivent faire parvenir au Collège de stage, selon les modalités et dans le délai qu'il détermine, un travail écrit déterminé en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Art. 25. Le Collège établit tous les trois mois et à la fin du stage un rapport de stage conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Les agents visés à l'article 23, § 2, établissent tous les deux mois un rapport de stage conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Ces rapports contiennent au moins une évaluation de la manière dont le stagiaire acquiert les connaissances requises pour exercer ses fonctions, une évaluation portant sur les formations suivies ainsi qu'un avis sur la manière dont l'intéressé s'intègre à l'administration.

Il est visé par le stagiaire qui y joint, le cas échéant, son avis.

Art. 26. Dans le mois qui précède l'issue du stage, le Collège ou les agents visés à l'article 23, § 2, décident, selon le cas :

1° de proposer la nomination du stagiaire à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination;

2° de prolonger le stage au maximum d'un tiers de sa durée, celui-ci ne pouvant faire l'objet que d'une seule prolongation;

3° de proposer le licenciement du stagiaire à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Art. 27. Dans le cas prévu à l'article 26, 3°, le stagiaire peut, dans les dix jours de la notification de son licenciement, introduire un recours contre la proposition émise à son sujet auprès de la Chambre de recours visée au titre XII du présent arrêté.

La Chambre de recours se réunit en vue de l'examen du recours dans les trente jours de sa saisine.

Ce recours est suspensif et le stage est prolongé jusqu'à la date de prise d'effet de la décision de l'autorité qui nomme dans l'administration où le stagiaire a terminé son stage, appelée à se prononcer sur la proposition émise par la Chambre précitée.

#### CHAPITRE III. — De la nomination

Art. 28. Dans le cas visé à l'article 26, 1°, le stagiaire est nommé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination en qualité d'agent des Services du Gouvernement au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi de son grade et de sa catégorie inscrit dans les cadres des Services du Gouvernement.

Art. 29. Pour le calcul des anciennetés administrative et pécuniaire, le stagiaire prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable, et si le stagiaire est dépassé dans les Services du Gouvernement par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage.

Le présent article ne peut porter préjudice aux dispositions applicables aux membres du personnel admis sous réserve pour des raisons d'inaptitude physique.

Art. 30. Les agents prêtent le serment prévu par l'article 1er, § 4, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux entre les mains du Gouvernement ou du ministre ou du fonctionnaire général auquel le Gouvernement a délégué ce pouvoir.

S'ils refusent de prêter le serment dans le mois, ils sont réputés démis de leurs fonctions.

#### TITRE VII. — De l'ancienneté

Art. 31. § 1er. Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté administrative, l'ordre de préférence entre les agents dont l'ancienneté doit être comparée s'établit de la façon suivante :

1° l'agent dont l'ancienneté de niveau est la plus grande;

2° à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

§ 2. Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté de grade, l'ancienneté de niveau ou l'ancienneté de service, l'ancienneté de l'agent est déterminée conformément aux articles 32 à 36.

Art. 32. Pour le calcul de l'ancienneté de grade et de niveau, sont seuls admissibles les services effectifs que l'agent a prestés en qualité de stagiaire et d'agent des Services du Gouvernement, sans interruption volontaire et comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Pour le calcul de l'ancienneté de service, sont admissibles les services effectifs que l'agent a prestés en faisant partie, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, d'un ministère, comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Les services effectifs que l'agent a prestés en qualité de stagiaire et d'agent de l'Etat ou des Services d'un Gouvernement de Communauté ou de Région sont assimilés aux services effectifs prestés en qualité d'agent des Services du Gouvernement.



**Art. 33. § 1er.** Pour l'ancienneté de grade, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé aux grades pris en considération par les dispositions qui doivent lui être appliquées ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à de tels grades.

§ 2. Pour l'ancienneté de niveau, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à un grade du niveau considéré ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à un tel grade.

**Art. 34. § 1er.** L'agent est réputé prêter des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

§ 2. L'interruption est volontaire lorsqu'elle est due au fait ou à la faute de l'agent.

§ 3. Sont complètes les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

**Art. 35.** L'ancienneté de grade, l'ancienneté de niveau et l'ancienneté de service correspondent à la somme des mois entiers du calendrier, compris dans les services admissibles pour leur calcul.

Pour l'application de l'alinéa 1er aux agents autorisés à exercer leurs fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle :

a) des prestations de 1 976 heures de travail à temps partiel sont comptées pour douze mois entiers de calendrier;

b) des prestations d'un douzième de 1 976 heures de travail à temps partiel sont comptées pour un mois entier de calendrier, toute fraction d'heure étant négligée;

c) les services effectifs qui n'ont pas débuté le premier jour du mois ou qui ont pris fin avant le dernier jour du mois sont négligés.

**Art. 36. § 1er.** Le Gouvernement détermine la proportion selon laquelle sont réputés admissibles pour le calcul de l'ancienneté de grade, de niveau ou de service :

a) les services accomplis dans une fonction des Services du Gouvernement comportant des prestations incomplètes autres que les prestations réduites pour convenance personnelle;

b) les services accomplis dans des services publics autres que les Services du Gouvernement et dont le personnel est régi par un statut reconnu par le Gouvernement, analogue au statut des agents des Services du Gouvernement;

c) les services accomplis, à quelque titre que ce soit, lorsqu'ils ont constitué une des conditions de recrutement de l'agent.

§ 2. Le cas de l'agent qui, en cette qualité, est ou a été titulaire d'un grade supprimé, est réglé par le Gouvernement.

## TITRE VIII. — De la carrière

### CHAPITRE 1er. — Généralités

**Art. 37.** Sauf en ce qui concerne la promotion en carrière plane, le Gouvernement ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir peut déclarer vacant tout emploi définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion, par changement de grade, par changement de catégorie ou par mutation.

**Art. 38.** Un règlement adopté par le Gouvernement détermine préalablement, pour chacun des emplois accessibles par promotion par avancement de grade ou par changement de grade à l'intérieur d'un niveau, les conditions particulières d'accès à la fonction correspondant à chacun desdits emplois. Sauf en ce qui concerne les conditions particulières d'accès aux fonctions correspondant à des emplois des rangs 17 et 16, les conditions particulières sont proposées par le Conseil de direction.

Ces conditions reprennent notamment les titres, aptitudes et qualifications particulières souhaités pour l'exercice de ladite fonction.

Les conditions particulières sont rappelées à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

**Art. 39.** Le Conseil de direction émet un avis motivé sur les qualités des candidats et sur leurs aptitudes à exercer la fonction correspondant à l'emploi en cause, quel que soit le mode d'attribution dudit emploi à l'exception du recrutement.

**Art. 40.** Les avis motivés établis conformément à l'article 39 concernant l'ensemble des candidats à un emploi déterminé sont notifiés à chacun d'eux contre récépissé ou par lettre recommandée à La Poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix, à l'exception d'un membre du Conseil de direction.

### CHAPITRE II. — De la promotion

#### Section 1re. — De la promotion en général

**Art. 41.** La promotion est la nomination d'un agent à un grade d'un rang supérieur au même niveau ou à un niveau supérieur.

Il y a trois espèces de promotion :

1° la promotion par accession au niveau supérieur à celui du grade de l'agent;

2° la promotion en carrière plane dans un même niveau;

3° la promotion par avancement de grade dans un même niveau.

**Art. 42.** Pour être promu, l'agent doit se trouver dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion. En outre, il doit faire l'objet d'une évaluation favorable.

**Art. 43. § 1er.** Les promotions visées à l'article 41, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'un emploi permanent du grade à conférer.

§ 2. La vacance d'un emploi à conférer par promotion visée au § 1er est portée à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés au moyen d'un avis de vacance d'emploi.

L'avis de vacance d'emploi est soit remis à chacun des agents intéressés contre récépissé portant la signature et la date à laquelle il est délivré soit envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception à La Poste à la dernière adresse indiquée par l'intéressé.

Si l'agent est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit, l'avis de vacance d'emploi lui est envoyé par lettre recommandée à La Poste à la dernière adresse qu'il a indiquée.

§ 3. En cas de promotion visée au § 1er, sont seuls pris en considération les titres des agents qui ont présenté leur candidature par lettre recommandée dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la remise de l'avis de vacance d'emploi à l'intéressé ou celui de la présentation dudit avis par La Poste.

Les agents sont autorisés dans les conditions fixées par le Gouvernement à solliciter, par anticipation, tout emploi qui deviendrait vacant pendant leur absence. La validité d'une telle candidature est limitée à deux mois.

4. Les conditions requises pour la promotion doivent être remplies, dans le chef du candidat, à la date fixée dans l'appel aux candidats.

#### Section II. — De la promotion par accession au niveau supérieur

**Art. 44. § 1er.** Les concours d'accession à un niveau supérieur sont organisés pour la promotion par accession à des grades des rangs 30, 20, 25 ou 10.

§ 2. Sans préjudice des conditions fixées par le présent statut, peuvent participer à un concours d'accession au niveau supérieur pour autant qu'ils comptent un an d'ancienneté de niveau :

a) pour la promotion à un grade du rang 10, tous les agents des niveaux 2 ou 2+ du ministère nommés à titre définitif dans leur niveau;

b) pour la promotion à un grade du rang 25, tous les agents du ministère nommés à titre définitif dans un grade du niveau 2;

c) pour la promotion à un grade du rang 20, tous les agents du ministère nommés à titre définitif dans un grade du niveau 3;

d) pour la promotion à un grade du rang 30, tous les agents du ministère nommés à titre définitif dans un grade du niveau 4.

Le Gouvernement peut ajouter d'autres conditions à celles qui sont exigées au présent paragraphe pour la participation à des concours d'accession en vue de la nomination à des emplois des rangs 10, 25, 20 et 30 qu'il détermine, lorsque ces conditions sont justifiées par la nature de ces emplois.

§ 3. Les conditions de participation fixées au § 1er doivent être remplies à la date fixée dans l'appel aux candidats pour la clôture des inscriptions au concours.

**Art. 45.** Pour participer à un concours d'accession au niveau supérieur, l'agent doit se trouver dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion. En outre, il ne peut faire l'objet d'une mention d'évaluation défavorable.

L'agent qui, pendant les épreuves, cesse de remplir les conditions fixées à l'alinéa précédent, perd le bénéfice de la réussite éventuelle du concours.

#### Section III. — De la promotion par avancement de grade

##### A. Nomination au grade de secrétaire général

**Art. 46.** Pour la nomination au grade de secrétaire général, le Gouvernement lance un appel aux candidats par avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis précise :

- l'emploi qui est vacant;
- le délai dans lequel les candidatures doivent être introduites auprès du Gouvernement;
- les conditions requises pour être promu à cet emploi.

**Art. 47.** Peuvent être promus à un grade du rang 17, les agents des Services du Gouvernement titulaires d'un grade du rang 15 ou 16 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade.

Les agents titulaires d'un grade du rang 17 peuvent demander leur transfert vers l'emploi vacant.

Tant le transfert que la promotion sont attribués par arrêté délibéré par le Gouvernement.

##### B. Nomination au grade de directeur général

**Art. 48.** Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 15 depuis un an au moins peuvent être promus par le Gouvernement au grade de directeur général.

##### C. Nomination au grade de directeur général adjoint

**Art. 49. § 1er.** Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 12 depuis un an au moins et qui comptent dix ans d'ancienneté dans le niveau 1, peuvent être promus par le Gouvernement au grade de directeur général adjoint et affectés à un emploi visé à l'article 8, § 3, 2<sup>o</sup>.

§ 2. Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 12 depuis un an au moins peuvent être désignés par le Gouvernement pour exercer la fonction de directeur général adjoint visée à l'article 8, § 3, 1<sup>o</sup>, pour une période probatoire de trois ans.

Les dispositions du chapitre Ier et du chapitre II, section Ire du présent titre sont applicables à cette désignation.

**Art. 50.** Sans préjudice de l'article 11, l'agent désigné conformément à l'article 49, § 2, exerce l'ensemble des prérogatives liées à l'exercice d'une fonction de directeur général adjoint.

Il est tenu, pendant cette période, de suivre les formations dont le programme est arrêté par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Il bénéficie, à ce titre, d'une allocation de formation dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Le droit à l'allocation de formation est maintenu pendant une période de trois ans au delà du terme de la période probatoire, quelle que soit l'issue de celle-ci, sauf en cas d'interruption pour sanction disciplinaire ou mention d'évaluation réservée.

En aucun cas il ne peut être versé simultanément plus d'une allocation de formation à un même agent.

**Art. 51.** Pendant la période probatoire, l'agent reste soumis aux dispositions du titre X.

Les supérieurs hiérarchiques dont il est question aux articles 87 et 88 sont les supérieurs hiérarchiques sous l'autorité effective desquels est placé l'agent.

Si le rapport d'évaluation dont il est question à l'article 87 conclut à l'attribution d'une mention réservée ou d'une mention défavorable, le rôle attribué à l'autorité chargée du pouvoir de nomination est exercé par le Gouvernement.

Il est mis fin d'office à la période probatoire à la date d'attribution définitive d'une mention réservée.

**Art. 52.** Pour l'application du titre XI, le rôle attribué à l'autorité chargée du pouvoir de nomination est exercé par le Gouvernement.

Il est mis fin d'office à la période probatoire à la date d'attribution définitive d'une sanction disciplinaire.

**Art. 53.** A l'issue de la période probatoire, le Conseil de direction établit le bilan de la période qui conclut à une proposition de nomination ou de non-nomination de l'agent au grade auquel il s'est porté candidat.

Le bilan est notifié à l'intéressé par lettre recommandée à La Poste.

S'il s'estime lésé, l'agent peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix, à l'exception d'un membre du Conseil de direction.

*D. Nomination à un grade des autres rangs*

**Art. 54.** La promotion par avancement de grade à l'intérieur des niveaux s'effectue dans la catégorie à laquelle appartient l'agent.

**Art. 55.** Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 10 ou du rang 11 et qui comptent au moins cinq ans d'ancienneté dans le niveau 1, peuvent être promus à un grade du rang 12.

**Art. 56.** Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 25 ou du rang 26 et qui comptent une ancienneté de cinq ans dans le niveau 2+, peuvent être promus au rang 27.

**Art. 57.** Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 20 ou du rang 21 et qui comptent une ancienneté de cinq ans dans le niveau 2, peuvent être promus au rang 22.

**Art. 58.** Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 30 ou du rang 31 et qui comptent une ancienneté de cinq ans dans le niveau 3, peuvent être promus au rang 32.

**Art. 59.** Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 40 ou du rang 41 et qui comptent cinq ans d'ancienneté dans le niveau 4, peuvent être promus au rang 42.

#### *Section IV. — De la promotion en carrière plane*

**Art. 60.** La promotion en carrière plane consiste en la nomination d'un agent titulaire d'un grade de recrutement au grade du rang immédiatement supérieur, dans la même catégorie, sans qu'il existe des emplois permanents vacants de ce grade et sans que l'intéressé doive faire acte de candidature.

**Art. 61.** L'agent titulaire d'un grade du rang 10 qui compte quinze ans d'ancienneté dans le niveau 1 est promu au rang 11.

**Art. 62.** L'agent titulaire d'un grade du rang 25 qui compte quinze ans d'ancienneté dans le niveau 2+ est promu au rang 26.

**Art. 63.** L'agent titulaire d'un grade du rang 20 qui compte quinze ans d'ancienneté dans le niveau 2 est promu au rang 21.

**Art. 64.** L'agent titulaire d'un grade du rang 30 qui compte quinze ans d'ancienneté dans le niveau 3 est promu au rang 31.

**Art. 65.** L'agent titulaire d'un grade du rang 40 qui compte quinze ans d'ancienneté dans le niveau 4 est promu au rang 41.

#### *CHAPITRE III. — Du changement de grade et de catégorie*

**Art. 66.** Le changement de grade consiste en la nomination d'un agent à un autre grade du même rang que le grade dont il est titulaire.

**Art. 67.** Le changement de catégorie consiste en la nomination d'un agent dans une autre catégorie que celle à laquelle il appartient.

Ce changement est subordonné à la vérification des aptitudes professionnelles requises et à la possession de titres selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

**Art. 68.** Les dispositions des articles 42 et 43 sont applicables au changement de grade et au changement de catégorie.

CHAPITRE IV. — *De la mutation*

Art. 69. Par mutation, il faut entendre le changement d'affectation d'un agent vers un emploi du même grade et de la même catégorie que le sien au sein du cadre de son ministère.

Le changement d'affectation a lieu soit à la demande de l'agent soit dans l'intérêt du service.

Le Gouvernement définit les modalités de mutation à la demande de l'agent et désigne les autorités compétentes pour y procéder.

Les fonctionnaires généraux titulaires d'un grade du rang 15 qui ont été promus en application de l'article 49, § 1er, ne peuvent être mutés à leur demande.

CHAPITRE V. — *De l'annuaire du personnel*

Art. 70. Il est publié annuellement une liste nominative des agents des Services du Gouvernement mentionnant leurs niveau, rang et grade, leurs anciennetés administratives, leur catégorie, leur date de naissance ainsi que l'échelle de traitement qui leur est attribuée.

Art. 71. Il est publié un organigramme des Services du Gouvernement, reprenant la structure du secrétariat général, des administrations générales, des directions générales et des services généraux avec indication des agents responsables.

Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure des Services du Gouvernement.

Art. 72. Les attributions des fonctionnaires généraux et des agents désignés pour une période probatoire dans un emploi du rang 15 sont publiées annuellement.

TITRE IX. — *Des positions administratives*CHAPITRE 1er. — *Règles générales*

Art. 73. L'agent est dans une des positions suivantes :

- 1° en activité de service;
- 2° en non-activité;
- 3° en disponibilité.

Art. 74. Pour la détermination de sa position administrative, l'agent est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant, soit de plein droit, soit sur décision de l'autorité compétente, dans une autre position administrative.

Art. 75. Les articles 74 et 76, alinéa 1er, sont applicables aux stagiaires.

Les autres règles du présent titre sont applicables aux stagiaires dans la mesure déterminée par le Gouvernement.

CHAPITRE II. — *De l'activité de service, de la suspension dans l'intérêt du service et de la réaffectation*

Art. 76. Sauf disposition formelle contraire, l'agent en activité de service a droit au traitement et à l'avancement de traitement.

Il peut faire valoir ses titres à la promotion et au changement de grade.

Art. 77. Aux conditions fixées par le Gouvernement, l'agent en activité de service peut être suspendu de ses fonctions lorsque l'intérêt du service le requiert.

Art. 78. L'agent dont l'emploi est supprimé et qui est en réaffectation, conformément aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, est en activité de service.

CHAPITRE III. — *De la non-activité*

Art. 79. Sauf disposition formelle contraire, l'agent qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement.

Il ne peut faire valoir ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement qu'aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 80. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 81. Aux conditions fixées par le Gouvernement, l'agent est en non-activité :

1° lorsqu'il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;

2° lorsqu'il prolonge l'exercice d'une mission qui n'est pas reconnue d'intérêt général;

3° lorsque, pour des raisons familiales, l'agent est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée;

4° lorsqu'il s'absente en raison d'une mission ayant donné lieu à l'exemption du service militaire en application de l'article 16 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;

5° durant les absences justifiées par une autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle.

Art. 82. La suspension disciplinaire place de plein droit l'agent dans la position administrative de non-activité.

Durant les périodes de suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement de traitement.

CHAPITRE IV. — *De la disponibilité*

**Art. 83.** Aux conditions fixées par le Gouvernement, l'agent peut être, sans préavis, mis en position de disponibilité :

- 1° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 2° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;
- 3° pour convenance personnelle.

**Art. 84.** Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

**Art. 85.** Des traitements d'attente dont les taux sont fixés par le Gouvernement peuvent être alloués aux agents mis en disponibilité par application de l'article 83, 1° et 2°.

Les traitements d'attente et les indemnités qui sont éventuellement alloués aux agents en disponibilité sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents en activité de service.

**Art. 86.** Tout agent en disponibilité reste à la disposition du Gouvernement et peut, en cas de vacance d'emploi, être réaffecté dans les cadres aux conditions fixées par le Gouvernement.

Il est tenu de prendre, dans les délais fixés par le Gouvernement ou l'agent auquel ce pouvoir a été délégué, le service qui lui est assigné.

TITRE X. — *De l'évaluation*CHAPITRE Ier. — *De la procédure d'évaluation*

**Art. 87.** Sauf mention réservée ou mention défavorable portée au rapport d'évaluation dont le modèle est annexé au présent arrêté, tout agent est toujours considéré comme étant titulaire d'une évaluation favorable. Il est personnellement avisé de son évaluation par note signée par les deux supérieurs hiérarchiques visés à l'article 88, au moins une fois tous les deux ans, après l'entretien prévu à l'article 25, 5°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

**Art. 88.** L'évaluation est établie sur la base des critères fixés dans le modèle du rapport visé à l'article 87.

Le rapport d'évaluation est élaboré par le supérieur hiérarchique immédiat et le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins.

Le rapport d'évaluation est notifié à l'intéressé dans les quinze jours qui suivent l'entretien dont il est question à l'article 87.

L'agent vise et date le rapport qu'il restitue dans les quinze jours de la réception de la notification prévue à l'alinéa précédent, accompagné s'il échet de ses observations.

Les supérieurs hiérarchiques visés à l'alinéa 1er notifient leur décision à l'agent concerné dans les dix jours de la restitution du rapport.

**Art. 89.** S'il ne peut marquer son accord sur l'évaluation dont il fait l'objet, l'agent peut exercer son droit de recours quant au fond devant le Conseil de direction dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa 4 de l'article 88.

Le Conseil de direction notifie sa décision à l'intéressé dans les trois mois de sa saisine.

L'agent peut exercer son droit de recours devant la Chambre de recours dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa 4 de l'article 88 s'il s'agit d'un recours portant uniquement sur la forme; dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa 2 du présent article si le recours porté à la fois sur le fond et sur la forme.

La Chambre de recours rend son avis dans les trois mois de sa saisine.

La décision d'attribution de l'évaluation est prise par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination dans le mois qui suit la réception par celle-ci de l'avis motivé de la Chambre de recours.

En cas de dépassement, par le Conseil de direction ou par la Chambre de recours, du délai de trois mois qui leur est imparti pour prendre une décision ou remettre un avis, la décision ou l'avis est toujours censé être favorable au requérant.

**Art. 90.** § 1er L'attribution d'une première mention d'évaluation défavorable est toujours précédée de l'attribution d'une mention réservée.

§ 2 Au plus tôt six mois après et au plus tard un an après la date à laquelle l'attribution d'une mention réservée est devenue définitive, il est procédé à un entretien selon les modalités prévues à l'article 87.

§ 3 A l'issue de cet entretien, les supérieurs hiérarchiques décident soit d'annuler le rapport d'évaluation, auquel cas l'agent est à nouveau titulaire d'une évaluation favorable, soit d'établir un nouveau rapport d'évaluation concluant à l'attribution d'une première mention défavorable.

§ 4 Au plus tôt six mois après et au plus tard un an après la date à laquelle l'attribution d'une première mention défavorable est devenue définitive, il est procédé à un entretien selon les modalités prévues à l'article 87.

§ 5 A l'issue de cet entretien, les supérieurs hiérarchiques décident soit d'annuler le rapport d'évaluation, auquel cas l'agent est à nouveau titulaire d'une évaluation favorable, soit d'établir un nouveau rapport d'évaluation concluant à l'attribution d'une deuxième mention défavorable.

CHAPITRE II. — *De l'évaluation défavorable et de l'incapacité professionnelle*

**Art. 91.** L'attribution d'une première évaluation défavorable entraîne, dans le chef de l'agent concerné titulaire d'un grade de promotion, l'attribution, à dater du premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'évaluation est devenue définitive, de l'échelle de traitement du grade immédiatement inférieur dans sa catégorie.

**Art. 92.** L'attribution d'une première évaluation défavorable entraîne, dans le chef de l'agent concerné titulaire d'un grade de recrutement, la perte, à dater du premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'évaluation est devenue définitive, dans le décompte de son ancienneté de niveau, des périodes pendant lesquelles il a été évalué défavorablement.

**Art. 93.** L'inaptitude professionnelle d'un agent est constatée par la succession de deux rapports d'évaluation concluant à une évaluation défavorable.

Il est mis fin aux fonctions de l'agent en cause le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la deuxième évaluation défavorable est devenue définitive.

Une indemnité de départ peut être allouée aux conditions fixées par le Gouvernement.

#### CHAPITRE III. — De l'évaluation des fonctionnaires généraux

**Art. 94.** Le Collège restreint visé à l'article 12 exerce à l'égard des directeurs généraux et directeurs généraux adjoints le rôle dévolu aux supérieurs hiérarchiques par les articles 87, 88 et 90.

**Art. 95.** Pour l'application de l'article 94 aux directeurs généraux adjoints, l'échelle de traitement du grade immédiatement inférieur est celle dont bénéficiait l'intéressé avant sa nomination à un grade du rang 15.

**Art. 96.** Le ministre ayant le personnel dans ses attributions et le ou les ministres ayant compétence sur les matières gérées par l'administrateur général concerné exercent conjointement le rôle dévolu aux supérieurs hiérarchiques par les articles 87, 88 et 90.

**Art. 97.** La Chambre de recours des fonctionnaires généraux visée à l'article 118 est compétente pour l'examen des recours introduits dans le cadre de la procédure d'évaluation des administrateurs généraux, directeurs généraux et directeurs généraux adjoints. La décision d'attribution de l'évaluation est prise par le Gouvernement.

**Art. 98.** L'évaluation du secrétaire général est réalisée conformément aux dispositions de l'article 97. Toutefois, le droit de recours s'exerce directement devant le Gouvernement qui prend la décision finale.

#### TITRE XI. — Du régime disciplinaire

**Art. 99.** Tout agent qui manque à ses devoirs encourt une des sanctions suivantes :

1. le rappel à l'ordre;
2. le blâme;
3. la retenue de traitement;
4. la suspension disciplinaire;
5. la rétrogradation;
6. la révocation.

**Art. 100. § 1er.** La retenue de traitement s'applique pendant trois mois au plus et ne peut dépasser le cinquième du traitement net.

**§ 2.** La rétrogradation consiste en l'attribution d'un grade d'un rang inférieur classé dans le même niveau et dans la même catégorie ou dans un niveau inférieur.

L'agent prend rang dans le nouveau grade à la date à laquelle l'attribution de grade visée à l'alinéa 1er produit ses effets.

**Art. 101.** Toute sanction disciplinaire fait l'objet d'une inscription au dossier de l'agent.

**Art. 102.** La sanction disciplinaire est prononcée par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination, à l'exception de la rétrogradation et de la révocation qui sont prononcées par le Gouvernement.

**Art. 103. § 1er.** Les sanctions disciplinaires sont proposées provisoirement par le supérieur hiérarchique immédiat, titulaire d'un grade du rang 12 au moins.

Celui-ci transmet sa proposition provisoire au Conseil de direction dans un délai de dix jours ouvrables prenant cours le jour qui suit celui où celle-ci, dûment motivée, a été notifiée à l'agent concerné.

**§ 2.** Le Conseil de direction émet la proposition définitive dans un délai de deux mois prenant cours le jour qui suit celui où la proposition provisoire lui a été communiquée.

L'agent concerné peut demander à être entendu et peut, à cette occasion, se faire assister de la personne de son choix.

Le Conseil de direction peut proposer :

- de suivre la proposition provisoire;
- de n'infliger aucune sanction;
- d'infliger une sanction plus légère que celle qui est contenue dans la proposition provisoire.

**§ 3.** La proposition du Conseil de direction est notifiée à l'agent concerné par les soins de son président.

**§ 4.** L'agent à charge duquel une sanction disciplinaire est définitivement proposée peut introduire, dans les quinze jours de sa notification, un recours contre cette proposition auprès de la Chambre de recours qui donne un avis motivé avant toute décision de l'autorité.

**§ 5.** L'autorité visée à l'article 102 prend, dans le mois qui suit la réception par celle-ci de l'avis de la Chambre de recours, sa décision motivée, laquelle :

- soit est conforme à la proposition définitive;
- soit suit l'avis émis par la Chambre de recours.

**Art. 104. § 1er.** A l'exception de la révocation, toute sanction disciplinaire est radiée du dossier individuel de l'agent dans les conditions fixées au § 2.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction, la radiation a pour effet qu'il ne peut plus être tenu compte de la sanction disciplinaire radiée, notamment pour l'appréciation des titres à la promotion de l'agent ou lors de l'évaluation.

§ 2. La radiation des sanctions disciplinaires se fait d'office après une période dont la durée est fixée à :

- six mois pour le rappel à l'ordre;
- neuf mois pour le blâme;
- un an pour la retenue de traitement;
- deux ans pour la suspension disciplinaire;
- trois ans pour la rétrogradation.

Le délai prend cours à la date à laquelle la sanction a été prononcée.

**Art. 105.** L'action disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui se sont produits ou qui ont été constatés dans les six mois précédant la date à laquelle l'action est entamée.

En cas d'action pénale, l'action disciplinaire doit être entamée dans les six mois de la prise de connaissance de la décision judiciaire définitive par l'autorité qui est appelée à émettre la proposition provisoire.

## TITRE XII. — Des Chambres de recours

**Art. 106.** Il est institué une Chambre de recours des Services du Gouvernement, compétente pour les agents de ses Services, à l'exception des fonctionnaires généraux.

**Art. 107. § 1er.** La Chambre de recours des Services du Gouvernement comprend deux sections :

La première section est compétente pour les recours en matière disciplinaire et d'évaluation. Elle est présidée par un magistrat.

La deuxième section est compétente pour les recours en matière d'absences et d'évaluation du stage. Elle est présidée par un fonctionnaire général. Celui-ci n'a pas voix délibérative.

§ 2. Outre les présidents, la Chambre de recours se compose d'assesseurs choisis parmi les agents et d'un greffier-rapporteur

§ 3. Pour chaque président et pour le greffier-rapporteur, il est désigné un suppléant.

Pour chaque assesseur, il est désigné deux suppléants.

§ 4. Le président et le président suppléant sont nommés par le Gouvernement.

§ 5. Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés pour moitié par les organisations syndicales représentées au Comité de négociation du Secteur XVII, à raison de deux assesseurs et de quatre assesseurs suppléants par organisation syndicale. Pour l'autre moitié, ils sont désignés par le Gouvernement.

Les assesseurs sont choisis parmi les agents des Services du Gouvernement, âgés de 35 ans au moins et comptant une ancienneté de service de dix ans. A défaut d'agent remplissant cette condition, il peut y être dérogé. Ils ne peuvent faire l'objet d'une mention d'évaluation défavorable ou d'une mention d'évaluation réservée.

§ 6. Le greffier-rapporteur et le greffier-rapporteur suppléant sont désignés par le Gouvernement parmi les agents du niveau I.

Le greffier-rapporteur et le greffier-rapporteur suppléant n'ont pas voix délibérative.

§ 7. Les assesseurs effectifs et suppléants qui siègent pour l'examen d'une affaire doivent appartenir à un niveau égal ou supérieur à celui du requérant.

§ 8. Dans chaque affaire, un agent est désigné par le Gouvernement ou par le ministre ou par le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir pour défendre la proposition contestée.

Cet agent ne peut assister à la délibération. L'avis fait mention de ce que cette interdiction a été respectée.

**Art. 108.** Lorsque, dans une affaire déterminée soumise à la Chambre de recours, un assesseur n'appartient pas au moins au niveau du requérant, il est remplacé par un assesseur suppléant de ce niveau ou d'un niveau supérieur.

Lorsque le nombre d'assesseurs suppléants répondant à cette condition est insuffisant, il est procédé dans un délai maximum d'un mois, suivant les règles en vigueur pour la désignation des assesseurs effectifs et suppléants, à la désignation d'assesseurs suppléants réunissant toutes les conditions requises par l'article 107.

En tout cas, à l'expiration du délai d'un mois, la Chambre de recours délibère valablement du moment qu'elle se compose d'un nombre d'assesseurs au moins égal à la moitié plus un du nombre des assesseurs composant normalement la Chambre de recours, sans qu'il puisse être exigé que les assesseurs désignés par les organisations syndicales et ceux qui sont désignés par le Gouvernement soient en nombre égal.

**Art. 109.** La liste des assesseurs et assesseurs suppléants est communiquée au requérant au plus tard deux semaines avant la réunion de la Chambre de recours. Celui-ci dispose, à dater de la réception de ladite liste, d'une semaine pour faire connaître au greffier-rapporteur les noms des assesseurs ou des assesseurs suppléants qu'il entend récuser.

Le requérant ne peut récuser, à la fois, un assesseur et ses deux suppléants.

**Art. 110.** Est en outre récusé, l'assesseur qui, de l'avis du président, pourrait être considéré comme juge et partie.

**Art. 111.** La Chambre de recours doit être mise en possession du dossier complet de l'affaire qu'elle est appelée à examiner.

Aucune demande ne peut faire l'objet des délibérations de la Chambre de recours, si les enquêtes ne sont pas complètement terminées, si le requérant n'a pas été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient pas tous les éléments utiles susceptibles de permettre à ladite Chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause.

**Art. 112.** La Chambre de recours ne peut délibérer que si la majorité des assesseurs convoqués à l'audience est présente.

Sauf lorsqu'il est fait application de l'article 108, alinéa 3, les assesseurs désignés par le Gouvernement et ceux désignés par les organisations syndicales, qui prennent part au vote, doivent être en nombre égal; le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs assesseurs, après tirage au sort.

**Art. 113.** La Chambre peut recommander des enquêtes complémentaires et demander d'y déléguer deux assesseurs qui ont assisté aux délibérations; ceux-ci, hors les cas où aucun assesseur n'est désigné par les organisations syndicales, sont choisis l'un parmi les assesseurs désignés par le Gouvernement, l'autre parmi les assesseurs désignés par une organisation syndicale.

Après examen, la Chambre de recours envoie le dossier à l'autorité appelée à prendre la décision et lui fait connaître son avis motivé. Elle mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Le requérant et son défenseur sont admis à prendre connaissance, au greffe de la Chambre de recours, de l'avis émis.

Ils peuvent s'en faire délivrer une copie.

**Art. 114.** A moins d'empêchement légitime, le requérant comparait en personne. Il choisit librement son défenseur qui ne peut, à aucun titre, faire partie de la Chambre de recours.

**Art. 115.** Si, bien qu'il soit régulièrement convoqué, l'agent s'abstient sans excuse valable de comparaître, la Chambre de recours se considère comme dessaisie et transmet le dossier à l'autorité appelée à prendre la décision.

**Art. 116.** Les indemnités pour frais de séjour et de parcours calculées suivant les dispositions réglementaires sont accordées aux présidents, assesseurs, au défenseur s'il est membre du personnel, ainsi qu'au requérant si l'avis de la Chambre lui est favorable.

**Art. 117.** Les deux sections établissent un règlement de procédure unique de la Chambre de recours. Celui-ci doit être approuvé par le Gouvernement.

**Art. 118.** Le Gouvernement crée et fixe la composition de la Chambre de recours compétente pour les fonctionnaires généraux.

### TITRE XIII. — Du cadre des Services du Gouvernement

**Art. 119.** Il existe au sein des Services du Gouvernement un ou plusieurs ministères comprenant chacun un secrétariat général et des administrations générales.

Ces derniers peuvent comprendre des directions générales et des services généraux dirigés par un fonctionnaire général.

**Art. 120.** Les emplois des cadres des Services du Gouvernement sont globalisés, au moins au niveau des services généraux.

### TITRE XIV. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

#### CHAPITRE 1er. — Dispositions transitoires

**Art. 121.** Aussi longtemps qu'il n'a pas été procédé à la nomination des maîtres de stage conformément à l'article 23, § 3, les fonctions qui leur sont dévolues par le présent statut sont exercées par trois agents au maximum, désignés à cet effet par le Gouvernement. Par dérogation au même article, le fonctionnaire général dirigeant le service général de la Fonction publique peut dispenser de certains cours de formation les agents qui auraient suivi des formations organisées antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté par la Direction générale de la Sélection et de la Formation du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique en vue de l'obtention du brevet de directeur de la formation.

**Art. 122.** Par dérogation au chapitre II du titre VI, les stages entamés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont poursuivis selon les modalités et pour la durée en vigueur à la date d'admission au stage.

Les stagiaires sont nommés, à l'issue de leur stage, au grade correspondant à celui auquel ils se sont portés candidats, conformément à l'annexe II du présent arrêté. Le chapitre III du titre VI est applicable à ces nominations.

**Art. 123.** Il est mis fin, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, aux procédures de promotion en cours à cette date.

**Art. 124.** A la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les agents des Services du Gouvernement sont nommés au grade figurant à l'annexe II, en regard du grade dont ils sont titulaires, compte tenu de leur ancienneté de niveau, conformément aux articles 60 à 65 du présent arrêté.

Toutefois, les agents titulaires d'un grade de sous-chef de bureau, de chef administratif, de chef de groupe, d'assistant social en chef, d'infirmier en chef ou de délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse, sont nommés au grade figurant à l'annexe II, en regard du grade dont ils sont titulaires, aussi longtemps qu'un nouveau grade ne leur a pas été attribué par promotion, par changement de grade ou par rétrogradation.

Les agents titulaires d'un grade des rangs 13, 14, 15, 16 et 17 sont nommés à la même date au grade figurant à l'annexe II, en regard du grade dont ils sont titulaires.



**Art. 125.** Par dérogation aux dispositions du titre VIII :

1° les agents titulaires du grade de sous-chef de bureau ont priorité sur les agents titulaires du grade d'assistant ou d'assistant principal pour l'accès au grade de premier assistant;

2° les agents titulaires du grade de chef administratif peuvent être nommés par changement de grade au grade de premier assistant;

3° les agents titulaires du grade de chef de groupe peuvent être nommés par changement de grade au grade de premier gradué;

4° les agents titulaires du grade d'assistant social en chef, d'infirmier en chef ou de délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse peuvent être nommés par changement de grade au grade de premier gradué.

**Art. 126.** Aussi longtemps que le Gouvernement n'a pas fait usage de la faculté prévue aux articles 75, 77, 79, 81, 83, 85 et 86, les dispositions en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent d'application.

**Art. 127.** Par dérogation aux titres X, XI et XII du présent arrêté, les recours introduits devant la Chambre départementale de recours des Services du Gouvernement, devant la Commission des recours en matière de congés, de disponibilités et d'absences ou devant la Commission des stages sont poursuivis selon les dispositions qui sont d'application à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 128.** A la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les mentions de signalement "très bon" et "bon" attribuées conformément à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat sont assimilées à la mention d'évaluation favorable. La mention de signalement "insuffisant" est assimilée à la mention d'évaluation réservée et la mention de signalement "mauvais" est assimilée à une première mention d'évaluation défavorable.

**Art. 129.** Par dérogation aux articles 91 et 92, l'attribution d'une première mention défavorable entraîne, dans le chef de l'agent concerné qui bénéficie d'une échelle de traitement en vertu d'une disposition transitoire, la perte, à dater du premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'évaluation est devenue définitive, de la dernière augmentation intercalaire dont il a bénéficié. Il en est de même en ce qui concerne les agents visés à l'article 133, alinéa 2.

## CHAPITRE II. — Dispositions abrogatoires

**Art. 130.** L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est abrogé, à l'exception des articles 17bis, § 2, 21, 22, 23, alinéa 1er, 27, §§ 1er et 2, alinéa 1er et § 3, 40, 41, 42, 42bis, 43, 44, 70bis, alinéa 2 et 102.

**Art. 131.** L'article 2ter de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, y inséré par l'arrêté royal du 26 août 1987, est abrogé.

**Art. 132.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

2° l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

3° l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

4° l'arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires des grades de conducteur, d'ingénieur technicien ou de certains grades du personnel de contrôle et de surveillance des travaux, tel qu'il a été modifié;

5° l'arrêté royal du 18 avril 1969 organisant certaines modalités de transfert des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

6° l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

7° l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

8° l'arrêté royal du 16 novembre 1979 fixant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires d'un grade de la carrière d'architecte;

9° l'arrêté royal du 16 novembre 1979 fixant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires d'un grade de la carrière d'ingénieur industriel, tel qu'il a été modifié;

10° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 octobre 1990 portant règlement pour la nomination aux grades du premier niveau de l'administration centrale du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, tel qu'il a été modifié;

11° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1991 portant constatation et coordination de l'existence de grades particuliers et des échelles de traitement qui s'y rattachent dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales et Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

12° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 janvier 1992 portant règlement pour la nomination aux grades des deuxième, troisième et quatrième niveaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, tel qu'il a été modifié;

13° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, tel qu'il a été modifié;

14° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 juillet 1992 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des Services de l'Exécutif et de certains organismes d'intérêt public, tel qu'il a été modifié.

**Art. 133.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996, sauf l'article 119 qui entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement pour l'entrée en vigueur du cadre du Ministère de la Communauté française et l'article 50 qui entre en vigueur le 1er janvier 1997. Toutefois, les agents visés par :

a) l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française;

b) l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

c) l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées de la Direction générale de la Culture et de la Communication des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

d) l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées des centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

restent soumis aux dispositions en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sauf en ce qui concerne :

- les articles 3 et 4 du titre Ier;
- le titre II;
- les articles 6, 7 et 8 du titre III;
- le titre IV;
- le titre V;
- les chapitres II et III du titre VI;
- le titre VII;
- les chapitres IV et V du titre VIII;
- le titre IX;
- le titre X;
- le titre XI;
- le titre XII;
- le titre XIII;
- les articles 123, 127, 128 et 129 du titre XIV.

**Art. 134.** La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 avril 1995.

Le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,  
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,  
Ph. MAHOUX

**ANNEXE I**  
**Classement hiérarchique des grades**

**Niveau 1**

**A. Fonctionnaires généraux ou Fonctionnaires générales.**

**Rangs:**

- 17 Secrétaire général ou Secrétaire générale
- 16 Administrateur général ou Administratrice générale
- 16 Directeur général ou Directrice générale
- 15 Directeur général adjoint ou Directrice générale adjointe

**B. Agents des autres catégories**

**Rangs:**

- 12 Directeur ou Directrice
- 11 Attaché principal ou Attachée principale
- 11 Inspecteur principal ou Inspectrice principale
- 10 Attaché ou Attachée
- 10 Inspecteur ou Inspectrice

**Niveau 2+**

**Rangs:**

- 27 Premier gradué ou Première graduée
- 26 Gradué principal ou Gradué principale
- 25 Gradué ou Gradué

**Niveau 2**

**Rangs:**

- 22 Premier assistant ou Première assistante
- 21 Assistant principal ou Assistante principale
- 20 Assistant ou Assistante

**Niveau 3**

**Rangs:**

- 32 Premier adjoint ou Première adjointe
- 31 Adjoint principal ou Adjointe principale
- 30 Adjoint ou Adjointe

**Niveau 4**

**Rangs:**

- 42 Premier agent ou Première agente
- 41 Agent principal ou Agente principale
- 40 Agent ou Agente

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 avril 1995.

Le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,  
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,  
Ph. MAHOUX

## ANNEXE II.

N	R	grade actuel	R	grade nouveau	catégorie
1	17	secrétaire général	17	secrétaire général ou secrétaire générale	fonctionnaire général
1	16	administrateur général	16	administrateur général ou administratrice générale	fonctionnaire général
1	16	commissaire général au tourisme	16	directeur général ou directrice générale	fonctionnaire général
1	16	directeur général	16	directeur général ou directrice générale	fonctionnaire général
1	15	administrateur général adjoint	15	directeur général adjoint ou directrice générale adjointe	fonctionnaire général
1	15	commissaire au tourisme	15	directeur général adjoint ou directrice générale adjointe	fonctionnaire général
1	15	directeur d'administration	15	directeur général adjoint ou directrice générale adjointe	fonctionnaire général
1	15	inspecteur-gérant	15	directeur général adjoint ou directrice générale adjointe	fonctionnaire général
1	15	inspecteur général	15	directeur général adjoint ou directrice générale adjointe	fonctionnaire général
1	13	architecte-directeur	12	directeur ou directrice	expert
1	13	conseiller	12	directeur ou directrice	administratif
1	13	conseiller de la fonction publique	12	directeur ou directrice	administratif
1	13	conseiller juridique	12	directeur ou directrice	administratif
1	13	conseiller technique	12	directeur ou directrice	expert
1	13	conseiller-chef de service	12	directeur ou directrice	administratif
1	13	directeur	12	directeur ou directrice	administratif
1	14	directeur-gérant adjoint	12	directeur ou directrice	expert
1	13	dirigeant du service technique	12	directeur ou directrice	expert
1	14	informaticien-directeur	12	directeur ou directrice	expert
1	13	ingénieur en chef-directeur	12	directeur ou directrice	expert
1	13	ingénieur industriel-directeur	12	directeur ou directrice	expert
1	13	inspecteur en chef	12	directeur ou directrice	inspection
1	13	inspecteur en chef-directeur	12	directeur ou directrice	expert
1	13	médecin en chef-directeur	12	directeur ou directrice	expert
1	13	médecin-directeur	12	directeur ou directrice	expert
1	14	premier conseiller	12	directeur ou directrice	expert
1	14	premier conseiller juridique	12	directeur ou directrice	administratif
1	13	traducteur-directeur	12	directeur ou directrice	administratif
1	10	architecte	10	attaché ou attachée	expert
1	11	architecte principal	10	attaché ou attachée	expert
1	12	architecte-chef de service	10	attaché ou attachée	expert
1	10	bibliothécaire	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	chef de division	10	attaché ou attachée	administratif
1	10	chef de service interrégional	10	attaché ou attachée	administratif
1	10	commissaire principal	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	conseiller adjoint	10	attaché ou attachée	administratif
1	12	conseiller adjoint-chef de service	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	conseiller juridique adjoint	10	attaché ou attachée	administratif

N	R	grade actuel	R	grade nouveau	catégorie
1	10	conseiller pédagogique	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	conseiller pédagogique principal	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	coordonnateur-chef de service	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	directeur administratif	10	attaché ou attachée	administratif
1	10	directeur de 1ère classe d'un institut médico-pédagogique	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	directeur de 2ème classe	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	directeur de service subrégional	10	attaché ou attachée	administratif
1	12	informaticien	10	attaché ou attachée	expert
1	13	informaticien-expert	10	attaché ou attachée	expert
1	10	ingénieur	10	attaché ou attachée	expert
1	10	ingénieur industriel	10	attaché ou attachée	expert
1	11	ingénieur industriel principal	10	attaché ou attachée	expert
1	12	ingénieur industriel-chef de service	10	attaché ou attachée	expert
1	11	ingénieur principal	10	attaché ou attachée	expert
1	12	ingénieur principal-chef de service	10	attaché ou attachée	expert
1	10	inspecteur hygiéniste	10	attaché ou attachée	expert
1	11	inspecteur médecin-chef de service	10	attaché ou attachée	expert
1	11	inspecteur technique principal	10	attaché ou attachée	expert
1	11	inspecteur-médecin	10	attaché ou attachée	expert
1	10	inspecteur-médecin psychiatre	10	attaché ou attachée	expert
1	10	médecin	10	attaché ou attachée	expert
1	11	médecin-chef de service	10	attaché ou attachée	expert
1	10	pharmacien	10	attaché ou attachée	expert
1	10	professeur	10	attaché ou attachée	expert
1	10	psychologue	10	attaché ou attachée	expert
1	10	secrétaire d'administration	10	attaché ou attachée	administratif
1	10	sous-directeur administratif	10	attaché ou attachée	administratif
1	10	sous-directeur pédagogique	10	attaché ou attachée	administratif
1	10	traducteur-réviseur	10	attaché ou attachée	administratif
1	11	traducteur-réviseur principal	10	attaché ou attachée	administratif
1	10	inspecteur	10	inspecteur ou inspectrice	inspection
1	11	inspecteur principal	10	inspecteur ou inspectrice	inspection
1	12	inspecteur principal-chef de service	10	inspecteur ou inspectrice	inspection
2+	28	assistant social en chef	27	assistant social en chef ou assistante sociale en chef	spécialisé
2+	24	chef de groupe	27	chef de groupe	spécialisé
2+	29	chef de nursing	27	chef de nursing	spécialisé
2+	28	délégué permanent en chef	27	délégué permanent en chef ou déléguée permanente en chef	spécialisé
2+	28	infirmier en chef	27	infirmier en chef ou infirmière en chef	spécialisé
2+	29	infirmier gradué en chef	27	infirmier gradué en chef ou infirmière graduée en chef	spécialisé

N R	grade actuel	R	grade nouveau	catégorie
2+ 29	analyste de programmation	25	gradué ou graduée	administratif
2+ 26	analyste en biologie clinique	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	analyste en biologie clinique de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	analyste en biologie clinique principal	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 25	architecte paysagiste	25	gradué ou graduée	administratif
2+ 20	aspirant-chef de section adjoint	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 20	aspirant-maître d'éducation physique	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 20	aspirant-maître d'enseignement professionnel	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 20	aspirant-professeur	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 26	assistant en psychologie	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	assistant en psychologie de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	assistant en psychologie principal	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 26	assistant médical	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	assistant médical de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	assistant médical principal	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 26	assistant social	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	assistant social de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	assistant social principal	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 26	auxiliaire social	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	auxiliaire social de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	auxiliaire social principal	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 23	chef de section	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 22	chef de section adjoint	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 23	chef éducateur d'un institut médico-pédagogique	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	chef programmeur	25	gradué ou graduée	administratif
2+ 26	délégué permanent	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	délégué permanent de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	délégué permanent principal	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 26	diététicien	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	diététicien de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	diététicien principal	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 26	documentaliste	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	documentaliste principal	25	gradué ou graduée	administratif
2+ 26	éducateur	25	gradué ou graduée	administratif
2+ 27	éducateur de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 22	éducateur de 1ère classe d'un institut médico-pédagogique	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 20	éducateur de 2ème classe d'un institut médico-pédagogique	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	éducateur principal	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 26	ergothérapeute	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 27	ergothérapeute de 1ère classe	25	gradué ou graduée	spécialisé
2+ 28	ergothérapeute principal	25	gradué ou graduée	spécialisé

N R	grade actuel	R	grade nouveau	catégorie
2+ 26	infirmier gradué	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 28	infirmier gradué A	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 27	infirmier gradué B	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 26	infirmier gradué C	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 27	infirmier gradué de 1ère classe	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 28	infirmier gradué en chef adjoint	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 28	infirmier gradué principal	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 28	ingénieur technicien	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 29	ingénieur technicien principal	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 24	inspectrice	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 25	inspectrice chef	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 26	kinésithérapeute	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 27	kinésithérapeute de 1ère classe	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 28	kinésithérapeute principal	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 26	laborantin	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 26	logopède	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 27	logopède de 1ère classe	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 28	logopède principal	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 22	maître d'éducation physique	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 22	maître d'enseignement professionnel	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 22	professeur	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 26	programmeur	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 26	secrétaire de direction	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 26	secrétaire principal de direction	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 24	sous-inspectrice	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 23	technicien principal	25	graduée ou gradué	spécialisé
2+ 26	traducteur	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 28	traducteur principal	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 29	traducteur-chef	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 23	vérificateur	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 22	vérificateur adjoint	25	graduée ou gradué	administratif
2+ 24	vérificateur principal	25	graduée ou gradué	administratif
2 24	chef administratif	22	graduée ou gradué	administratif
2 22	sous-chef de bureau	21	graduée ou gradué	administratif
2 25	adjoint de secrétariat	20	graduée ou gradué	administratif
2 22	agent-comptable	20	graduée ou gradué	administratif
2 20	aide technique	20	graduée ou gradué	spécialisé
2 24	aide technique en chef	20	graduée ou gradué	spécialisé
2 22	aide technique principal	20	graduée ou gradué	administratif
2 22	bibliothécaire adjoint	20	graduée ou gradué	administratif
2 23	bibliothécaire de 1ère classe	20	graduée ou gradué	administratif

N	R	grade actuel	R	grade nouveau	catégorie
2	22	chef de greffe	20	assistant ou assistante	administratif
2	24	chef de section	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	21	chef éducatrice d'un centre d'accueil	20	assistant ou assistante	spécialisé
2		chef technicien de la recherche	20	assistant ou assistante	spécialisé
2		contremaître	20	assistant ou assistante	technique
2	20	contrôleur adjoint des travaux	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	22	contrôleur des travaux	20	assistant ou assistante	administratif
2	24	contrôleur principal des travaux	20	assistant ou assistante	spécialisé
2		correspondant de la recherche	20	assistant ou assistante	administratif
2		correspondant en chef de la recherche	20	assistant ou assistante	administratif
2	20	dessinateur	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	24	dessinateur en chef	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	22	dessinateur principal	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	23	géomètre-expert immobilier de 1ère classe	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	22	gestionnaire de bibliothèque	20	assistant ou assistante	administratif
2	24	gestionnaire de bibliothèque en chef	20	assistant ou assistante	administratif
2	24	gestionnaire de la documentation	20	assistant ou assistante	administratif
2	24	gestionnaire des bâtiments	20	assistant ou assistante	administratif
2	23	gestionnaire principal de bibliothèque	20	assistant ou assistante	administratif
2	21	hospitalier A	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	20	hospitalier B	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	22	hôtesse	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	21	infirmier breveté A	20	assistant ou assistante	administratif
2	20	infirmier breveté B	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	24	inspecteur adjoint de la comptabilité	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	25	inspecteur technique	20	assistant ou assistante	administratif
2	24	maquettiste	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	21	moniteur d'organisation	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	23	paysagiste de 1ère classe	20	assistant ou assistante	administratif
2		premier correspondant en chef de la recherche	20	assistant ou assistante	spécialisé
2		premier ouvrier qualifié	20	assistant ou assistante	administratif
2		premier technicien de la recherche	20	assistant ou assistante	technique
2	20	rédacteur	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	20	rédacteur-comptable	20	assistant ou assistante	administratif
2	22	réviseur-comptable	20	assistant ou assistante	administratif
2		technicien de la recherche	20	assistant ou assistante	administratif
2	24	vérificateur	20	assistant ou assistante	spécialisé
2	24	vérificateur comptable principal	20	assistant ou assistante	administratif
2	21	vérificateur-comptable	20	assistant ou assistante	administratif
2	24	vérificateur-expert comptable de 1ère classe	20	assistant ou assistante	administratif



N	R	grade actuel	R	grade nouveau	catégorie
3	34	agent en chef des finances	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	32	agent principal des finances	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	33	agent technique	30	adjoind ou adjoind	technique
3	33	agent technique mécanographe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	33	agent-comptable de 1ère classe	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	30	assistante médicale-puéricultrice	30	adjoind ou adjoind	technique
3	34	assistante médicale-puéricultrice en chef	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	assistante médicale-puéricultrice principale	30	adjoind ou adjoind	technique
3	34	chef d'atelier de 1ère classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	34	chef d'atelier de 2ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	34	chef d'atelier de 3ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	35	chef des ateliers	30	adjoind ou adjoind	technique
3	35	chef opérateur mécanographe de 1ère classe	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	34	chef opérateur mécanographe de 2ème classe	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	34	chef technicien	30	adjoind ou adjoind	technique
3	34	chef technicien spécialisé	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	commis	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	commis principal	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	34	commis-chef	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	30	commis-dactylographe	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	34	commis-dactylographe chef	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	32	commis-dactylographe principal	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	30	commis-sténodactylographe	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	34	commis-sténodactylographe chef	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	32	commis-sténodactylographe principal	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	33	commis-sténodactylographe-secrétaire	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	33	contremaitre de 1ère classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	contremaitre de 2ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	contremaitre de 3ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	contrôleur spécial adjoind	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	3	correspondant adjoind de la recherche	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	30	éducateur de 3ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	éducateur de 3ème classe d'un institut médico-pédagogique	30	adjoind ou adjoind	technique
3	34	éducateur en chef de 3ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	34	éducateur en chef de 3ème classe d'un institut médico-pédagogique	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	éducateur principal de 3ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	éducateur principal de 3ème classe d'un institut médico-pédagogique	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	opérateur mécanographe	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	32	opérateur mécanographe	30	adjoind ou adjoind	administratif
3	3	ouvrier qualifié	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	ouvrier sélectionné B	30	adjoind ou adjoind	technique

N	R	grade actuel	R	grade nouveau	catégorie
3	34	premier surveillant de travaux	30	adjoind ou adjoind	technique
3	33	premier technicien	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	puéricultrice	30	adjoind ou adjoind	technique
3	34	puéricultrice en chef	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	puéricultrice principale	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	surveillant adjoind de travaux	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	surveillant de travaux	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	technicien adjoind de la recherche	30	adjoind ou adjoind	spécialisé
3	32	technicien de 1ère classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	technicien de 2ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	30	technicien spécial 2ème classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	32	technicien spécial de 1ère classe	30	adjoind ou adjoind	technique
3	33	technicien spécialisé principal	30	adjoind ou adjoind	technique
4	42	agent désinfecteur	40	agent ou agente	technique
4	44	agent en chef	40	agent ou agente	administratif
4	43	agent principal	40	agent ou agente	administratif
4	43	aide qualifié	40	agent ou agente	technique
4	40	chauffeur de chaudière	40	agent ou agente	technique
4	44	chef cuisinier	40	agent ou agente	technique
4	42	chef huissier	40	agent ou agente	administratif
4	43	chef huissier principal	40	agent ou agente	administratif
4	44	chef ouvrier surveillant	40	agent ou agente	technique
4	42	classeur	40	agent ou agente	administratif
4	40	concierge	40	agent ou agente	technique
4	41	conducteur d'auto	40	agent ou agente	technique
4	42	conducteur d'auto	40	agent ou agente	technique
4	42	conducteur d'auto-mécanicien	40	agent ou agente	technique
4	42	cuisinier	40	agent ou agente	technique
4	42	dactylographe	40	agent ou agente	administratif
4	42	expéditionnaire	40	agent ou agente	administratif
4	42	garçon de bureau	40	agent ou agente	administratif
4	42	garçon de laboratoire	40	agent ou agente	administratif
4	40	manoeuvre	40	agent ou agente	spécialisé
4	40	manoeuvre B	40	agent ou agente	technique
4	41	manoeuvre principal	40	agent ou agente	technique
4	44	mécanicien de véhicule	40	agent ou agente	technique
4	40	messager-huissier	40	agent ou agente	technique
4	41	messager-huissier	40	agent ou agente	administratif
4	41	messager-huissier principal	40	agent ou agente	administratif

N	R	grade actuel	R	grade nouveau	catégorie
4	40	nettoyeuse	40	agent ou agente	technique
4	41	ouvrier d'entretien	40	agent ou agente	technique
4	41	ouvrier non qualifié	40	agent ou agente	technique
4	42	ouvrier qualifié A	40	agent ou agente	technique
4	42	ouvrier qualifié B	40	agent ou agente	technique
4	43	ouvrier surveillant	40	agent ou agente	technique
4	42	ouvrier surveillant principal	40	agent ou agente	technique
4	44	pointeur mécanographe	40	agent ou agente	administratif
4	42	premier ouvrier chef d'équipe-mécanicien de véhicule	40	agent ou agente	technique
4	42	premier ouvrier spécialiste	40	agent ou agente	technique
4	44	premier ouvrier spécialiste A	40	agent ou agente	technique
4	44	premier ouvrier spécialiste-chef d'équipe	40	agent ou agente	technique
4	44	premier ouvrier spécialiste-chef d'équipe A	40	agent ou agente	technique
4	43	premier ouvrier spécialiste-mécanicien de véhicule	40	agent ou agente	technique
4	44	premier pointeur mécanographe spécialiste	40	agent ou agente	administratif
4	42	préparateur	40	agent ou agente	technique
4	43	relieur	40	agent ou agente	technique
4	42	surveillant	40	agent ou agente	technique
4	44	surveillant en chef	40	agent ou agente	technique
4	43	surveillant principal	40	agent ou agente	technique
4	42	surveillant spécial	40	agent ou agente	technique
4	43	surveillant spécial principal	40	agent ou agente	technique
4	42	téléphoniste	40	agent ou agente	administratif
4	40	veilleur de nuit	40	agent ou agente	technique

Bruxelles, le 10 avril 1995.

Le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,  
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,  
Ph. MAHOUX

## ANNEXE III

## MODELE DE RAPPORT D'EVALUATION

## I. CARTE D'IDENTITE

*Nom* :

*Prénom* :

*Grade* :

*Service* :

*Fonction exercée* :

II. JUSTIFICATION DE L'EVALUATION	
— L'agent donne-t-il satisfaction :	
1. Dans la qualité de son travail ?	
OUI	NON
Expliquez :	
2. Dans la quantité de son travail ?	
OUI	NON
Expliquez :	
3. Dans son attitude ?	
OUI	NON
Expliquez :	
4. Dans ses relations avec ses supérieurs hiérarchiques ?	
OUI	NON
Expliquez :	
5. Dans ses relations avec ses collègues ?	
OUI	NON
Expliquez :	
6. Des faits particuliers ont-ils été constatés ?	
OUI	NON
Si OUI, décrivez ces faits :	
En quoi ces faits sont-ils susceptibles de justifier une modification de l'évaluation de l'agent et dans quel sens ?	

## III. ANTECEDENTS

1. En cas d'insuffisance constatée, l'agent a-t-il été interpellé ?

OUI            NON

Si OUI, expliquez :

Si NON, expliquez :

2. Des mesures ont-elles été prises en vue de remédier à la situation ?

OUI            NON

Si OUI, lesquelles ?

Si NON, expliquez :

## IV. OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES EVENTUELLES



Le présent rapport justifie l'attribution de la mention d'évaluation :

- favorable
- réservée
- défavorable (1)

Remis à l'agent -, le

Les évaluateurs :

1° Nom, prénom, grade :

Signature,

2° Nom, prénom, grade :

Signature,

Pris connaissance le

L'agent :

Signature

---

(1) Biffer la mention inutile



OBSERVATIONS DE L'AGENT

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,  
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,  
Ph. MAHOUX

## VERTALING

N. 95 - 2488

[Mac - 29324]

**10 APRIL 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten  
van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het protocol nr. 131 van het Comité van Sector XVII, afgesloten op 15 februari 1995;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, gegeven op 8 maart 1995;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, gegeven op 7 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juli 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 13 juli 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 7 april 1995 genomen beslissing,

Besluit :

**TITEL I. — Ambtenaren van de Diensten van de Regering**

**Artikel 1.** Ambtenaar van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap is ieder personeelslid dat er, in vast dienstverband, tewerkgesteld is.

De bepalingen van dit besluit zijn evenwel niet van toepassing op het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen en op de personen benoemd bij ministeriële kabinetten, die niet in de Diensten van de Regering zijn tewerkgesteld.

**Art. 2. § 1.** Iedere ambtenaar wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel als bijlage 1 bij dit besluit, die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformaties vastgesteld voor de Diensten van de Regering die overeenstemt met deze graad.

§ 2. De graden worden onderverdeeld in rangen waarvan het aantal, voor elk niveau, als volgt wordt bepaald :

1° in niveau 1 : zes rangen aangeduid met de nummers 10 tot 12 en 15 tot 17;

2° in niveau 2+ : drie rangen aangeduid met de nummers 25 tot 27;

3° in niveau 2 : drie rangen aangeduid met de nummers 20 tot 22;

4° in niveau 3 : drie rangen aangeduid met de nummers 30 tot 32;

5° in niveau 4 : drie rangen aangeduid met de nummers 40 tot 42.

In elk niveau worden de rangen genummerd volgens de orde van hun hiërarchische waarde, met dien verstande dat het hoogste nummer overeenstemt met de hoogste rang.

§ 3. 1° Niveau 1 wordt onderverdeeld in vier categorieën :

— de ambtenaren-generaal;

— het administratief personeel;

— het inspectiepersoneel;

— het deskundig personeel.

2° Niveau 2+ wordt onderverdeeld in twee categorieën :

— het administratief personeel;

— het gespecialiseerd personeel.

3° Niveau 2 wordt onderverdeeld in drie categorieën :

— het administratief personeel;

— het technisch personeel;

— het gespecialiseerd personeel.

4° Niveau 3 wordt onderverdeeld in drie categorieën :

— het administratief personeel;

— het technisch personeel;

— het gespecialiseerd personeel.

5° Niveau 4 wordt onderverdeeld in twee categorieën :

— het administratief personeel;

— het technisch personeel.

§ 4. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toegang tot elke in § 3 vermelde categorie.

**Art. 3.** Ambtenaren-generaal worden door de Regering benoemd.

Ambtenaren van de andere categorieën worden benoemd door de Regering of door de Minister of door de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid werd onttrokken.

Art. 4. Elke wijziging van dit statuut of elke maatregel van reglementaire aard tot uitvoering ervan wordt voor advies voorgelegd aan de Directieraad en wordt toegelicht in een verslag aan de Regering dat samen met het besluit waarop het betrekking heeft, in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

#### TITEL II. — Beheer van de personeelsleden en de diensten

Art. 5. De ambtenaren-generaal alsook de ambtenaren bekleed met een graad ingedeeld in rang 12 hebben als plicht ervoor te zorgen, dank zij een gepast beheer van de vast benoemde personeelsleden, stagiars of contractuelen die de diensten vormen die onder hun beheer vallen, dat de aan bedoelde diensten toegewezen opdrachten naar behoren worden uitgevoerd.

Daartoe moeten zij inzonderheid :

— de diensten waarvoor zij verantwoordelijk zijn zó organiseren en beheren dat ieder personeelslid dat deel uitmaakt van die diensten zijn werkzaamheden uitvoert met de bestendige zorg voor de kwaliteit en de doelmatigheid van de aan het publiek verleende dienst;

— ervoor zorgen dat het werk zorgvuldig en wetmatig wordt uitgevoerd;

— ervoor zorgen dat het mensenmateriaal dat hun ter beschikking wordt gesteld optimaal wordt beheerd dank zij een taakverdeling die met de capaciteiten en de potentialiteiten van ieder lid overeenstemt;

— de werking van de diensten waarvoor zij verantwoordelijk zijn, geregeld evalueren door er ieder van de personeelsleden bij te betrekken;

— de personeelsleden en de hiërarchische meerderen inlichten over de evolutie van de werking en de resultaten bereikt in deze diensten;

— de suggesties en de verwachtingen van de personeelsleden die onder hun gezag staan, ontvangen, zowel wat hun loopbaan of hun vorming betreft als de organisatie van de diensten zelf.

#### TITEL III. — Ambtenaren-generaal

Art. 6. De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit ambtenaren bekleed met een graad die is ingedeeld in de rangen 17, 16 of 15.

Art. 7. De secretaris-generaal oefent, onder het gezag van de Regering, de hoge leiding van het ministerie uit. Hij coördineert de werkzaamheden en zorgt voor de eenheid van het beheer ervan.

Hij legt de door het bestuur behandelde zaken aan de minister voor en voegt er zo nodig zijn opmerkingen aan toe. Hij kan bovendien, op eigen initiatief, elk nuttig voorstel doen. Hij zendt de dossiers en de instructies van de minister over aan de diensten, samen met de nodige informatie.

Hij oefent gezag uit over de algemene directies en de algemene diensten die het secretariaat-generaal vormen en zorgt er voor de coördinatie van.

Art. 8. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de secretaris-generaal, oefenen de administrateurs-generaal gezag uit over de algemene directies en algemene diensten die een algemeen bestuur vormen en zorgen er voor de coördinatie van.

§ 2. De directeurs-generaal nemen, onder het gezag van de secretaris-generaal of van een administrateur-generaal, de leiding van een algemene directie waar en zorgen voor de coördinatie van de algemene diensten die deze directie vormen.

§ 3. De adjunct-directeurs-generaal, naargelang van het geval :

1° nemen de leiding van een algemene dienst waar onder de leiding van de secretaris-generaal, een administrateur-generaal of een directeur-generaal;

2° staan een ambtenaar-generaal van een hogere rang bij in zijn opdrachten, zonder onmiddellijk verantwoordelijk te zijn voor een algemene dienst.

Art. 9. § 1. De administrateurs-generaal uitgezonderd, worden de bevoegdheden van de in artikel 8, § 3, 1°, bedoelde ambtenaren-generaal van de rangen 16 en 15 door de Regering bepaald, op een vastgestelde termijn die aanvangt de dag waarop dit statuut in werking treedt, volgens de volgende periodiciteit :

— drie jaar voor de ambtenaren-generaal bekleed met een graad van rang 15;

— vijf jaar voor de ambtenaren-generaal bekleed met een graad van rang 16.

§ 2. De ambtenaren-generaal die onder dit artikel vallen, genieten een managementstoelage waarvan het bedrag gelijk is aan de in artikel 50 bedoelde vormingstoelage.

Art. 10. Behoudens wat de managementstoelage betreft, is artikel 9 van toepassing op de ambtenaren aangewezen voor een proefperiode in toepassing van artikel 49.

Tijdens deze proefperiode, moet er ten minste een wijziging aan de bevoegdheden van de in lid 1° bedoelde ambtenaren aangebracht worden.

#### TITEL IV. — Directieraad en College van ambtenaren-generaal

Art. 11. Binnen de Diensten van de Regering is er ten minste een Directieraad. De Directieraad bestaat uitsluitend uit de ambtenaren-generaal die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 en 15.

De ambtenaren aangewezen voor een proefperiode in toepassing van artikel 49 § 2 wónen de vergaderingen van de Directieraad bij, zonder stemgerechtigd te zijn.

Hij wordt voorgezeten door de secretaris-generaal. De voorzitter wijst het lid van de Directieraad aan dat hem in geval van afwezigheid of van verhinderd vervangt.

Elke individuele beslissing die door de Directieraad wordt genomen ten opzichte van een personeelslid gebeurt bij geheime stemming.

Art. 12. In de Directieraad wordt een Beperkt College, bestaande uit de secretaris-generaal en de administrateurs-generaal, opgericht, dat belast is met het beslechten van de bevoegdheidsconflicten die zich onder de algemene besturen zouden voordoen.

Het secretariaat van dit College wordt waargenomen door de directeur-generaal tot wiens bevoegdheid het personeelsbeheer behoort. Hij is niet stemgerechtigd.

### TITEL V. — Onverenigbaarheden en cumulatie van activiteiten

**Art. 13.** Met de hoedanigheid van ambtenaar van de Diensten van de Regering is onverenigbaar elke activiteit of elke bezigheid die hetzij door het personeelslid zelf, hetzij door een tussenpersoon verricht wordt en die het vervullen van de ambtsplichten in de weg kan staan of met de waardigheid van het ambt in strijd is.

Met de hoedanigheid van ambtenaar van de Diensten van de Regering wordt bovendien onverenigbaar geacht, elke, zelfs onbezoldigde, opdracht of dienst, in particuliere zaken met winstoogmerk. Deze bepaling vindt echter geen toepassing op opdrachten die namens de Regering in privé-ondernemingen uitgeoefend worden.

**Art. 14.** Op eensluidend advies van de Directieraad wordt de cumulatie van activiteiten in privé- of overheidszaken door de Regering toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° de cumulatie is niet van dien aard dat het vervullen van de ambtsplichten in het gedrang wordt gebracht;

2° de cumulatie valt niet samen met een van de bezigheden die de Regering onverenigbaar acht met de hoedanigheid van ambtenaar.

3° de cumulatie is niet van dien aard dat de continuïteit van de diensten in het gedrang wordt gebracht.

**Art. 15.** De bepalingen van deze titel zijn eveneens van toepassing op de stagiairs.

### TITEL VI. — Werving, stage en benoeming

#### HOOFDSTUK I. — Werving

**Art. 16.** De Regering of de ambtenaar-generaal die zij daartoe heeft gemachtigd, kan elke betrekking van de laagste rang van elk niveau vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking van dezelfde rang die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven, ten einde er door werving in te voorzien.

**Art. 17. § 1.** Voor de werving in een graad ingedeeld in rang 15 of in rang 16, staat het de Regering vrij om personen die het bewijs leveren van een bijzondere bevoegdheid in verband met de toe te kennen betrekking geheel of gedeeltelijk te ontslaan van de voorwaarden bepaald in artikel 11, § 1, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

Geen benoeming zal met toepassing van deze regel geschieden, zonder dat :

1° de Regering het advies van de vaste wervingssecretaris heeft ingewonnen over de noodzaak dit artikel toe te passen;

2° in het *Belgisch Staatsblad* het voornemen van de Regering om de procedure van dit artikel te volgen, is bekendgemaakt. Dit bericht zegt dat de kandidaturen binnen de vijftien dagen aan de bevoegde minister moeten worden toegezonden;

3° de Directieraad van het ministerie waar de benoeming zal plaatshebben, heeft geadviseerd over degene die vooraf door de Regering uit de opgekomen gegadigden is aangewezen om voor de afwijking in aanmerking te komen;

4° de Regering heeft beraadslaagd.

§ 2. Het benoemingsbesluit stelt vast dat deze procedure is gevolgd en wordt in extenso in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Het noemt de bepalingen op waarvan het afwijkt en vermeldt uitdrukkelijk elk der onderstaande punten :

1° de vacature van de betrekking in de vaste personeelsformaties van het bestuur;

2° de dwingende noodzaak zonder verder verwijl te voorzien in deze vacature;

3° de onmogelijkheid in de vacature te voorzien bij wege van bevordering, verandering van graad of overdracht.

§ 3. Niemand kan benoemd worden overeenkomstig dit artikel indien hij op het ogenblik van de oproep tot de gegadigden, niet voldoet aan de hierna volgende voorwaarden :

1° in vast verband benoemd zijn in een betrekking met volledige dagtaak en onder een wettelijk of reglementair statuut vallen;

2° overeenkomstig het statuut waaronder de gegadigde valt in de betrekking die hij (zij) bekleedt, titularis zijn van een bevorderingsgraad of een bevorderings- of selectieambt;

3° in de loop van zijn (haar) loopbaan geslaagd zijn voor een wervings- of een bevorderingsexamen waarin het statuut voorziet waaronder de gegadigde valt in de betrekking die hij (zij) bekleedt;

4° in zijn graad of in zijn ambt een weddeschaal genieten die in al haar trappen hoger is dan de schaal verbonden aan de graad van eerstaanwendend attaché van de categorie van het administratief personeel.

§ 4. De ambtenaren die overeenkomstig dit artikel zijn aangeworven, vallen niet onder de bepalingen van hoofdstuk II.

#### HOOFDSTUK II. — De stage

**Art. 18.** Voordat de persoon die voor een wervingsexamen geslaagd is, tot de stage wordt toegelaten, wordt hij door de stagemester ingelicht over de algemene voorwaarden voor het verloop van de stage, over de mogelijkheden inzake dienstaanwijzing en loopbaan. Hij wordt tot de stage toegelaten in de graad waarvoor hij als geslaagd werd uitgeroepen en waarvoor hij de benoemingsvoorwaarden vervult.

**Art. 19. § 1.** De geslaagden worden tot de stage toegelaten door de tot benoemen bevoegde overheid.

Zij worden in dienst geroepen als stagiair, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk de eerste dag van de derde maand die volgt op die waarin de Vaste Wervingssecretaris de geslaagden ter beschikking van de Regering heeft gesteld.

Wanneer een geslaagde een opzeggingsperiode moet volbrengen bij toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt de in het eerste lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt.

§ 2. De stagiair ressorteert tijdens zijn stage onder de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken van de Diensten van de Regering en wordt door de tot benoemen bevoegde overheid ter beschikking van het bestuur gesteld waarbij hij zijn stage volbrengt overeenkomstig het in artikel 24 bedoelde programma.

**Art. 20.** De stage duurt :

- twaalf maanden voor de graden van niveau 1;
- negen maanden voor de graden van niveau 2+;
- zes maanden voor de graden van de niveaus 2 en 3;
- vier maanden voor de graden van niveau 4.

**Art. 21.** De stagiair komt in aanmerking voor hetgeen ten behoeve van ambtenaren van de Diensten van de Regering is bepaald inzake :

1° allerhande uitkeringen en vergoedingen voor zover het daartoe grond opleverende feit bestaanbaar is met een ononderbroken stage;

2° de bezoldigingsregeling;

Voor de toepassing van dit artikel worden de stagiairs geacht de graad te bezitten waarvoor zij zich kandidaat hebben gesteld.

**Art. 22. § 1.** Om de duur van de verrichte stage te berekenen, worden alle perioden waarin de stagiair in actieve dienst is, in aanmerking genomen.

Worden evenwel niet in aanmerking genomen, de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair reeds vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, zelfs indien hij gedurende deze afwezigheden in actieve dienst is.

Komen voor de berekening van deze dagen afwezigheid niet in aanmerking :

1° het jaarlijks vakantieverlof;

2° de uitzonderlijke verloven bedoeld bij de artikelen 6 en 6 bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid.

§ 2. Behoudens de in § 1, derde lid, opgesomde gevallen, hebben de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair gedurende vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, schorsing van de stage tot gevolg.

§ 3. In geval van schorsing van de stage behoudt de betrokkene zijn hoedanigheid van stagiair en wordt zijn administratieve toestand vastgesteld overeenkomstig de verordeningsbepalingen die op hem van toepassing zijn.

**Art. 23. § 1.** De stage van de kandidaten voor de niveaus 1 en 2+ wordt volbracht onder het meesterschap van een Stagecollege, bestaande uit :

— de ambtenaar-generaal onder wiens leiding de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken van de Diensten van de Regering staat;

— de ambtenaar-generaal tot wiens bevoegdheid het personeelsbeheer behoort;

— de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 onder wiens gezag de stagiair gesteld is;

— de verantwoordelijke voor de Vormingsdienst, met adviesbevoegdheid.

§ 2. De stage van de kandidaten voor de andere niveaus wordt volbracht onder het gezamenlijk meesterschap van een stagemeeester en de onmiddellijke hiërarchische meerdere van het bestuur waarbij zij hun stage volbrengen.

§ 3. De stagemeeesters worden door de Regering benoemd onder de ambtenaren van de Diensten van de Regering bekleed met een graad van rang 12 ten minste die een vormingsprogramma hebben gevolgd waarvan de inhoud wordt bepaald door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken. Er zijn ten hoogste drie stagemeeesters voor het geheel van de Diensten van de Regering.

**Art. 24.** De ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken is ermee belast de stageprogramma's in het werk te stellen.

De stagiair is verplicht de vormingscursussen te volgen waarvan de inhoud in het stageprogramma is bepaald.

De kandidaten voor niveau 1 moeten het Stagecollege, volgens de modaliteiten en binnen de termijn welke het vaststelt, een eindverhandeling ter hand stellen.

De kandidaten voor niveau 2+ moeten het Stagecollege, volgens de modaliteiten en binnen de termijn welke het vaststelt, een schriftelijk werk ter hand stellen dat bepaald wordt op grond van de categorie waartoe zij behoren.

**Art. 25.** Driemaandelijks en ook op het einde van de stage maakt het College een verslag van de stage op, overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

De in artikel 23, § 2, bedoelde ambtenaren stellen om de twee maanden een verslag van de stage op, overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

Deze verslagen bevatten op zijn minst een evaluatie van de wijze waarop de stagiair de vereiste kennis opdoet om zijn ambt uit te oefenen, een evaluatie van de gevolgde vormingscursussen alsook een advies over de manier waarop de betrokkene zich in het bestuur integreert.

Het wordt gevisieerd door de stagiair die er, in voorkomend geval, zijn mening aan toevoegt.

**Art. 26.** Binnen de maand vóór het einde van de stage beslissen het College of de in artikel 23, § 2, bedoelde ambtenaren naargelang van het geval :

- 1° de benoeming van de stagiair voor te stellen aan de tot benoemen bevoegde overheid;
- 2° de stage ten hoogste met een derde van haar duur te verlengen, waarbij de stage niet meer dan één enkele keer kan worden verlengd;
- 3° de afdanking van de stagiair voor te stellen aan de tot benoemen bevoegde overheid.

**Art. 27.** In het geval bedoeld in artikel 26, 3°, kan de stagiair binnen tien dagen na de kennisgeving van zijn afdanking, tegen het over hem uitgesproken voorstel een beroep instellen bij de Raad van Beroep bedoeld in titel XII van dit besluit.

Met het oog op het onderzoek van het beroep, vergadert de Raad van Beroep binnen dertig dagen nadat het bij hem aanhangig werd gemaakt.

Dit beroep is opschortend en de stage wordt verlengd tot de datum waarop de beslissing van de overheid die benoemt in het bestuur waar de stagiair zijn stage heeft volbracht en die werd verzocht zich uit te spreken over het voorstel van de bovengenoemde Raad, uitwerking heeft.

### HOOFDSTUK III. — Benoeming

**Art. 28.** In het in artikel 26, 1°, bedoelde geval wordt de stagiair door de tot benoemen bevoegde overheid tot ambtenaar van de Diensten van de Regering benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van zijn graad en van zijn categorie die in de personeelsformatie van de Diensten van de Regering bestaat.

**Art. 29.** Voor de berekening van de administratieve anciënniteit en de geldelijke anciënniteit neemt de stagiair rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

Indien de toelating tot de stage wordt vertraagd omdat een onderzoek geboden is om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in de Diensten van de Regering door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat.

Dit artikel mag geen afbreuk doen aan de bepalingen die van toepassing zijn op de wegens lichamelijke ongeschiktheid onder voorbehoud toegelaten personeelsleden.

**Art. 30.** De ambtenaren leggen de eed af bedoeld bij artikel 1, § 4, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes in handen van de Regering of van de Minister of van de ambtenaar-generaal aan wie de Regering deze bevoegdheid heeft overgedragen.

Indien zij weigeren de eed binnen de maand af te leggen, worden zij als ontheven van hun ambt geacht.

### TITEL VII. — Anciënniteit

**Art. 31. § 1.** Voor de toepassing van de verordeningsbepalingen die uitgaan van de administratieve anciënniteit, wordt onder de ambtenaren wier anciënniteit moet worden vergeleken de voorrang als volgt bepaald :

- 1° de ambtenaar met de grootste niveauanciënniteit;
- 2° bij gelijke niveauanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

§ 2. Voor de toepassing van de verordeningsbepalingen die uitgaan van de graad-, de niveau- of de dienstanciënniteit, wordt de anciënniteit van de ambtenaar bepaald overeenkomstig de artikelen 32 tot 36.

**Art. 32.** Voor het berekenen van de graad- en niveauanciënniteit komen alleen in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaar als stagiair en als ambtenaar van de Diensten van de Regering zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht en als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Voor het berekenen van de dienstanciënniteit komen in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaar in enigerlei hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht als lid van het personeel van een ministerie en als titularis van een ambt met volledige prestaties.

De werkelijke diensten die de ambtenaar als stagiair en als rijksambtenaar of als ambtenaar van de Diensten van een Gemeenschaps- of Gewestregering heeft verricht, zijn gelijkgesteld met de werkelijke diensten verricht als ambtenaar van de Diensten van de Regering.

**Art. 33. § 1.** Voor de graadanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in de graden die door de toe te passen bepalingen in aanmerking worden genomen, of vanaf de datum waarop de ambtenaar voor latere bevordering is gerangschikt ingevolge terugwerking van zijn benoeming in zulke graden.

§ 2. Voor de niveauanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in een graad van het betreffende niveau, of vanaf de datum waarop de ambtenaar voor latere bevordering is gerangschikt ingevolge terugwerking van zijn benoeming in zulk een graad.

**Art. 34. § 1.** De ambtenaar wordt geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang hij zich in een administratieve toestand bevindt op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt.

§ 2. Vrijwillig is de onderbreking die door de daad of de schuld van de ambtenaar is veroorzaakt.

§ 3. Volledig zijn de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt.

**Art. 35.** De graad-, de niveau- en de dienstanciënniteit zijn gelijk aan de som van de volle kalendermaanden tijdens welke voor het berekenen ervan in aanmerking komende diensten zijn verricht.

Voor de toepassing van het eerste lid op de ambtenaren die gemachtigd zijn hun ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid uit te oefenen :

- a) worden prestaties van 1976 uren deeltijdse arbeid geteld voor twaalf volle kalendermaanden;
- b) worden prestaties van een twaalfde van 1976 uren deeltijdse arbeid geteld voor één volle kalendermaand, waarbij elk uurgedeelte wordt verwaarloosd;
- c) worden de werkelijke diensten die niet de eerste dag van de maand begonnen zijn of die vóór de laatste dag van de maand beëindigd zijn, verwaarloosd.

**Art. 36. § 1.** De Regering bepaalt in welke verhouding, voor de berekening van de graad-, de niveau- of de dienstanciënniteit, in aanmerking kunnen komen :

- a) de diensten die in de Diensten van de Regering in een ambt met andere onvolledige prestaties dan de verminderde prestaties uitgeoefend wegens persoonlijke aangelegenheid;
- b) de diensten verricht in andere openbare diensten dan de Diensten van de Regering, waarvan het personeel onder de regeling staat van een statuut dat door de Regering als gelijkaardig aan het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering is erkend;
- c) de diensten in enigerlei hoedanigheid verricht, wanneer dit een van de eisen voor de werving van de ambtenaar was;

§ 2. Het geval van de ambtenaar die, in deze hoedanigheid, titularis van een afgeschafte graad is of geweest is, wordt door de Regering geregeld.

## TITEL VIII. — Loopbaan

### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Art. 37.** Behoudens wat de bevordering in een vlakke loopbaan betreft, kan de Regering of de ambtenaar-generaal aan wie zij deze bevoegdheid heeft overgedragen elke betrekking vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven ten einde er door bevordering, door verandering van graad, door verandering van categorie of door overplaatsing in te voorzien.

**Art. 38.** Een door de Regering goedgekeurd reglement bepaalt voorafgaandelijk, voor elk van de betrekkingen die bij wege van bevordering door verhoging in graad of van verandering van graad in een niveau toegankelijk is, de bijzondere voorwaarden voor de toegang tot het ambt dat overeenstemt met elk van die betrekkingen. Behoudens wat betreft de bijzondere voorwaarden voor de toegang tot ambten die overeenstemmen met betrekkingen van de rangen 17 en 16, worden de bijzondere voorwaarden door de Directieraad voorgelegd.

Deze voorwaarden omvatten inzonderheid de bijzondere titels, bekwaamheid en kwalificaties die voor de uitoefening van dat ambt gewenst zijn.

De bijzondere voorwaarden worden opnieuw ter kennis van de ambtenaren gebracht ter gelegenheid van de oproep tot de gegadigden.

**Art. 39.** De Directieraad brengt een met redenen omkleed advies uit over de kwaliteiten van de gegadigden en hun geschiktheid tot het uitoefenen van het ambt dat overeenstemt met die betrekking, ongeacht de wijze waarop bedoelde betrekking wordt toegekend, met uitzondering van werving.

**Art. 40.** Van de met redenen omklede adviezen opgesteld overeenkomstig artikel 39 betreffende al de gegadigden voor een bepaalde betrekking wordt tegen bewijs van ontvangst of bij ter post aangetekende brief aan ieder onder hen kennis gegeven.

De gegadigde die zich benadeeld voelt, kan binnen tien dagen na de in vorig lid bedoelde kennisgeving bij de Directieraad bezwaar aantekenen.

Hij wordt op zijn verzoek gehoord. Hij kan zich door de persoon naar eigen keuze laten bijstaan, met uitzondering van een lid van de Directieraad.

### HOOFDSTUK II. — Bevordering

#### Afdeling I. — Bevordering in het algemeen

**Art. 41.** De bevordering is de benoeming van een ambtenaar tot een graad van een hogere rang, die bij hetzelfde of bij een hoger niveau is ingedeeld.

Er zijn drie soorten van bevordering :

- 1° bevordering door overgang naar het niveau boven dat van de graad van de ambtenaar;
- 2° bevordering in een vlakke loopbaan in een zelfde niveau;
- 3° bevordering door verhoging in graad in een zelfde niveau.

**Art. 42.** Om bevorderd te worden, moet de ambtenaar zich in een administratieve stand bevinden waarin hij zijn aanspraken op bevordering kan doen gelden. Bovendien moet hij een gunstige evaluatie gekregen hebben.

**Art. 43. § 1.** De in artikel 41, 1° en 3°, bedoelde bevorderingen zijn alleen mogelijk wanneer een vaste betrekking van de toe te kennen graad vacant is.

§ 2. De vacature van een bij bevordering, zoals bedoeld in § 1, toe te kennen betrekking wordt ter kennis gebracht van de benoembare ambtenaren door een bekendmaking van vacante betrekking.

De bekendmaking van vacante betrekking wordt ofwel overhandigd aan elk der betrokken ambtenaren tegen ondertekend ontvangstbewijs dat de datum van ontvangst der bekendmaking vermeldt ofwel bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ter post aan het door de betrokkene laatst opgegeven adres.

Wanneer de ambtenaar om welke reden ook tijdelijk uit de dienst verwijderd is, wordt hem de bekendmaking van vacante betrekking bij een ter post aangetekend schrijven gezonden aan het door hem laatst opgegeven adres.

§ 3. In geval van in voornoemd § 1 bedoelde bevordering, worden alleen in aanmerking genomen de titels van de ambtenaren die per aangetekende brief gesolliciteerd hebben binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op die waarop de bekendmaking van de vacante betrekking aan de betrokkenen werd overhandigd of door de post is aangeboden.

Het is aan de ambtenaren toegelaten, binnen de door de Regering te stellen voorwaarden, naar elke betrekking te dingen die tijdens hun afwezigheid zou worden openverklaard. De geldigheid van die sollicitatie is vastgesteld op twee maanden.

§ 4. De gegadigde moet aan de voorwaarden vereist voor de bevordering beantwoorden op de datum van de oproep tot de kandidaten.

#### Afdeling II. — Bevordering door overgang naar het hogere niveau

Art. 44. § 1. De vergelijkende examens voor overgang naar een hoger niveau worden georganiseerd voor de bevordering door overgang naar de graden van de rangen 30, 20, 25 of 10.

§ 2. Onverminderd de door dit statuut gestelde voorwaarden, mogen deelnemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, mits zij één jaar niveauanciënniteit tellen :

a) voor de bevordering tot een graad van rang 10, alle ambtenaren van de niveaus 2 of 2+ van het ministerie die vast benoemd zijn in hun niveau;

b) voor de bevordering tot een graad van rang 25, alle ambtenaren van het ministerie die vast benoemd zijn in een graad van niveau 2;

c) voor de bevordering tot een graad van rang 20, alle ambtenaren van het ministerie die vast benoemd zijn in een graad van niveau 3;

d) voor de bevordering tot een graad van rang 30, alle ambtenaren van het ministerie die vast benoemd zijn in een graad van niveau 4.

De Regering kan andere voorwaarden toevoegen aan deze die in deze paragraaf vereist zijn om te mogen deelnemen aan vergelijkende overgangsexamens met het oog op de benoeming in betrekkingen van de rangen 10, 25, 20 en 30 die zij bepaalt, wanneer deze voorwaarden verantwoord zijn door de aard van deze betrekkingen.

§ 3. De in § 1 gestelde deelnemingsvoorwaarden moeten vervuld zijn op de datum die werd bepaald in de oproep tot de kandidaten voor het sluiten van de inschrijvingen voor het vergelijkend examen.

Art. 45. Om aan een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau deel te mogen nemen, moet de ambtenaar zich in een administratieve stand bevinden waarin hij zijn aanspraken op bevordering kan doen gelden. Bovendien mag hij geen ongunstige evaluatievermelding hebben gekregen.

De ambtenaar die tijdens de duur van de examengedeelten de in vorig lid bepaalde voorwaarden niet langer vervult, verliest het voordeel van zijn eventueel slagen voor het vergelijkend examen.

#### Afdeling III. — Bevordering door verhoging in graad

##### A. Benoeming tot de graad van secretaris-generaal

Art. 46. Voor de benoeming tot de graad van secretaris-generaal, doet de Regering een oproep tot de kandidaten door middel van een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Dit bericht vermeldt :

— de vacante betrekking;

— de termijn waarbinnen de kandidaturen bij de Regering moeten ingediend worden;

— de voorwaarden vereist om bevorderd te worden tot die betrekking.

Art. 47. Tot de graad van rang 17 kunnen worden bevorderd, de ambtenaren van de Diensten van de Regering bekleed met een graad van rang 15 of van rang 16 die ten minste een jaar graadanciënniteit tellen.

De ambtenaren bekleed met een graad van rang 17 mogen hun overplaatsing naar de vacante betrekking aanvragen.

Zowel de overplaatsing als de bevordering worden toegekend bij een door de Regering overlegd besluit.

##### B. Benoeming tot de graad van directeur-generaal

Art. 48. De ambtenaren die sedert ten minste een jaar met een graad van rang 15 bekleed zijn, kunnen door de Regering bevorderd worden tot de graad van directeur-generaal.

##### C. Benoeming tot de graad van adjunct-directeur-generaal

Art. 49. § 1. De ambtenaren die sedert ten minste een jaar met een graad van rang 12 bekleed zijn en die tien jaar anciënniteit in niveau 1 tellen, kunnen door de Regering bevorderd worden tot de graad van adjunct-directeur-generaal en voor een in artikel 8 § 3, 2° bedoelde betrekking aangewezen worden.

§ 2. De ambtenaren die sedert ten minste een jaar met een graad van rang 12 bekleed zijn, kunnen door de Regering aangesteld worden om het in artikel 8, § 3, 1° bedoelde ambt van adjunct-directeur-generaal voor een proefperiode van drie jaar uit te oefenen.

De bepalingen van hoofdstuk I en hoofdstuk II, afdeling I van deze titel zijn van toepassing op deze aanstelling.

Art. 50. Onverminderd artikel 11, oefent de ambtenaar aangesteld overeenkomstig artikel 49, § 2, alle prerogatieven uit in verband met de uitoefening van het ambt van adjunct-directeur-generaal.

Tijdens die periode is hij verplicht de vormingscursussen te volgen waarvan het programma wordt bepaald door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

Daartoe geniet hij een vormingstoelage waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het recht op een vormingstoelage wordt gedurende een periode van drie jaar behouden na de termijn van de proefperiode, ongeacht het eindresultaat ervan, behalve wanneer zij onderbroken werd wegens tuchtmaatregel of wanneer de ambtenaar een evaluatie "met voorbehoud" heeft gekregen.

In geen geval mag er gelijktijdig meer dan een vormingstoelage aan eenzelfde ambtenaar worden uitgekeerd.



**Art. 51.** Tijdens de proefperiode blijven de bepalingen van titel X gelden voor de ambtenaar. De hiërarchische meerderen waarvan sprake in de artikelen 87 en 88 zijn de hiërarchische meerderen onder wier werkelijk gezag de ambtenaar is gesteld.

Indien het evaluatieverslag waarvan sprake in artikel 87 concludeert dat betrokkene een vermelding "met voorbehoud" of eert ongunstige vermelding verdient, wordt de taak die aan de tot benoemen bevoegde overheid wordt toebedeeld door de Regering uitgeoefend.

Van rechtswege wordt een einde gemaakt aan de proefperiode op de datum van de definitieve toekenning van een vermelding "met voorbehoud".

**Art. 52.** Voor de toepassing van titel XI, wordt de taak toegewezen aan de tot benoemen bevoegde overheid, door de Regering uitgeoefend.

Van rechtswege wordt een einde gemaakt aan de proefperiode op de datum van de definitieve toekenning van een tuchtstraf.

**Art. 53.** Op het einde van de proefperiode maakt de Directieraad de balans op van de periode die concludeert tot een voorstel van benoeming of van niet-benoeming van de ambtenaar in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

Van de balans wordt aan betrokkene bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

Indien hij zich benadeeld voelt, kan de ambtenaar binnen tien dagen na de in vorig lid bedoelde kennisgeving bezwaar aantekenen bij de Directieraad.

Hij wordt op zijn verzoek gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze, behalve door een lid van de Directieraad.

*D. Benoeming tot een graad van de andere rangen*

**Art. 54.** De bevordering door verhoging in graad binnen de niveaus gebeurt in de categorie waartoe de ambtenaar behoort.

**Art. 55.** De ambtenaren bekleed met een graad van rang 10 of van rang 11 die ten minste vijf jaar anciënniteit tellen in niveau 1, kunnen bevorderd worden tot een graad van rang 12.

**Art. 56.** De ambtenaren bekleed met een graad van rang 25 of van rang 26 die vijf jaar anciënniteit in niveau 2+ tellen, kunnen bevorderd worden tot rang 27.

**Art. 57.** De ambtenaren bekleed met een graad van rang 20 of van rang 21 die vijf jaar anciënniteit in niveau 2 tellen, kunnen bevorderd worden tot rang 22.

**Art. 58.** De ambtenaren bekleed met een graad van rang 30 of van rang 31 die vijf jaar anciënniteit in niveau 3 tellen, kunnen bevorderd worden tot rang 32.

**Art. 59.** De ambtenaren bekleed met een graad van rang 40 of van rang 41 die vijf jaar anciënniteit in niveau 4 tellen, kunnen bevorderd worden tot rang 42.

#### *Afdeling IV. — Bevordering in een vlakke loopbaan*

**Art. 60.** De bevordering in een vlakke loopbaan is de benoeming van een ambtenaar, bekleed met een wervingsgraad, tot de graad van de onmiddellijk hogere rang, in dezelfde categorie, zonder dat er vacante vaste betrekkingen van deze graad bestaan en zonder dat de betrokkene zich kandidaat moet stellen.

**Art. 61.** De ambtenaar bekleed met een graad van rang 10 die vijftien jaar anciënniteit in niveau 1 telt, wordt bevorderd tot rang 11.

**Art. 62.** De ambtenaar bekleed met een graad van rang 25 die vijftien jaar anciënniteit in niveau 2+ telt, wordt bevorderd tot rang 26.

**Art. 63.** De ambtenaar bekleed met een graad van rang 20 die vijftien jaar anciënniteit in niveau 2 telt, wordt bevorderd tot rang 21.

**Art. 64.** De ambtenaar bekleed met een graad van rang 30 die vijftien jaar anciënniteit in niveau 3 telt, wordt bevorderd tot rang 31.

**Art. 65.** De ambtenaar bekleed met een graad van rang 40 die vijftien jaar anciënniteit in niveau 4 telt, wordt bevorderd tot rang 41.

#### *HOOFDSTUK III. — Verandering van graad en van categorie*

**Art. 66.** De verandering van graad is de benoeming van een ambtenaar tot een andere graad van dezelfde rang dan de graad die hij bekleedt.

**Art. 67.** De verandering van categorie is de benoeming van een ambtenaar in een andere categorie dan die waartoe hij behoort.

Zij wordt afhankelijk gemaakt van het nagaan van de vereiste beroepsgeschiktheid en het bezit van de bekwaamheidsbewijzen volgens door de Regering nader te bepalen regels.

**Art. 68.** De bepalingen van de artikelen 42 en 43 zijn van toepassing op de verandering van graad en de verandering van categorie.

#### *HOOFDSTUK IV. — Overplaatsing*

**Art. 69.** Onder overplaatsing dient verstaan de wijziging in de dienstaanwijzing van een ambtenaar voor een betrekking van dezelfde graad en dezelfde categorie die in de personeelsformatie van zijn ministerie bestaat.

De wijziging in de dienstaanwijzing gebeurt ofwel op aanvraag van de ambtenaar ofwel in het belang van de dienst.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de overplaatsing op aanvraag van de ambtenaar en wijst de bevoegde overheid aan om die uit te voeren.

De ambtenaren-generaal bekleed met een graad van rang 15 die werden bevorderd in toepassing van artikel 49, § 1, mogen niet op hun aanvraag worden overgeplaatst.

HOOFDSTUK V. — *Het jaarboek van het personeel*

Art. 70. Jaarlijks wordt een naamlijst van de ambtenaren van de Diensten van de Regering bekendgemaakt met vermelding van hun niveau, hun rang, hun graad, hun administratieve anciënniteit, hun categorie, hun geboortedatum alsook de weddeschaal die hun wordt toegekend.

Art. 71. Er wordt een organogram van de Diensten van de Regering bekendgemaakt waarin de structuur van het secretariaat-generaal, de algemene besturen, de algemene directies en de algemene diensten wordt opgenomen met vermelding van de verantwoordelijke ambtenaren.

Bij elke wijziging van de structuur van de Diensten van de Regering wordt een nieuw organogram bekendgemaakt.

Art. 72. De bevoegdheden van de ambtenaren-generaal en van de ambtenaren aangewezen voor een proefperiode in een betrekking van rang 15 worden jaarlijks bekendgemaakt.

TITEL IX. - *Administratieve standen*HOOFDSTUK I. — *Algemene regelen*

Art. 73. De ambtenaar bevindt zich in een van de volgende standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° disponibiliteit.

Art. 74. De ambtenaar wordt voor de vaststelling van zijn administratieve stand altijd geacht in actieve dienst te zijn, behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem hetzij van rechtswege, hetzij bij beslissing van de bevoegde overheid in een andere administratieve stand plaatst.

Art. 75. De artikelen 74 en 76, eerste lid, zijn van toepassing op de stagiairs.

De overige regelen van deze titel zullen op de stagiairs toepassing vinden in de mate door de Regering bepaald.

HOOFDSTUK II. — *Dienstactiviteit, schorsing in het belang van de dienst en nieuwe dienstaanwijzing*

Art. 76. Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling heeft de ambtenaar in actieve dienst recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde.

Hij kan zijn aanspraken op bevordering en op verandering van graad doen gelden.

Art. 77. De ambtenaar in actieve dienst kan, onder door de Regering gestelde voorwaarden, in zijn ambt worden geschorst, wanneer het belang van de dienst het vereist.

Art. 78. De ambtenaar wiens betrekking wordt afgeschaft en die in reffectatie is, overeenkomstig de bepalingen van artikel 49 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, is in actieve dienst.

HOOFDSTUK III. — *Non-activiteit*

Art. 79. Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling heeft de ambtenaar in de stand non-activiteit geen recht op wedde.

Hij kan alleen onder de door de Regering gestelde voorwaarden zijn aanspraken op bevordering en op een hogere wedde doen gelden.

Art. 80. Niemand kan in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de vereisten voldoet om in ruste te worden gesteld.

Art. 81. Onder de door de Regering gestelde voorwaarden is de ambtenaar op non-activiteit :

1° wanneer hij in vredetijd sommige militaire prestaties verricht of voor de civiele bescherming of voor taken van openbaar nut aangewezen wordt bij toepassing van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;

2° wanneer hij de uitvoering van een opdracht die niet van algemeen belang is erkend, voortzet;

3° wanneer aan de ambtenaar, om familiale redenen, toegestaan wordt voor een periode van lange duur afwezig te zijn;

4° wanneer hij afwezig is ingevolge een missie die aanleiding heeft gegeven tot vrijstelling van militaire dienst overeenkomstig artikel 16 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962;

5° wanneer hij afwezig is op grond van een machtiging om zijn ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid uit te oefenen.

Art. 82. Tuchtchorsing plaatst de ambtenaar ambtshalve in de administratieve stand non-activiteit.

Tijdens de periodes van tuchtchorsing kan de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering of op verhoging in wedde niet doen gelden.

HOOFDSTUK IV. — *Disponibiliteit*

Art. 83. De ambtenaar kan, onder de door de Regering te stellen voorwaarden, zonder opzegging in disponibiliteit worden gesteld :

1° wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;

2° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

3° wegens persoonlijke aangelegenheid.

Art. 84. Niemand kan in disponibiliteit gesteld of gehouden worden, wanneer hij voldoet aan de eisen om in ruste te worden gesteld.

Art. 85. Een wachtgeld van een door de Regering te bepalen bedrag kan worden verleend aan ambtenaren die overeenkomstig artikel 83, 1°, en 2° in disponibiliteit worden gesteld.

Het wachtgeld en de vergoedingen die eventueel worden toegekend aan ambtenaren in disponibiliteit, zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling welke geldt voor de bezoldiging van ambtenaren in actieve dienst.

Art. 86. Ambtenaren in disponibiliteit blijven ter beschikking van de Regering en kunnen, onder door de Regering te stellen voorwaarden, bij vacature weder in de personeelsformaties tewerkgesteld worden.

Zij moeten, binnen de door de Regering of door de daartoe gemachtigde ambtenaar gestelde tijd, de hun toegewezen dienst opnemen.

## TITEL X. — Evaluatie

### HOOFDSTUK I. — *Evaluatieprocedure*

Art. 87. Behoudens een vermelding "met voorbehoud" of een ongunstige vermelding die opgenomen wordt in het evaluatieverslag waarvan het model bij dit besluit gevoegd is, wordt iedere ambtenaar altijd geacht titularis te zijn van een gunstige evaluatie. Zijn evaluatie wordt hem persoonlijk ter kennis gebracht bij nota getekend door de twee hiërarchische meerderen bedoeld bij artikel 88, ten minste een maal om de twee jaar, na het onderhoud bedoeld bij artikel 25, 5°, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

Art. 88. De evaluatie geschiedt op grond van criteria die in het model van het verslag bedoeld in artikel 87 worden vastgesteld.

Het evaluatieverslag wordt opgesteld door de onmiddellijke hiërarchische meerdere en de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12;

Van het evaluatieverslag wordt aan de betrokkene kennis gegeven binnen de veertien dagen die volgen op het onderhoud waarvan sprake in artikel 87.

De ambtenaar viseert en dateert het verslag dat hij binnen de veertien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het vorige lid, samen met zijn eventuele opmerkingen, terugbezorgt.

De in het eerste lid bedoelde hiërarchische meerderen geven kennis van hun beslissing aan de betrokken ambtenaar binnen de tien dagen nadat het verslag terugbezorgd is.

Art. 89. Indien de ambtenaar niet kan instemmen met de hem toegekende evaluatie, kan hij zijn recht op beroep, wat de inhoud betreft, bij de Directieraad uitoefenen binnen de tien dagen na de in lid 4 van artikel 88 bedoelde kennisgeving:

De Directieraad geeft van zijn beslissing aan de betrokkene kennis binnen de drie maanden nadat de zaak bij hem aanhangig is gemaakt.

De ambtenaar kan zijn recht op beroep uitoefenen bij de Raad van Beroep binnen de tien dagen na de in lid 4 van artikel 88 bedoelde kennisgeving, indien het een beroep betreft dat alleen op de vorm betrekking heeft; binnen de tien dagen na de in lid 2 van dit artikel bedoelde kennisgeving, indien het beroep zowel inhoud als vorm betrof.

De Raad van Beroep brengt zijn advies uit binnen de drie maanden nadat de zaak bij hem aanhangig is gemaakt.

De beslissing tot toekenning van de evaluatie wordt genomen door de tot benoemen bevoegde overheid binnen de maand die volgt op de ontvangst door bedoelde overheid van het met redenen omkleed advies van de Raad van Beroep.

Indien de Directieraad of de Raad van Beroep de termijn van drie maanden die hun wordt opgelegd om een beslissing te treffen of om een advies uit te brengen, overschrijdt, wordt de beslissing of het advies altijd gunstig geacht voor de verzoeker.

Art. 90. § 1. De toekenning van een eerste ongunstige evaluatievermelding wordt altijd voorafgegaan door de toekenning van een vermelding "met voorbehoud".

§ 2. Ten vroegste zes maanden en uiterlijk een jaar na de datum waarop de toekenning van een vermelding "met voorbehoud" definitief is geworden, wordt een onderhoud georganiseerd volgens de in artikel 87 bedoelde nadere regels.

§ 3. Op het einde van dit onderhoud, beslissen de hiërarchische meerderen hetzij het evaluatieverslag te vernietigen, en in dit geval heeft de ambtenaar opnieuw een gunstige evaluatie, hetzij een nieuw evaluatieverslag op te maken waarin besloten wordt een eerste ongunstige vermelding toe te kennen.

§ 4. Ten vroegste zes maanden en uiterlijk een jaar na de datum waarop de toekenning van een eerste ongunstige vermelding definitief is geworden, wordt een onderhoud georganiseerd volgens de in artikel 87 bedoelde nadere regels.

§ 5. Op het einde van dit onderhoud, beslissen de hiërarchische meerderen hetzij het evaluatieverslag te vernietigen, en in dit geval heeft de ambtenaar opnieuw een gunstige evaluatie, hetzij een nieuw evaluatieverslag op te maken waarin besloten wordt een tweede ongunstige vermelding toe te kennen.

### HOOFDSTUK II. — *Ongunstige evaluatie en beroepsgeschiktheid*

Art. 91. De toekenning van een eerste ongunstige evaluatie heeft voor de betrokken ambtenaar, bekleed met een bevorderingsgraad, de toekenning vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de evaluatie definitief is geworden, van de weddeschaal van de onmiddellijk lagere graad in zijn categorie tot gevolg.

**Art. 92.** De toekenning van een eerste ongunstige evaluatie heeft voor de betrokken ambtenaar, bekleed met een wervingsgraad, het verlies, vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de evaluatie definitief is geworden, bij de afrekening van zijn niveauanciënniteit, van de periodes tijdens welke hij ongunstig werd geëvalueerd, tot gevolg.

**Art. 93.** De beroepsongeschiktheid van een ambtenaar wordt vastgesteld door de opeenvolging van twee evaluatieverslagen waarbij besloten wordt een ongunstige evaluatie toe te kennen.

Er wordt een einde gemaakt aan het ambt van de ambtenaar de eerste dag van de maand die volgt op deze waarin de tweede ongunstige evaluatie definitief is geworden.

Onder de door de Regering te bepalen voorwaarden kan een vergoeding wegens ontslag worden verleend.

### HOOFDSTUK III. — Evaluatie van de ambtenaren-generaal

**Art. 94.** Het in artikel 12 bedoelde Beperkt College neemt ten aanzien van de ambtenaren-generaal en de adjunct-directeurs-generaal de taak waar die aan de hiërarchische meerderen door de artikelen 87, 88 en 90 wordt toegewezen.

**Art. 95.** Voor de toepassing van artikel 94 op de adjunct-directeurs-generaal, is de weddeschaal van de onmiddellijk lagere graad deze die de betrokkene kon genieten vóór zijn benoeming tot een graad van rang 15.

**Art. 96.** De Minister tot wiens bevoegdheid de personeelszaken behoren of de Ministers die bevoegd zijn voor de aangelegenheden beheerd door de betrokken administrateur-generaal nemen samen de taak waar die aan de hiërarchische meerderen door de artikelen 87, 88 en 90 wordt toegewezen.

**Art. 97.** De in artikel 118 bedoelde Raad van Beroep voor ambtenaren-generaal is bevoegd om de beroepen ingesteld in het kader van de evaluatieprocedure voor de administrateurs-generaal, de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal te onderzoeken. De beslissing tot toekenning van de evaluatie wordt door de Regering genomen.

**Art. 98.** De evaluatie van de secretaris-generaal geschiedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 97; het recht op beroep wordt evenwel rechtstreeks bij de Regering uitgeoefend, die de eindbeslissing neemt.

### TITEL XI. — Tuchtregeling

**Art. 99.** De ambtenaar die zijn plichten niet nakomt, kan één van de volgende straffen ondergaan :

1. terechtwijzing;
2. blaam;
3. inhouding van wedde;
4. tuchtschorsing;
5. terugzetting in graad;
6. afzetting.

**Art. 100. § 1.** Inhouding van wedde wordt toegepast gedurende ten hoogste drie maanden en zij mag niet hoger zijn dan een vijfde van de nettowedde.

**§ 2.** Terugzetting in graad bestaat in de toekenning van een graad van een lagere rang die in hetzelfde niveau en in dezelfde categorie of in een lager niveau is ingedeeld.

De ambtenaar neemt in de nieuwe graad rang in op de datum waarop de in het eerste lid bedoelde toekenning van een graad uitwerking heeft.

**Art. 101.** Elke tuchtstraf wordt op het dossier van de ambtenaar ingetekend.

**Art. 102.** De tuchtstraf wordt uitgesproken door de tot benoemen bevoegde overheid, behalve de terugzetting in graad en de afzetting die door de Regering worden uitgesproken.

**Art. 103. § 1.** De tuchtstraffen worden voorlopig voorgesteld door de onmiddellijke hiërarchische meerdere, bekleed met een graad van ten minste rang 12.

Deze meerdere zendt zijn voorlopig voorstel over aan de Directieraad binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de dag nadat dit behoorlijk gestaafd voorlopig voorstel aan de betrokken ambtenaar is medegedeeld.

**§ 2.** De Directieraad brengt het definitieve voorstel uit binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de dag nadat hem het voorlopig voorstel is medegedeeld.

De betrokken ambtenaar kan vragen om gehoord te worden en mag te dezer gelegenheid zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

De Directieraad kan voorstellen :

- het voorlopig voorstel in te willigen;
- geen straf op te leggen;
- een mildere straf op te leggen dan deze die in het voorlopig voorstel voorkomt.

**§ 3.** Van het voorstel van de Directieraad wordt aan de betrokken ambtenaar kennis gegeven door zijn voorzitter.

**§ 4.** De ambtenaar tegen wie een tuchtstraf definitief voorgesteld is, kan hiertegen, binnen een termijn van veertien dagen na kennisgeving ervan, beroep instellen bij de Raad van Beroep, die vóór iedere beslissing van de overheid een gemotiveerd advies uitbrengt.

§ 5. De in artikel 102 bedoelde overheid neemt binnen de maand die volgt op de ontvangst door deze overheid van het advies van de Raad van Beroep haar met redenen omklede beslissing, die :

- ofwel met het definitief voorstel overeenstemt;
- ofwel het door de Raad van Beroep uitgebracht advies opvolgt.

**Art. 104. § 1.** Elke tuchtstraf behalve de afzetting wordt in het persoonlijk dossier van de ambtenaar doorgehaald onder de in § 2 bepaalde voorwaarden.

Onverminderd de uitvoering van de straf, heeft de doorhaling tot gevolg dat met de doorgehaalde tuchtstraf geen rekening meer mag worden gehouden inzonderheid bij de appreciatie van de aanspraken op bevordering van de ambtenaar en bij de evaluatie.

§ 2. De doorhaling van de tuchtstraffen geschiedt van ambtswege na een termijn waarvan de duur is vastgesteld op :

- zes maanden voor de terechtwijzing;
- negen maanden voor de blaam;
- één jaar voor de inhouding van wedde;
- twee jaar voor de tuchtschorsing;
- drie jaar voor de terugzetting in graad.

De termijn loopt vanaf de datum waarop de straf is uitgesproken.

**Art. 105.** De tuchtvordering mag alleen betrekking hebben op feiten die zich hebben voorgedaan of werden vastgesteld binnen een termijn van zes maanden voorafgaande aan de datum waarop de vordering wordt ingesteld.

In geval van strafvordering moet de tuchtvordering ingesteld worden binnen de zes maanden na de kennisgeving van de definitieve rechterlijke beslissing door de overheid die het voorlopig voorstel moet uitbrengen.

## TITEL XII. — De Raden van Beroep

**Art. 106.** Er wordt een Raad van Beroep voor de Diensten van de Regering ingesteld, die bevoegd is voor de ambtenaren van bedoelde Diensten, behalve de ambtenaren-generaal.

**Art. 107. § 1.** De Raad van Beroep voor de Diensten van de Regering omvat twee afdelingen :

De eerste afdeling is bevoegd voor de beroepen voor tucht- en evaluatiezaken. Zij wordt voorgezeten door een magistraat.

De tweede afdeling is bevoegd voor de beroepen inzake afwezigheid en evaluatie van de stage. Zij wordt voorgezeten door een ambtenaar-generaal. Deze is niet stemgerechtigd.

§ 2. Benevens de voorzitters is de Raad van Beroep samengesteld uit assessoren gekozen onder de ambtenaren en uit een griffier-rapporteur.

§ 3. Voor iedere voorzitter en voor de griffier-rapporteur wordt een plaatsvervanger aangewezen.

Voor iedere assessor worden twee plaatsvervangers aangewezen.

§ 4. De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter worden door de Regering benoemd.

§ 5. De assessoren en de plaatsvervangende assessoren worden voor de helft aangewezen door de vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII zijn vertegenwoordigd naar rato van twee assessoren en vier plaatsvervangende assessoren per vakorganisatie. Voor de andere helft worden zij door de Regering aangewezen.

De assessoren worden gekozen onder de ambtenaren van de Diensten van de Regering, die ten minste 35 jaar oud zijn en tien jaar dienstanciënniteit tellen. Bij gebrek aan ambtenaren die aan deze voorwaarde voldoen, kan ervan afgeweken worden. Zij mogen geen vermelding van ongunstige evaluatie noch een vermelding van evaluatie "met voorbehoud" hebben gekregen.

§ 6. De griffier-rapporteur en de plaatsvervangende griffier-rapporteur worden door de Regering onder de ambtenaren van niveau 1 aangewezen.

De griffier-rapporteur en de plaatsvervangende griffier-rapporteur zijn niet stemgerechtigd.

§ 7. De gewone of plaatsvervangende assessoren die zitting hebben voor het onderzoek van een zaak, moeten tot hetzelfde niveau als of een hoger niveau dan dat van de verzoeker behoren.

§ 8. In elke zaak wijst de Regering of de minister of de door hem daartoe gemachtigde ambtenaar-generaal een ambtenaar aan om het betwiste voorstel te verdedigen.

Die ambtenaar mag de beraadslaging niet bijwonen. Het advies vermeldt dat dit verbod is nagekomen.

**Art. 108.** Wanneer in een bepaalde zaak, die voorgelegd is aan de Raad van Beroep, een assessor niet ten minste tot verzoekers niveau behoort, wordt hij vervangen door een plaatsvervangend assessor van dat of van een hoger niveau.

Wanneer te weinig plaatsvervangende assessoren aan die eis voldoen, worden binnen ten hoogste één maand, volgens de regelen die voor de aanwijzing van gewone en plaatsvervangende assessoren gelden, plaatsvervangende assessoren aangewezen, die aan alle eisen van artikel 107 voldoen.

Hoe het zij, na verloop van een termijn van een maand, beraadslaagt en beslist de betrokken Raad van Beroep geldig, zodra het getal van zijn assessoren ten minste gelijk is aan de helft plus één van het getal der assessoren die normaal de Raad van Beroep vormen, zonder dat er evenveel door de vakorganisaties als door de Regering aangewezen assessoren hoeven te zijn.

**Art. 109.** De lijst van de assessoren en de plaatsvervangende assessoren wordt aan de verzoeker uiterlijk twee weken vóór de vergadering van de Raad van Beroep medegedeeld. Vanaf de datum waarop hij deze lijst heeft gekregen, heeft hij één week tijd om aan de griffier-rapporteur de namen op te geven van de assessoren of van de plaatsvervangende assessoren die hij wenst te wraken.

De verzoeker mag niet tegelijkertijd een assessor en zijn twee plaatsvervangers wraken.

**Art. 110.** Gewraakt wordt bovendien de assessor die naar het oordeel van de voorzitter als rechter in eigen zaak beschouwd zou kunnen worden.

**Art. 111.** De Raad van Beroep moet in het bezit gesteld worden van het volledig dossier van de zaak die hij moet onderzoeken.

De Raad van Beroep mag over geen aanvraag beraadslagen of beslissen, indien het onderzoek niet geheel geëindigd is, indien de verzoeker niet in de gelegenheid werd gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden en indien het dossier niet alle dienende gegevens bevat opdat die raad met volle kennis van zaken advies zou kunnen geven.

**Art. 112.** De Raad van Beroep kan niet beraadslagen of beslissen indien de meerderheid van de ter zitting opgeroepen assessoren niet aanwezig is.

Behalve wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 108, lid 3, moeten evenveel door de Regering als door de vakorganisaties aangewezen assessoren aan de stemming deelnemen; in voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meer bij loting aangewezen assessoren.

**Art. 113.** De Raad kan een aanvullend onderzoek aanbevelen en vragen dat daartoe worden afgevaardigd twee assessoren die de beraadslagingen hebben bijgewoond; behalve in gevallen waarin geen assessor aangewezen is door de vakorganisaties, worden deze twee assessoren gekozen, de ene uit de door de Regering, de andere uit de door een vakorganisatie aangewezen assessoren.

Na onderzoek stuurt de Raad van Beroep het dossier aan de overheid die de beslissing moet nemen en geeft hij haar kennis van zijn gemotiveerd advies. Hij vermeldt met hoeveel stemmen voor of tegen de stemming werd verkregen.

De stemming is geheim. Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

De verzoeker en zijn verdediger kunnen ter griffie van de Raad van Beroep kennis nemen van het uitgebracht advies.

Zij kunnen er afschrift van bekomen.

**Art. 114.** Behalve bij gewettigde verhindering verschijnt de verzoeker persoonlijk. Hij kiest zijn verdediger naar eigen keuze, die hoe dan ook geen deel mag uitmaken van de Raad van Beroep.

**Art. 115.** Indien de ambtenaar, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, beschouwt de Raad van Beroep de zaak als niet meer bij hem aanhangig en doet hij het dossier toekomen aan de overheid die de beslissing moet nemen.

**Art. 116.** De voorzitters, de assessoren, de verdediger, indien hij lid van het personeel is, alsook de verzoeker, indien het advies van de Raad hem gunstig is, ontvangen de volgens de verordeningsbepalingen berekende vergoedingen voor reis- en verblijfkosten.

**Art. 117.** Beide afdelingen stellen een enkele procedureregeling vast voor de Raad van Beroep. Deze moet door de Regering worden goedgekeurd.

**Art. 118.** De Regering richt de Raad van Beroep op die bevoegd is voor de ambtenaren-generaal en bepaalt zijn samenstelling.

### TITEL XIII. — Personeelsformatie van de Diensten van de Regering

**Art. 119.** Binnen de Diensten van de Regering zijn er één of meerdere ministeries die, elk afzonderlijk, bestaan uit een secretariaat-generaal en algemene besturen.

De algemene besturen kunnen algemene directies en algemene diensten omvatten onder leiding van een ambtenaar-generaal.

**Art. 120.** De betrekkingen in de personeelsformaties van de Diensten van de Regering worden geglobaliseerd, ten minste op het niveau van de algemene diensten.

### TITEL XIV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

#### HOOFDSTUK I. — Overgangsbepalingen

**Art. 121.** Zolang de stagemesters niet overeenkomstig artikel 23, § 3 benoemd zijn, worden de functies die hun door dit statuut worden toegewezen, uitgeoefend door ten hoogste drie ambtenaren, daartoe door de Regering aangewezen. In afwijking van hetzelfde artikel, kunnen de ambtenaren die vormingscursussen hebben gevolgd die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit door de Algemene Directie voor Selectie en Vorming van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken werden georganiseerd met het oog op het behalen van een brevet van vormingsdirecteur, door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken vrijgesteld worden van sommige vormingscursussen.

**Art. 122.** In afwijking van hoofdstuk II van titel VI, worden de stages begonnen op de datum van inwerkingtreding van dit besluit voortgezet volgens de modaliteiten en voor de duur die van toepassing was op de datum van de toelating tot de stage.

De stagiairs worden na hun stage benoemd tot de graad die overeenstemt met de graad waarvoor zij zich kandidaat hebben gesteld, overeenkomstig bijlage II van dit besluit. Hoofdstuk III van titel VI is van toepassing op deze benoemingen.

**Art. 123.** Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt een einde gemaakt aan de op die datum aan de gang zijnde bevorderingsprocedures.

**Art. 124.** Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden de ambtenaren van de Diensten van de Regering benoemd tot de graad die in bijlage II vermeld is naast de graad die zij bekleeden, rekening houdend met hun niveauanciënniteit, overeenkomstig de artikelen 60 tot 65 van dit besluit.

De ambtenaren bekleed met de graad van onderbureauchef, bestuurschef, groepschef, hoofdmaatschappelijk assistent, hoofdverpleger of hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming, worden benoemd in de graad die in bijlage II vermeld is, naast de graad waarvan zij titularis zijn zolang hun geen nieuwe graad werd toegekend door bevordering, verandering van graad of terugzetting in graad.

De ambtenaren bekleed met een graad van de rangen 13, 14, 15, 16 en 17 worden op dezelfde datum benoemd tot de graad die vermeld is in bijlage II naast de graad die zij bekleeden.

**Art. 125.** In afwijking van de bepalingen van titel VIII :

1° hebben de ambtenaren die met de graad van onderbureauchef bekleed zijn, de voorrang op de ambtenaren die met de graad van assistent of eerstaanwezend assistent voor de toegang tot de graad van eerste assistent;

2° kunnen de ambtenaren die met de graad van bestuurschef bekleed zijn, door verandering van graad, tot de graad van eerste assistent worden benoemd;

3° kunnen de ambtenaren die met de graad van groepschef bekleed zijn, door verandering van graad, tot de graad van eerste gegradueerde worden benoemd;

4° kunnen de ambtenaren die met de graad van hoofdmaatschappelijk assistent, hoofdverpleger of hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming, door verandering van graad, tot de graad van eerste gegradueerde worden benoemd.

**Art. 126.** Zolang de Regering geen gebruik heeft gemaakt van de in de artikelen 75, 77, 79, 81, 83, 85 en 86 bedoelde mogelijkheid, blijven de bepalingen die van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, van toepassing.

**Art. 127.** In afwijking van de titels X, XI en XII van dit besluit, worden de beroepen ingesteld voor de Departementale Raad van Beroep van de Diensten van de Regering, voor de Commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid of voor de Stagecommissie, voortgezet volgens de bepalingen die van toepassing zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 128.** Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden de beoordelingsvermeldingen "zeer goed" en "goed", toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gelijkgesteld met de gunstige evaluatievermelding. De beoordelingsvermelding "onvoldoende" wordt gelijkgesteld met de evaluatievermelding "met voorbehoud" en de beoordelingsvermelding "slecht" wordt gelijkgesteld met een eerste ongunstige evaluatievermelding.

**Art. 129.** In afwijking van de artikelen 91 en 92, heeft de toekenning van een eerste ongunstige vermelding voor de betrokken ambtenaar die een weddeschaal geniet krachtens een overgangsbepaling, het verlies van de laatste tussentijdse verhoging die hij gekregen heeft tot gevolg te rekenen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de evaluatie definitief is geworden. Dit geldt ook voor de in artikel 133, lid 2 bedoelde ambtenaren.

## HOOFDSTUK II. — Opheffingsbepalingen

**Art. 130.** Het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel wordt opgeheven met uitzondering van de artikelen 17 bis, § 2, 21, 22, 23 lid 1, 27 § 1 en 2, lid 1, en § 3, 40, 41, 42, 42bis, 43, 44 en 70 bis, lid 2 en 102.

**Art. 131.** Artikel 2 ter van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, dat er bij het koninklijk besluit van 26 augustus 1987 werd ingevoegd, wordt opgeheven.

**Art. 132.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, zoals het werd gewijzigd;

2° het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, zoals het werd gewijzigd;

3° het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, zoals het werd gewijzigd;

4° het koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van conducteur, van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed, zoals het werd gewijzigd;

5° het koninklijk besluit van 18 april 1969 tot vaststelling van sommige regelen inzake overplaatsing van de Rijksambtenaren, zoals het werd gewijzigd;

6° het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, zoals het werd gewijzigd;

7° het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen, zoals het werd gewijzigd;

8° het koninklijk besluit van 16 november 1979 tot vaststelling van sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met een graad van de loopbaan van architect zijn bekleed;

9° het koninklijk besluit van 16 november 1979 tot vaststelling van sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met een graad van de loopbaan van industrieel ingenieur zijn bekleed, zoals het werd gewijzigd;

10° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1990 tot regeling van de benoeming in de graden van niveau 1 bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap, zoals het werd gewijzigd;

11° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1991 houdende constatering en coördinatie van het bestaan van bijzondere graden en de daaraan verbonden weddeschalen, in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;

12° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 januari 1992 houdende reglement voor de benoeming tot de graden van het tweede, derde en vierde niveau van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, zoals het werd gewijzigd;

13° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, zoals het werd gewijzigd;

14° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1992 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Diensten van de Executieve en van sommige instellingen van openbaar nut, zoals het werd gewijzigd.

**Art. 133.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996, behalve artikel 119, dat in werking treedt op de door de Regering bepaalde datum voor de inwerkingtreding van de personeelsformatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, en artikel 50, dat op 1 januari 1997 in werking treedt.

De ambtenaren bedoeld bij :

a) het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984 houdende sommige statutaire bepalingen in verband met de gespecialiseerde ambten in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

b) het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

c) het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen in verband met de gespecialiseerde ambten van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

d) het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen in verband met de gespecialiseerde ambten van de sportcentra van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

blijven evenwel onderworpen aan de bepalingen die van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, behalve wat betreft :

— de artikelen 3 en 4 van titel I;

— titel II;

— de artikelen 6, 7 en 8 van titel III;

— titel IV;

— titel V;

— de hoofdstukken II en III van titel VI;

— titel VII;

— de hoofdstukken IV en V van titel VIII;

— titel IX;

— titel X;

— titel XI;

— titel XII;

— titel XIII;

— de artikelen 123, 127, 128 en 129 van titel XIV.

**Art. 134.** De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 april 1995.

De Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,  
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,  
Ph. MAHOUX



## BIJLAGE I

## Hiërarchische indeling van de graden

## Niveau 1

## A. Ambtenaren-generaal

## Rangen :

17	Secretaris-generaal
16	Administrateur-generaal
16	Directeur-generaal
15	Adjunct-directeur-generaal

## B. Ambtenaren van de andere categorieën

## Rangen :

12	Directeur
11	Eerstaanwezend attaché
11	Eerstaanwezend inspecteur
10	Attaché
10	Inspecteur

## Niveau 2+

## Rangen :

27	Eerste gegradueerde
26	Eerstaanwezend gegradueerde
25	Gegradueerde

## Niveau 2

## Rangen :

22	Eerste assistent
21	Eerstaanwezend assistent
20	Assistent

## Niveau 3

## Rangen :

32	Eerste adjunct
31	Eerstaanwezend adjunct
30	Adjunct

## Niveau 4

## Rangen :

42	Eerste beambte
41	Eerstaanwezend beambte
40	Beambte

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter,  
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,  
Ph. MAHOUX

## BIJLAGE II

N	Huidige graad	R	Nieuwe graad	R	Categorie
1	secretaris-generaal	17	secretaris-generaal	17	ambtenaar-generaal
1	administrateur-generaal	16	administrateur-generaal	16	ambtenaar-generaal
1	commissaris-generaal voor toerisme	16	commissaris-generaal	16	ambtenaar-generaal
1	directeur-generaal	16	directeur-generaal	16	ambtenaar-generaal
1	adjunct-administrateur-generaal	15	adjunct-directeur-generaal	15	ambtenaar-generaal
1	commissaris voor toerisme	15	adjunct-directeur-generaal	15	ambtenaar-generaal
1	bestuursdirecteur	15	adjunct-directeur-generaal	15	ambtenaar-generaal
1	directeur-beheerder	15	adjunct-directeur-generaal	15	ambtenaar-generaal
1	inspecteur-generaal	15	adjunct-directeur-generaal	15	ambtenaar-generaal
1	architect-directeur	13	directeur	12	ambtenaar-generaal
1	adviseur	13	directeur	12	deskundig
1	adviseur ambtenarenzaken	13	directeur	12	administratief
1	rechtkundig adviseur	13	directeur	12	administratief
1	technisch adviseur	13	directeur	12	deskundig
1	adviseur-hoofd van dienst	13	directeur	12	administratief
1	directeur	13	directeur	12	administratief
1	adjunct-directeur-beheerder	14	directeur	12	administratief
1	leider van de technische dienst	13	directeur	12	administratief
1	informaticus-directeur	14	directeur	12	administratief
1	hoofdingenieur-directeur	13	directeur	12	deskundig
1	industriële ingenieur-directeur	13	directeur	12	deskundig
1	hoofdinspecteur	13	directeur	12	deskundig
1	hoofdinspecteur-directeur	13	directeur	12	inspectie
1	hoofd-geneesheer-directeur	13	directeur	12	deskundig
1	geneesheer-directeur	13	directeur	12	deskundig
1	eerste adviseur	14	directeur	12	deskundig
1	eerste rechtskundig adviseur	14	directeur	12	administratief
1	vertaler-directeur	13	directeur	12	administratief
1	architect	10	directeur	12	administratief
1	eerstaanwendend architect	11	attaché	10	deskundig
1	architect-hoofd van dienst	12	attaché	10	deskundig
1	bibliothecaris	10	attaché	10	deskundig
1	afdelingschef	11	attaché	10	administratief
1	intergewestelijk diensthoofd	10	attaché	10	administratief
1	eerstaanwendend commissaris	10	attaché	10	administratief
1	adjunct-adviseur	11	attaché	10	administratief
1	adjunct-adviseur-hoofd van dienst	12	attaché	10	administratief
1	adjunct-rechtskundig adviseur	11	attaché	10	administratief
1	pedagogisch adviseur	11	attaché	10	administratief
1	eerstaanwendend pedagogisch adviseur	11	attaché	10	administratief
1	coördinator-hoofd van dienst	11	attaché	10	administratief
1	administratief directeur	11	attaché	10	administratief
1	directeur 1ste klasse van een medisch-pedagogisch instituut	10	attaché	10	administratief

N	R	Huidige graad	R	Nieuwe graad	Categorie
1	11	directeur 2de klasse	10	attaché	administratief
1	11	directeur van een subregionale dienst	10	attaché	administratief
1	12	informaticus	10	attaché	deskundig
1	13	informaticus-deskundige	10	attaché	deskundig
1	10	ingenieur	10	attaché	deskundig
1	10	industriëel ingenieur	10	attaché	deskundig
1	11	eerstaanwezend industrieel ingenieur	10	attaché	deskundig
1	12	industriëel ingenieur-hoofd van dienst	10	attaché	deskundig
1	11	eerstaanwezend ingenieur	10	attaché	deskundig
1	12	eerstaanwezend ingenieur-hoofd van dienst	10	attaché	deskundig
1	10	inspecteur-hygiënist	10	attaché	deskundig
1	11	inspecteur-geneesheer-hoofd van dienst	10	attaché	deskundig
1	11	eerstaanwezend technisch inspecteur	10	attaché	deskundig
1	11	inspecteur-geneesheer	10	attaché	deskundig
1	11	inspecteur-geneesheer-psychiater	10	attaché	deskundig
1	10	geneesheer	10	attaché	deskundig
1	11	geneesheer-hoofd van dienst	10	attaché	deskundig
1	10	apotheker	10	attaché	deskundig
1	10	leraar	10	attaché	deskundig
1	10	psycholoog	10	attaché	administratief
1	10	bestuurssecretaris	10	attaché	administratief
1	10	administratief onderdirecteur	10	attaché	administratief
1	10	pedagogisch onderdirecteur	10	attaché	administratief
1	10	vertaler-revisor	10	attaché	administratief
1	11	eerstaanwezend vertaler-revisor	10	attaché	administratief
1	10	inspecteur	10	inspecteur	inspectie
1	11	eerstaanwezend inspecteur	10	inspecteur	inspectie
1	12	eerstaanwezend inspecteur-hoofd van dienst	10	inspecteur	inspectie
2+	28	hoofdmaatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")	27	hoofdmaatschappelijk assistent	gespecialiseerd
2+	24	groepschef	27	groepschef	gespecialiseerd
2+	28	hoofd van nursing	27	hoofd van nursing	gespecialiseerd
2+	28	hoofd-vast afgevaardigde	27	hoofd-vast afgevaardigde	gespecialiseerd
2+	28	hoofdverpleger	27	hoofdverpleger	gespecialiseerd
2+	29	gegradueerd hoofdverpleger	27	gegradueerd hoofdverpleger	gespecialiseerd
2+	29	programmeringsanalist	25	gegradueerde	administratief
2+	26	analist klinische biologie	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	analist klinische biologie 1e klasse	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwezend analist klinische biologie	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	25	landschapsarchitect	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	20	aspirant-adjunct-sectiechef	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	20	aspirant-meester lichamelijke opvoeding	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	20	aspirant-leraar	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	assistent in de psychologie	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	assistent in de psychologie 1e klasse	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwezend assistent in de psychologie	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	geneeskundig assistent	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	geneeskundig assistent 1e klasse	25	gegradueerde	gespecialiseerd

N	R	Huidige graad	Nieuwe graad	Categorie
2+	28	eerstaanwendend geneeskundig assistent	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social")	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") 1e klasse	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social")	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwendend maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") 1e klasse	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	23	sectiechef	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	22	adjunct-sectiechef	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	23	hoofdopvoeder van een medisch-pedagogisch instituut	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	hoofdprogrammeur	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	vast afgevaardigde	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	eerstaanwendend eerste klasse	gegradueerde	administratief
2+	28	eerstaanwendend vast afgevaardigde	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	diëtist	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	diëtist 1e klasse	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwendend diëtist	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	documentalist	gegradueerde	administratief
2+	27	eerstaanwendend documentalist	gegradueerde	administratief
2+	26	opvoeder	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	opvoeder 1e klasse	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	opvoeder 2e klasse van een medisch-pedagogisch instituut	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwendend opvoeder	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	ergotherapeut	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	ergotherapeut 1e klasse	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwendend ergotherapeut	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	gegradueerd ziekenverpleger	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	gegradueerd ziekenverpleger A	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	gegradueerd ziekenverpleger B	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	gegradueerd ziekenverpleger C	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	gegradueerd adjunct-hoofdverpleger	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	technisch ingenieur	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	29	eerstaanwendend technisch ingenieur	gegradueerde	administratief
2+	24	inspectrice	gegradueerde	administratief
2+	25	hoofdinspectrice	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	kinesitherapeut	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	kinesitherapeut 1e klasse	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwendend kinesitherapeut	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	laborant	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	logopedist	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	27	logopedist 1e klasse	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	28	eerstaanwendend logopedist	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	22	meester lichamelijke opvoeding	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	22	vakmeester	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	21	leraar	gegradueerde	gespecialiseerd

N	R	Huidige gnaad	R	Nieuwe graad	Categorie
2+	26	programmeur	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	directiesecretaris	25	gegradueerde	administratief
2+	26	eerstaanwendend directiesecretaris	25	gegradueerde	administratief
2+	24	onderinspectrice	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	23	eerstaanwendend technicus	25	gegradueerde	gespecialiseerd
2+	26	vertaler	25	gegradueerde	administratief
2+	26	eerstaanwendend vertaler	25	gegradueerde	administratief
2+	29	hoofdvertaler	25	gegradueerde	administratief
2+	23	verificateur	25	gegradueerde	administratief
2+	22	adjunct-verificateur	25	gegradueerde	administratief
2+	24	eerstaanwendend verificateur	25	gegradueerde	administratief
2	24	bestuurschef	22	gegradueerde	administratief
2	22	onderbureauchef	21	onderbureauchef	administratief
2	25	adjunct bij een secretariaat	20	assistent	administratief
2	22	rekenplichtig ambtenaar	20	assistent	administratief
2	20	technisch helper	20	assistent	gespecialiseerd
2	24	hoofdtechnisch helper	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	eerstaanwendend technisch helper	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	adjunct-bibliothecaris	20	assistent	administratief
2	23	bibliothecaris 1e klasse	20	assistent	administratief
2	22	griffiechef	20	assistent	administratief
2	24	sectiechef	20	assistent	administratief
2	21	hoofdopvoedster van een opvangcentrum	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	hoofdtechnicus der vorsing	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	meesterknecht	20	assistent	technisch
2	20	adjunct-controlleur van werken	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	controlleur van werken	20	assistent	gespecialiseerd
2	24	eerstaanwendend controlleur van werken	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	correspondent der vorsing	20	assistent	administratief
2	22	hoofdcorrespondent der vorsing	20	assistent	administratief
2	20	tekenaar	20	assistent	gespecialiseerd
2	24	hoofdtekenaar	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	eerste tekenaar	20	assistent	gespecialiseerd
2	23	landmeter-expert onroerende goederen 1e klasse	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	bibliotheekbeheerder	20	assistent	gespecialiseerd
2	24	hoofd bibliotheekbeheerder	20	assistent	gespecialiseerd
2	24	documentatiebeheerder	20	assistent	administratief
2	24	gebouwenbeheerder	20	assistent	administratief
2	23	eerstaanwendend bibliotheekbeheerder	20	assistent	administratief
2	21	verpleegassistent A	20	assistent	gespecialiseerd
2	20	verpleegassistent B	20	assistent	gespecialiseerd
2	22	hofmeesteres	20	assistent	gespecialiseerd
2	21	gebrevetteerd ziekenverpleger A	20	assistent	administratief
2	20	gebrevetteerd ziekenverpleger B	20	assistent	administratief
2	24	adjunct-inspecteur boekhouding	20	assistent	gespecialiseerd
2	25	technisch inspecteur	20	assistent	gespecialiseerd
2	24	maquettenmaker	20	assistent	gespecialiseerd
2	21	organisatiemonitor	20	assistent	administratief

N	R	Huidige graad	R	Nieuwe graad	Categorie
2	23	landschapschilder 1e klasse	20	assistent	gespecialiseerd
2		eerste hoofdcorrespondent der vorsing	20	assistent	administratief
2		eerste geschoold werkman	20	assistent	technisch
2		eerste technicus der vorsing	20	assistent	gespecialiseerd
2	20	opsteller	20	assistent	administratief
2	20	rekenplichtig opsteller	20	assistent	administratief
2	22	revisor boekhouding	20	assistent	administratief
2		technicus der vorsing	20	assistent	gespecialiseerd
2	24	verificateur	20	assistent	administratief
2	24	eerstaanwendend verificateur boekhouding	20	assistent	administratief
2	21	verificateur boekhouding	20	assistent	administratief
2	24	verificateur-accountant 1e klasse	20	assistent	administratief
3	34	hoofdfinanciebeampte	20	assistent	administratief
3	32	eerste financiebeampte	20	assistent	administratief
3	33	technisch beampte	30	adjunct	administratief
3	33	technisch beampte-mechanograaf	30	adjunct	technisch
3	33	rekenplichtig ambtenaar 1e klasse	30	adjunct	technisch
3	30	geneeskundig assistente-kinderverzorgster	30	adjunct	administratief
3	34	geneeskundig assistente-hoofdkinderverzorgster	30	adjunct	administratief
3	32	Geneeskundig assistente-eerstaanwendend kinderverzorgster	30	adjunct	administratief
3	34	werkmeester 1e klasse	30	adjunct	technisch
3	34	werkmeester 2e klasse	30	adjunct	technisch
3	34	werkmeester 3e klasse	30	adjunct	technisch
3	35	opperwerkmeester	30	adjunct	technisch
3	35	hoofdoperateur-mechanograaf 1e klasse	30	adjunct	technisch
3	34	hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse	30	adjunct	technisch
3	34	hoofdtechnicus	30	adjunct	technisch
3	34	gespecialiseerd hoofdtechnicus	30	adjunct	administratief
3	30	klerk	30	adjunct	administratief
3	32	eerste klerk	30	adjunct	technisch
3	34	hoofdklerk	30	adjunct	technisch
3	30	klerk-typist(e)	30	adjunct	administratief
3	34	hoofdklerk-typist(e)	30	adjunct	administratief
3	32	eerstaanwendend klerk-typist(e)	30	adjunct	administratief
3	30	klerk-stenotypist(e)	30	adjunct	administratief
3	34	hoofdklerk-stenotypist(e)	30	adjunct	administratief
3	32	eerste klerk-stenotypist(e)	30	adjunct	administratief
3	33	klerk-stenotypist(e)-secretaris	30	adjunct	administratief
3	33	meesterknecht 1e klasse	30	adjunct	administratief
3	32	meesterknecht 2e klasse	30	adjunct	administratief
3	30	meesterknecht 3e klasse	30	adjunct	administratief
3	32	adjunct-speciaal controleur	30	adjunct	technisch
3	32	adjunct-correspondent der vorsing	30	adjunct	technisch
3	30	opvoeder 3e klasse	30	adjunct	technisch
3	30	opvoeder 3e klasse van een medisch-pedagogisch instituut	30	adjunct	administratief
3	34	hoofdopvoeder 3e klasse	30	adjunct	administratief
3	34	hoofdopvoeder 3e klasse van een medisch-pedagogisch instituut	30	adjunct	technisch
3	32	eerstaanwendend opvoeder 3e klasse	30	adjunct	technisch

N	R	Huidige graad	R	Nieuwe graad	Categorie
3	32	eerstaanwend opvoeder 3e klasse van een medisch-pedagogisch instituut	30	adjunct	technisch
3	30	operateur-mechanograaf	30	adjunct	administratief
3	32	operateur-mechanograaf	30	adjunct	administratief
3	30	geschoold werkman	30	adjunct	technisch
3	30	geselecteerd werkmans B	30	adjunct	technisch
3	34	eerste werkopzichter	30	adjunct	technisch
3	33	eerste technicus	30	adjunct	technisch
3	30	kinderverzorgster	30	adjunct	technisch
3	34	hoofdkinderverzorgster	30	adjunct	technisch
3	32	eerstaanwend kinderverzorgster	30	adjunct	technisch
3	30	adjunct-werkopzichter	30	adjunct	technisch
3	32	werkopzichter	30	adjunct	technisch
3	32	ajunct-technicus der vorsing	30	adjunct	technisch
3	30	technicus 1e klasse	30	adjunct	gespecialiseerd
3	30	technicus 2e klasse	30	adjunct	technisch
3	32	speciaal technicus 2e klasse	30	adjunct	technisch
3	32	speciaal technicus 1e klasse	30	adjunct	technisch
3	33	eerstaanwend gespecialiseerd technicus	30	adjunct	technisch
4	42	ontsmetter	40	beambte	technisch
4	44	hoofdbeambte	40	beambte	technisch
4	43	eerstaanwend beambte	40	beambte	administratief
4	43	geschoold helper	40	beambte	administratief
4	40	ketelstoker	40	beambte	technisch
4	44	chef-kok	40	beambte	technisch
4	42	hoofdkamerbewaarder	40	beambte	technisch
4	43	eerstaanwend hoofdkamerbewaarder	40	beambte	administratief
4	44	hoofdwerkman-opzichter	40	beambte	administratief
4	42	klasseerder	40	beambte	technisch
4	40	huishouder	40	beambte	administratief
4	41	autobestuurder	40	beambte	technisch
4	42	autobestuurder	40	beambte	technisch
4	42	autobestuurder-mecanicien	40	beambte	technisch
4	42	kok	40	beambte	technisch
4	42	typist(e)	40	beambte	technisch
4	42	expeditionair	40	beambte	administratief
4	42	bureau-bode	40	beambte	administratief
4	42	laboratoriumbediende	40	beambte	administratief
4	40	hulpbeambte	40	beambte	gespecialiseerd
4	40	hulpbeambte B	40	beambte	technisch
4	41	eerstaanwend hulpbeambte	40	beambte	technisch
4	44	rijtuigmechanicien	40	beambte	technisch
4	40	bode-kamerbewaarder	40	beambte	technisch
4	40	bode-kamerbewaarder	40	beambte	technisch
4	41	eerstaanwend bode-kamerbewaarder	40	beambte	administratief
4	41	schoonmaakster	40	beambte	administratief
4	41	onderhoudswerkmans	40	beambte	administratief
4	41	niet-geschoold werkmans	40	beambte	technisch
4	41	geschoold werkmans A	40	beambte	technisch

N	R	Huidige graad	R	Nieuwe graad	Categorie
4	42	geschoold werkman B	40	beambte	technisch
4	42	werkman-opzichter	40	beambte	technisch
4	43	eerste werkman-opzichter	40	beambte	technisch
4	42	ponser-mechanograaf	40	beambte	administratief
4	44	1e werkman-ploegbaas-rijtuigmechanicien	40	beambte	technisch
4	42	eerste vakman	40	beambte	technisch
4	43	eerste vakman	40	beambte	technisch
4	44	eerste vakman A	40	beambte	technisch
4	44	eerste vakman-ploegbaas	40	beambte	technisch
4	44	eerste vakman-ploegbaas A	40	beambte	technisch
4	43	eerste vakman-rijtuigmechanicien	40	beambte	technisch
4	44	eerste ponser-mechanograaf-specialist	40	beambte	technisch
4	42	amateur	40	beambte	administratief
4	43	boekbinder	40	beambte	technisch
4	42	bewaarder	40	beambte	technisch
4	44	hoofdbewaarder	40	beambte	technisch
4	43	eerstaanwend bewaarder	40	beambte	technisch
4	42	speciaal bewaarder	40	beambte	technisch
4	43	eerstaanwend speciaal bewaarder	40	beambte	technisch
4	42	telefonist(e)	40	beambte	technisch
4	40	nachtwaker	40	beambte	administratief
4	40		40	beambte	technisch

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Minister-Voorzitter,  
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,  
Ph. MAHOUX



BIJLAGE III

MODEL VAN EVALUATIEVERSLAG

I. IDENTITEITSKAART

Naam :

Voornaam :

Graad :

Dienst :

Uitgeoefend ambt :

## II. VERANTWOORDING VAN DE EVALUATIE

— Geef de ambtenaar voldoening :

1. Op het niveau van de kwaliteit van zijn werk ?

JA            NEEN

Leg uit :

2. Op het niveau van het werkvolume ?

JA            NEEN

Leg uit :

3. In zijn houding ?

JA            NEEN

Leg uit :

4. In zijn betrekkingen met zijn hiërarchische meedderen ?

JA            NEEN

Leg uit :

5. In zijn betrekkingen met zijn collega's ?

JA            NEEN

Leg uit :

6. Werden bijzondere feiten vastgesteld ?

JA            NEEN

Zo JA, beschrijf die feiten :

Kunnen die feiten een wijziging van de evaluatie van de ambtenaar teweegbrengen ?  
Zo ja, in welke richting ?

## III. ANTECEDENTEN

1. Werd de ambtenaar aangemaand, toen vastgesteld werd dat hij geen voldoening gaf?

JA            NEEN

Zo JA, geef uitleg :

Zo NEEN, geef uitleg :

2. Werden er maatregelen genomen om de toestand te verhelpen?

JA            NEEN

Zo JA, geef uitleg :

Zo NEEN, geef uitleg :

## IV. EVENTUELE BIJKOMENDE OPMERKINGEN

OPMERKINGEN VAN DE AMBTENAAR

Dit verslag verantwoordt de toekenning van de evaluatievermelding :

- gunstig
- met voorbehoud
- ongunstig (1)

Overhandigd aan de ambtenaar op

De evaluatoren :

1° Naam, voornaam, graad :

Handtekening,

2° Naam, voornaam, graad :

Handtekening,

Kennis genomen op

De ambtenaar :

Handtekening.

---

(1) Doorhalen wat niet verlangd wordt.

## OPMERKINGEN VAN DE AMBTENAAR


Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,

Ph. MAHOUX